LA VIE
NTELLECTUELLE

V. I. Pâques, annonce d'unité.
J. C. MURRAY : L'Eglise et la démocratie totalitaire.
P. QUEVREMONT : Fruits déguisés.
J. DUMONTIER : Les trois relances.
B. STERNBERG-SAREL : La jeunesse d'Allemagne orientale.
P. RAY : « Le rêve de la Croix ».
H. GUILLEMIN : Rimbaud, Etiemble et quelques autres.

LES SIGNES DU TEMPS

Après la mort de Iosif Vissarionovitch Staline.
La succession de Staline.
La conférence de Rome marque-t-elle la fin d'une Europe ?
Offensive générale contre l'idée européenne.
Tâches militaires françaises au Viet-Nam et en Union française.
Quelque chose au Chili...
Naissance de la couleur.
Azimuts.

LETTRES. ART. THEATRE. CINEMA

DOCUMENT : Tito, les catholiques anglais et le Vatican.

UE MENSUELLE
AVRIL 1953

S ÉDITIONS DU CERF_PARIS

SOMMAIRE

V. I. : **Pâques, annonce d'unité** 1

J. C. MURRAY : **L'Eglise et la démocratie totalitaire** (II) 5

P. QUEVREMONT : **Fruits déguisés (un économiste chrétien s'interroge)** 29

J. DUMONTIER : **Les trois relances** 38

B. STERNBERG-SAREL : **La jeunesse d'Allemagne orientale** 46

P. RAY : **« Le rêve de la Croix »** 58

H. GUILLEMIN : **Rimbaud, Etiemble et quelques autres** 64

LES SIGNES DU TEMPS

Après la mort de Iosif Vissarionovitch Staline (J. ROUNAULT).. 73

La succession de Staline (B. FÉRON) 74

La conférence de Rome marque-t-elle la fin d'une Europe ? (F. COURTET) 86

Offensive générale contre l'idée européenne (A. FRISCH) 89

Tâches militaires françaises au Viet-Nam et en Union française (G. LUZY) 92

Quelque chose au Chili... (J. BOANERGE) 96

Naissance de la couleur (A. CAUSSE) 98

Azimuts (A.-Z. SERRAND) 100

CHRONIQUES

Les belles images (R. VRINAT) 107

Les chemins de la liberté (M. CHASTAING) 112

Le « Newman », de Louis Bouyer (M. FERRY) 116

Les romans (M. CHAVARDÈS) 118

Littératurette (G. VENAISSIN) 121

Le théâtre (H. GOUHIER) 127

Le cinéma : *Trois films où le talent remplace le métier* (J.-L. TALLENAY) 132

DOCUMENT

Tito, les catholiques anglais et le Vatican (C.I.C.) 137

La Vie Intellectuelle

VINGT - QUATRIÈME ANNÉE. — AVRIL 1953

Pâques, annonce d'unité

PAQUES *est pour le chrétien le rappel annuel de sa raison d'être : maintenir la foi au Ressuscité. Pour la célébrer, rompant avec les coutumes de ce billet, on méditera ici sur un livre récemment paru :* Chrétiens dans un monde divisé[1], *afin de mieux entrevoir l'enseignement de la fête, pour les hommes promesse d'unité autant que témoignage de la Résurrection.*

La lecture des études qu'il réunit prend de l'approche pascale une lumière nouvelle. Comment être le témoin que le Christ réclame d'être et travailler cependant en un monde étranger à la foi? Car il faut bien reconnaître un fait incontestable : la pluralité des convictions dans le domaine religieux, comme dans le domaine politique et social. Luttant pour la civilisation et témoignant pour l'Église, le chrétien accepte, afin que l'homme devienne

1. On a préféré citer le sous-titre du premier des « Cahiers de l'Actualité religieuse » (Casterman, Tournai-Paris), dont le titre principal est *Tolérance et communauté humaine.*

enfant de Dieu, de rester ici-bas un être divisé. Mais dans sa participation à la construction du monde moderne, et même dans le dialogue requis pour toute annonce de l'Évangile, sera-t-il acculé à ne point tenir compte de ce pluralisme ou à renoncer à la présence vivante de sa foi?

Il faut refuser si lamentable alternative. La participation à l'œuvre commune de civilisation ne fait que donner plus de force au témoignage rendu. Au cahier qui le rappelle on ne cherchera fraternellement chicane que sur son titre Tolérance et communauté humaine. *Car sa signification est précisément de dépasser ce que l'on entend couramment par tolérance. Dépasser ne veut pas dire supprimer : au contraire. La tolérance fut un premier gain et à une époque où tant de non-chrétiens auraient tendance à l'oublier il serait, en effet, par trop triste que les chrétiens reviennent à l'intolérance. Mais le mot, quelque peu vieillot, semble atténuer l'absolu que réclame l'adhésion de la foi et comporter aussi à l'égard de ce que l'on tolère ce rien de condescendance qui empêche tout dialogue véritable. Or, de ces deux défauts, le livre est totalement exempt. Au contraire, il conduit, avec les études du chanoine Dondeyne et du P. Léonard, vers l'attitude que souhaite aujourd'hui le catholique le plus intransigeant, mais qui découvre que la foi au Christ lui fait précisément non seulement écouter qui ne pense pas comme lui, mais recevoir de lui.*

La foi chrétienne doit, en effet, être comme toujours intransigeante. Le Christ est la Vérité, et seule l'Église permet au chrétien de recevoir et de vivre son enseignement. Mais si le Christ est la Vérité, si l'Église permet de l'entendre, le chrétien reçoit mais ne possède *pas la vérité; pour y accéder chaque jour davantage, sa colla-*

ration avec les autres hommes à l'œuvre de civilisation idera à mieux pénétrer le sens de l'enseignement du rist. Cet enseignement, seuls le Christ et l'Église peu- nt le donner. Ils lui révéleront la réponse, totalement atuite, donnée par Dieu aux difficultés des hommes. ais les inquiétudes de l'homme, ses aspirations, ses uintes, ses vrais problèmes auxquels le Christ vient ondre et au delà, c'est dans l'œuvre menée avec tous hommes qu'il les approfondira. Aussi le catholique it-il préparer, mais sans nul artifice, les dialogues qui ideront à comprendre les questions posées par tous ux qui composent aujourd'hui le pluralisme actuel, us ou moins cohérent, des attitudes humaines. Ces dia- gues et le moyen de converser seront différents selon cas. Entre les chrétiens de différentes confessions sus-Christ demeure la voie privilégiée; avec les non- rétiens, les chemins varieront selon l'attitude prise à gard de Dieu et de sa Révélation. Il ne s'agit d'ail- urs nullement d'établir un ordre d'excellence dont Dieu ul est juge en ce domaine. On veut simplement noter des différences.

Parlant ainsi, ne retrouve-t-on pas précisément la mis- on du « chrétien en un monde divisé »? L'unité, dont s hommes garderont toujours la soif, peut se faire dans ppression ou dans la liberté. Le chrétien, devenu libre r l'initiative libre de Dieu, doit être de ceux qui tra- illent à la rencontre libre entre les hommes. Il y tra- ille dans la mesure où, en ce siècle d'incompréhension, contribue à rétablir les dialogues entre ceux qui, assoif- s de vérité, lui ont donné cependant diversité d'expres- ons. Pour se vouloir totalement fidèle à la Vérité de ieu, rencontrée dans l'expression dogmatique dont l'É- lise catholique a reçu le dépôt, le chrétien se veut éga-

lement fidèle à « la glorieuse liberté des enfants d Dieu » ; ainsi sera-t-il le témoin de l'Unité voulue dans respect de chacun. En ce jour de Pâques où le Chri s'est fait reconnaître de quelques disciples afin qu'i soient bientôt les témoins et les artisans de l'Unité venir, il est bon que les chrétiens méditent quelque pe sur le langage requis pour rendre un témoignage efficac et vrai.

V. I.

L'ÉGLISE ET LA DÉMOCRATIE TOTALITAIRE

Sous ce titre[1], le P. C. Murray, qui passe pour un des meilleurs théologiens des États-Unis, n'oppose pas seulement Pie XII à Staline, mais d'abord et surtout, pour des raisons très logiques, Pie VI et ses successeurs à Robespierre et aux héritiers de son jacobinisme. Car, de 1789 à nos jours, l'Église a rencontré, d'abord dans l'Est, puis dans l'Ouest du continent européen, sous divers déguisements théiste ou athée, bourgeois ou prolétarien, un même type politique nouveau, la démocratie totalitaire et sa stratégie. Celle-ci ne cherche pas seulement, comme l'Ancien Régime, dont elle garde et développe l'appareil concentrationniste, à utiliser à ses fins l'autorité, la puissance, la richesse de l'Église, en conservant pour son idéologie et ses prérogatives des apparences de respect. Pour les révolutionnaires, désormais, l'Église, son message, sa densité sociale apparaissent inassimilables à la structure monolithique de l'État et à la philosophie politique qui la commande. Et comme ces Jacobins ne peuvent accepter ni dérogations ni compromis à leur dilemmes : être mobilisé ou ennemi, être absorbé ou supprimé, ce sera la persécution tantôt violente, tantôt insidieuse. — La première partie de l'article utilisant surtout une bibliographie américaine, en fonction du contexte où se débattent actuellement, aux U.S.A., les rapports de l'Église et de la démocratie libérale, étudie d'abord le jacobinisme et ses formes primitives ou récentes, puis les premières condamnations par l'Église, de Pie VI à Pie IX, lesquelles par mode de réactions préparent le retour à la position « gélasienne », effectuée avec une ampleur et une netteté paisibles, par Léon XIII, à qui sont consacrées les pages qui suivent.

1. Cf. *La Vie Intellectuelle*, mars 1953, pp. 6-34.

Avec Léon XIII apparaît une nouvelle clarté : dans son œuvre massive, tous les débats de son temps trouvent place; mais la doctrine sur les relations de l'Église et de l'État, étudiée dans l'ensemble de ses écrits, manifeste une forme fermement structurée. Et la fondation de cette architecture n'est autre que la thèse de Gélase, mais portée à un nouveau stade d'explication et à une nouvelle précision en vue de faire face au nouvel adversaire dressé par la Révolution.

Le défi radical porté au christianisme par la démocratie totalitaire consistait à refuser la doctrine dualiste de l'organisation de la société, à quoi Gélase I^er^ avait donné son expression classique, encore que rudimentaire. Léon XIII et ses conseillers en ont eu conscience plus pleine et plus exacte que leurs prédécesseurs. Aussi sa doctrine possède-t-elle une valeur d'actualité pour les problèmes de son temps, aussi bien qu'une plus durable vérité. Sans doute, une grande partie des écrits de Léon XIII est « datée », en ce sens qu'elle est rédigée en fonction du XIX^e^ siècle et de la situation qui provoque sa mise au point. Néanmoins malgré le déclin ou l'effondrement de portions importantes du libéralisme du XIX^e^ siècle et de sa naïve idéologie, malgré d'énormes différences entre le climat spirituel et politique de ce

temps et le nôtre, l'essentiel de la doctrine de Léon XIII reste encore l'essentiel de notre problème actuel. Car, selon la remarque de D. W. Brogan, l'ère de la Révolution n'est pas encore révolue; nous y sommes encore [1].

C'est dans la ligne de la problématique que nous avons vue jusqu'à présent que je voudrais maintenant étudier la doctrine de Léon XIII, en me limitant à l'encyclique *Immortale Dei*. Auparavant, il est nécessaire de rappeler brièvement les circonstances dans lesquelles cette encyclique fut écrite.

Léon XIII devint pape en 1878. Bismarck dominait alors une situation internationale passablement embrouillée. L'Europe était en pleine tension politique, et le Congrès de Berlin, cette année-là, n'apportait que peu d'améliorations à la situation. Les Balkans, le Proche-Orient, s'agitaient. Le système d'alliances de Bismarck inaugurait l'ère de la politique de la force. De son côté, l'Église était en conflit avec presque tous les gouvernements d'Europe. En Allemagne, le « Kulturkampf » commencé en 1871, dans le but de soumettre l'Église, ainsi que tous les autres groupements, au pouvoir souverain du nouvel empire, atteignait son paroxysme : il ne devait se terminer qu'en 1883. Partout on pouvait assister à de semblables conflits. La gauche et la droite étaient au plus fort de leur rivalité, partout les intérêts de l'Église dépendaient dangereusement des destinées incertaines de la droite. En Italie, le problème sans issue de la question romaine, gros de conséquences malheureuses, restait entier. En 1876, la chute de Minghetti avait mis fin au pouvoir du « conservatisme éclairé » de la droite. Ce fut le premier ministère du parti de gauche, avec, au pouvoir, le cynique Depretis, auquel succéda en 1887 Crispi, le militant de l'anticléricalisme. L'Espagne

1. Cf. D. W. Brogan, *The Price of Revolution* (New-York, Harper, 1951).

et le Portugal menaient une politique inconséquente et stérile, la gauche et la droite alternant régulièrement au pouvoir. Et la doctrine de la Révolution faisait son chemin en Amérique du Sud.

Cependant, le principal foyer d'idées et d'événements restait toujours la France, terre de la Révolution : celle-ci venait d'entrer dans une nouvelle phase, avec la Troisième République, proclamée, selon le rite révolutionnaire, à l'Hôtel de Ville de Paris, le 4 septembre 1870; son baptême s'était, comme d'habitude, effectué dans le sang, lors de la « semaine sanglante » de la Commune (21-28 mai 1871). Un an avant l'accession de Léon XIII au trône pontifical, la crise du 16 mai avait miné le gouvernement du monarchiste Mac-Mahon, accusé de préparer une nouvelle Restauration. Deux ans plus tard, c'était la fin de cette crise, avec la démission de Mac Mahon et la prise du pouvoir par les républicains modérés, les opportunistes, comme on les appelait. Ces derniers n'avaient pas le fanatisme de l'extrême-gauche, mais en qualité de co-héritiers des Jacobins, ils défendaient sa doctrine : un nationalisme intégral; l'unité de la souveraineté, qui interdisait l'existence, à l'intérieur de la société, d'unités autonomes; une conception absolutiste, en théorie et en pratique, de la souveraineté. Ils réclamaient la centralisation du gouvernement, ainsi que la suppression de toute dissidence interne. Ils prônaient la théorie de l'État enseignant et la valeur rédemptive de la « morale républicaine ». Enfin, conséquence de ces principes, ils se faisaient les champions de l'anticléricalisme, dont ils faisaient un principe de gouvernement national.

L'anticléricalisme des républicains modérés — d'hommes comme Gambetta, qui devint président du Conseil en 1881, et comme Ferry, le célèbre ministre de l'Éducation — n'était probablement pas, à la base, d'une essence très différente de celui de l'extrême-gauche. En fait, il ressemblait beaucoup à l'anticléricalisme des

ancs-maçons, dont Courdaux, professeur de littérature Douai, nous donne cette définition indirecte :

La distinction entre catholicisme et cléricalisme est d'une btilité tout officielle : elle sert uniquement les besoins de la bune. Mais ici, dans cette loge, nous dirons bien haut, par spect pour la vérité, que catholicisme et cléricalisme ne font l'un. En conséquence, nous dirons également que l'on ne ut être à la fois catholique et républicain : cela est impos-ble [2].

Cependant, les opportunistes étaient prêts à jouer de carte anticléricale pour les raisons que justifie leur m :

Les déclarations de Gambetta et de Ferry, le témoignage leurs contemporains et la situation parlementaire, tout cela mble indiquer que les opportunistes entretenaient leur anti-éricalisme pour s'assurer la faveur de l'élément radical, pendant qu'ils renvoyaient sans cesse à plus tard les réfor-es sociales dont ils s'affirmaient les champions [3].

C'était l'ancienne stratégie des Jacobins, celle qui nsistait à évoquer l'Ennemi pour consolider le pouvoir. n ce qui concerne le but permanent de l'anticléricalisme cobin — ce que l'on a appelé la « séparation de l'Église de l'État », et qui n'était autre que la déchristianisa-on de la société — la gauche et l'extrême-gauche mon-aient peu de divergences, sauf quant à la rapidité avec quelle ce but devait être atteint. L'extrême-gauche ait pour l'abolition immédiate du Concordat, pour la paration immédiate de l'Église et de l'État. Les modé-s, eux, ne voulaient agir qu'avec une certaine précau-on, suivant en cela l'opinion d'Arthur Ranc, le conseil-r de Gambetta, franc-maçon et Jacobin anticlérical ilitant, opinion selon laquelle : « ... Il fallait procéder

2. Cité par Evelyn M. Acomb, *The French Laic Laws, 1879-1889 : he First Anticlerical Campaign of the Third French Republic.* lew-York : Columbia University Press, 1941), p. 115.
3. Acomb, *op cit.*, p. 81.

avec lenteur, briser un à un les liens qui unissaient l'Église et l'État, et laïciser progressivement tous les services publics [4]. » Ils voulaient, en même temps, préparer l'esprit des masses par un programme d'éducation républicaine.

C'est ainsi, avec les décrets du 29 et du 30 mars 1880, deux ans après l'accession de Léon XIII au trône pontifical, que s'ouvrait la série des lois anticléricales qui donnent son cachet à cette nouvelle phase de la Révolution [5]. Les deux premières lois étaient dirigées contre les congrégations religieuses : la Compagnie de Jésus devait être dissoute, les Jésuites dispersés, dans les trois mois; les autres ordres enseignants devaient disparaître en six mois. En 1881, les opportunistes avaient obtenu le vote d'une série de lois : on créait les écoles normales primaires, où devaient être formés des instituteurs laïcs (selon la doctrine républicaine, naturellement); on retirait aux prêtres l'administration des œuvres; les facultés catholiques perdaient le droit de décerner des diplômes; les évêques étaient éliminés du conseil supérieur de l'éducation; les religieuses n'étaient plus autorisées à enseigner comme elles le faisaient jusqu'alors, sur simple présentation d'une lettre d'obédience de leur supérieure; une loi concernait l'éducation secondaire des filles, une autre réduisait le nombre des aumôniers dans l'armée.

Cinq ans après l'accession de Gambetta à la présidence du Conseil, et avant que la crise du boulangisme n'interrompît ce programme, l'ensemble des lois anticléricales s'était encore enrichi, notamment de la fameuse « loi Ferry » (29 mars 1882), qui rendait l'enseignement obligatoire et gratuit, pour les enfants de six à onze ans, et supprimait, dans toutes les écoles de l'État, l'instruction religieuse, sous toutes ses formes. Le 27 juillet 1884, la

4. Cité, *ibid.*, p. 151.

5. Le résumé que nous donnons ici est tiré de l'étude très complète et très détaillée d'Acomb.

loi, violemment discutée, qui autorisait le divorce, était votée, abolissant ainsi la loi de 1816. Il y eut encore d'autres lois, concernant les funérailles civiles, la non-observance des fêtes religieuses, la sécularisation des cimetières, le retrait de toutes les restrictions religieuses concernant la presse, la délimitation des fonctions paroissiale et communale, le retrait, aux Ordres religieux, de l'enseignement primaire, et l'obligation du service militaire pour tous les membres de congrégations religieuses et séminaristes. Le Panthéon fut laïcisé, les prières publiques pour le travail des assemblées législatives furent supprimées; les facultés de théologie catholiques furent dissoutes.

Ce programme législatif, en fait, ne suffisait pas du tout à l'extrême-gauche, qui voulait à tout prix la « séparation de l'Église et de l'État » telle que l'entendaient les Jacobins. Il constituait cependant une preuve suffisante de la fidélité avec laquelle le gouvernement appliquait le plan d'action formulé par Mirabeau, aux premiers temps de la Révolution : « Il faut décatholiciser la France. » Derrière ce programme, on pouvait voir la renaissance de l'idéologie totalitaire des Jacobins, de leur religion laïque : le patriotisme, et de leur espoir de faire du patriotisme la religion de la France, après la destruction complète du catholicisme.

C'est en 1885, alors que ce programme antireligieux et si proche du totalitarisme se développait au maximum, que Léon XIII publia *Immortale Dei,* « De la constitution chrétienne de la société ». Cette encyclique contient : premièrement, une esquisse de ce qu'était alors la force ennemie de l'Église, savoir, un système politico-religieux d'un type nouveau, fondé sur une éthique et une philosophie particulières; deuxièmement, en contraste, la description rapide du système politico-social du christianisme, de son inspiration et de son éthique. J'emploie à dessein les termes d'esquisse et de description rapide. Lorsque le pape rédige une encyclique, il ne fait pas

œuvre professorale : il exerce le ministère suprême, prophétique et pastoral, de l'Église. Il ne faut donc pas chercher dans ces encycliques l'analyse détaillée de systèmes philosophiques, la vivante reconstitution de périodes de l'histoire[6], la description savante du mouvement des idées[7]. Destinées aux fidèles, les encycliques simplifient les situations : leur manière est prophétique, non académique. La vérité et l'erreur y sont en noir et blanc, et non pas dans la tonalité grisâtre de l'histoire.

Immortale Dei n'est donc pas une dissertation doctorale, portant sur un sujet étendu, et soucieuse des nuances : c'est un « tract *for the times* », pour prendre une expression de Newman : son objet limité n'est relatif qu'à une situation historique précise. Il ne faut pas y chercher l'énoncé organique de la philosophie politique et sociale catholique : ainsi, cette encyclique néglige totalement la distinction entre la société et l'État, qui est de l'essence de cette philosophie; autre exemple : la discussion de la souveraineté du peuple qu'on y trouve serait tout à fait insuffisante pour un enseignement universitaire. De même, il ne faut pas y chercher une discussion complète, à la fois doctrinale et historique, du problème de l'Église et de l'État; elle ne se préoccupe que de la

6. Ainsi la partie : « Il fut un temps » (trad. Bonne Presse, p. 33), relative au Moyen-Age, n'est pas à proprement parler de l'histoire. La description qui nous est faite de l'harmonie qui régnait alors, passe sous silence les conflits, souvent graves, qui opposèrent les papes aux empereurs. Plus exactement, le pape porte un jugement moral sur l'histoire : « Les relations entre les deux pouvoirs, au Moyen-Age, étaient une excellente chose. » Ce jugement moral ne suppose pas, il est inutile de le dire, que la papauté canonisait la situation, telle qu'elle existait au Moyen-Age, comme idéale.

7. L'évolution rapide et constante de la révolution religieuse en révolution politique, en passant par celle plus purement philosophique, n'est pas à proprement parler l'histoire d'une idée. La laïcité du XIX^e^ siècle a ses racines profondes dans la fin du Moyen-Age. La révolution contre l'ancien régime était dirigée contre l'absolutisme royal, qui est né non pas de la Réforme, mais de la Renaissance.

situation inique, créée dans les pays latins, donc catholiques, d'Europe, et spécialement en France, par l'idéologie religieuse, politique et sociale de la Révolution. Elle ne fait pratiquement pas allusion à la situation tout à fait différente qui règne dans le Second Empire de Bismarck. Elle n'en fait aucune, en ce qui concerne les États-Unis, où l'état de choses est encore plus nettement différent.

Les conseillers de Léon XIII à Rome connaissaient à fond Rousseau; mais ils n'avaient probablement jamais entendu parler des journaux du parti fédéraliste. Étrange paradoxe : à une époque où la Curie romaine se préoccupait surtout des problèmes posés par les réalisations politiques, et de la pensée philosophique qui les inspiraient, elle semble ne pas s'être intéressée à ce qui fut la réalisation politique la plus marquante, la plus réussie, des temps modernes, la plus originale aussi, mis à part le fait que son inspiration venait en droite ligne de la tradition politique occidentale, créée, à partir des éléments grecs, romains et germaniques, par l'Église elle-même [8].

8. L'encyclique *Longinqua Oceani* (1895) ne tente pas d'évaluer la portée du système politique américain. Le pape reconnaît avec joie que l'Église « a obtenu la liberté garantie de vivre et d'agir sans obstacle. Toutes ces remarques sont vraies; pourtant, il faut se garder d'une erreur : qu'on n'aille pas conclure de là que la meilleure situation pour l'Église est celle qu'elle a en Amérique » (*Leonis Papae*, etc., VI, 15). Mais il ne s'étend pas sur le caractère unique de cette structure politique, qui rend possible pareille sécurité, pareille liberté.

Il passe immédiatement à une *error tollendus*. Cet avertissement opportun s'adressait aux lecteurs européens. L'attitude de l'Église en Europe lui était encore dictée par le Concordat, par la théorie selon laquelle la protection du gouvernement était la condition nécessaire de la vie de l'Église. Celle-ci avait longtemps cherché cette protection. Son attente semblait enfin récompensée, grâce à Félix Faure et à Méline, en France. C'était le début d'un dernier épanouissement du « Républicanisme clérical ». Deux ans après, l'attitude malheureuse des catholiques dans l'affaire Dreyfus hâtait la chute du « Ralliement », et la naissance de la seconde grande

En fait, c'est l'abandon de cette tradition, à l'époque de l'absolutisme, puis à celle de la Révolution, qui suscita cette force ennemie contre laquelle se dressait l'*Immortale Dei.*

Ainsi donc, *Immortale Dei* est nettement fragmentaire et polémique, dirigée contre un adversaire très précis, contre une idéologie, une politique, qu'elle réprouve. Cette force ennemie, l'encyclique la définit d'une phrase lapidaire (qui a dû coûter bien des efforts aux scribes latins du pape) : c'est « ... la philosophie, parasite du

campagne anticléricale, qui devait aboutir à l'abrogation du Concordat et à la loi de la Séparation, en 1905.

Cependant, sur le moment, le « Ralliement » paraissait encore trop imbu des principes républicains. Et les catholiques citaient l'exemple de l'Amérique, sans doute sans le comprendre. Le pape les met en garde contre leur erreur, *petendum ab America exemplum optimi Ecclesiae status* (*loc. cit.*). L'erreur, bien entendu, ne vient pas de l'Amérique. Si tel était le cas, tout Américain la désavouerait, car, comme le pape, il nie que « *universe licere vel expedire, rei civilis reique sacrae distractas esse dissociatasque, more americano, rationes* ». En fait, le système politique américain, comme d'ailleurs Gambetta le disait de l'anticléricalisme français, n'avait pas été conçu comme un article d'exportation. La séparation de l'Église et de l'État, telle qu'elle était conçue et réalisée dans le système politique américain, ne l'était pas davantage. De plus, les catholiques américains ne prétendent pas que le statut de l'Église dans leur pays soit le meilleur absolument. Ils se contentent de dire qu'il est valable, fondé sur des principes politiques solides, et qu'il est durable. En fait, les catholiques américains peuvent dire que leur statut de l'Église est meilleur qu'en bien d'autres pays, meilleur, à tout prendre, que celui de la Troisième République. Mais le qualificatif de « meilleur » perd tout son sens lorsqu'on l'applique à un système politique concret — surtout à la lumière de la théorie anglo-saxonne et catholique de la relativité des formes politiques. Léon XIII conclut en disant que l'Église américaine « gagnerait beaucoup si, en plus de la liberté, lui était garantie la protection du pouvoir public ». On ne comprend pas très bien ce qu'il a pu vouloir dire : il semble que ce soit davantage un jugement de fait qu'une doctrine, une manière de prophétie, de l'histoire au conditionnel. On ne peut croire, cependant, que le pape s'essayait au rôle de mage en matière historique. Le contenu de cette proposition demande une étude soigneuse et approfondie.

ouvoir[9] ». En termes concrets et actuels, c'est la philosophie totalitaire, conception nouvelle de l'État; on pourrait traduire « la Troisième République et toutes les autres réalisations nationales issues du même principe[10] ».

Voici comment le pape résume la situation. Le phénomène politique nouveau comporte deux aspects essentiels. En premier lieu, le monisme totalitaire de l'État. Celui-ci s'identifie avec la société et prétend être la forme sociale la plus parfaite, la seule, de l'existence humaine. Toutes sociétés, même l'Église, doivent dépendre de lui, et sur un plan d'égalité absolue entre elles. Il contrôle toutes les affaires publiques — le principe de la primauté du politique l'exige — y compris la religion et les institutions humaines jusqu'alors considérées comme sacrées. Il est le souverain unique d'une société unique. Il ne reconnaît aucune autorité spirituelle en dehors ou au-dessus de la sienne propre.

Deuxième trait caractéristique : l'apostasie de l'État. Celui-ci s'efforce de détruire le christianisme et la croyance en Dieu à l'intérieur d'une société traditionnellement catholique. Il chasse l'Église de la haute position qu'elle occupait depuis toujours, et de plein droit, dans la société européenne. Il supprime toutes les institutions sociales chrétiennes. Il adopte, comme religion d'État, la philosophie, parasite du pouvoir ». Cette philosophie, en flattant la prétention de la raison individuelle à une autonomie absolue et illimitée, encourage l'évolution du pouvoir politique vers la domination totalitaire.

Cette doctrine affirme l'autonomie absolue de la raison individuelle : tout homme est à soi-même sa propre loi; il n'existe pas de loi supérieure à celle qu'il se donne à lui-même. La liberté que lui assure sa raison ne connaît

9. *Leonis Papae XIII Allocutiones, Epistolae, Constitutiones*, II (Paris : Desclée, 1887), p. 151.
10. *Ibid.*, p. 164.

donc pas de limite. Toute chose est en principe permise : c'est une question de choix personnel. Croire en Dieu ou ne pas croire, préférer telle religion, ne relèvent donc que du strict domaine subjectif. L'homme n'est soumis à aucune obligation objective : il n'existe ni personne ni chose susceptible de lui en imposer aucune. L'homme ne doit obéir qu'à lui-même.

Possédant la raison, tous les hommes sont, par nature, absolument égaux. En conséquence, la nature de l'homme ne justifie le droit d'aucun à exercer une autorité quelconque sur les autres. Il ne saurait y avoir par nature des sujets ni des chefs. Les hommes forment une masse, absolument égalitaire, d'individus totalement autonomes.

De même que l'individu, la société ne peut être gouvernée que par elle-même, c'est-à-dire par le « peuple ». L'État devient, en fait comme en droit, la multitude, la société, en tant qu'elle se gouverne soi-même. La souveraineté du peuple n'est que la transposition de la souveraineté de l'individu. Elle ne connaît d'autre loi que la sienne propre. Elle est, en elle-même, l'origine de la loi et la source du pouvoir. Celui-ci est aussi illimité que la liberté de chaque individu. De même que rien n'échappe au contrôle de la raison individuelle, rien n'échappe au contrôle de l'État, du peuple souverain.

Ce peuple souverain, tout comme l'individu, ne reconnaît pas d'autorité supérieure à la sienne : ni Dieu, ni culte. Le culte national sera donc uniquement le culte de l'État, de la Raison, de la Volonté souveraine du Peuple, et de la Nation, œuvre du peuple révolutionnaire. Sur le plan privé, l'individu peut, si cela lui plaît, croire en Dieu et lui rendre un culte, s'associer à d'autres dans ce but. Mais de pareils groupements ne peuvent exister, en fait, que sur autorisation de l'État : c'est au gouvernement qu'il appartient de juger de leur influence, bonne ou mauvaise, sur l'ordre public, sur le bien-être spirituel et temporel de la communauté suprême qu'est l'État.

Car celui-ci, seul, existe de son plein droit, de par la volonté souveraine du peuple. Seul, il peut décider de l'existence en son sein de groupes sociaux. Il a, de ce fait, tout pouvoir de contrôle sur eux. Toutes les associations religieuses, y compris l'Église catholique, sont considérées comme de tels groupes. L'Église catholique n'existe donc pas, dans l'État, de son plein droit, elle ne peut prétendre à aucune souveraineté autonome, même spirituelle. Encore une fois, il n'y a qu'un seul pouvoir souverain, l'État. Il n'y a qu'une seule vraie religion, la religion de l'État, la philosophie, sycophante de la Souveraineté unique.

Telle est la description que nous fait *Immortale Dei* de la force ennemie à laquelle se heurtait l'Église à la fin du XIX^e^ siècle. Je n'ai fait, ici, qu'une compilation du texte, développant parfois certains points qu'il énonçait qu'implicitement, prenant à d'autres écrits quelques phrases (sur l'apostasie sociale, par exemple). Il serait facile de citer les documents sur lesquels je me suis appuyé. Mais les deux textes qui suivent, nous en donneront l'essentiel :

Étant donné que l'État repose sur ces principes, aujourd'hui en grande faveur, il est aisé de voir à quelle place on relègue injustement l'Église. Là, en effet, où la pratique est d'accord avec de telles doctrines, la religion catholique est mise dans l'État sur le pied d'égalité, ou même d'infériorité, avec des sociétés qui lui sont étrangères. Il n'est tenu nul compte des lois ecclésiastiques; l'Église, qui a reçu de Jésus-Christ ordre et mission d'enseigner toutes les nations, se voit interdire toute ingérence dans l'instruction publique. Dans les matières qui sont de droit mixte, les chefs d'État portent d'eux-mêmes des décrets arbitraires et sur ces points affichent un superbe mépris des saintes lois de l'Église. Ainsi, ils font ressortir à leur juridiction les mariages des chrétiens; portent des lois sur le lien conjugal, son unité, sa stabilité; mettent la main sur les biens des clercs et dénient à l'Église le droit de posséder. En somme, ils traitent l'Église comme si elle n'avait ni le caractère, ni les droits d'une société parfaite, et qu'elle fût simplement une association, semblable aux autres qui existent dans l'État. Aussi, tout ce qu'elle a de droits, de

puissance légitime d'action, ils le font dépendre de la concession et de la faveur des gouvernements [11].

[...] Ainsi, dans cette situation politique que plusieurs favorisent aujourd'hui, il y a une tendance des idées et des volontés à chasser tout à fait l'Église de la société, ou à la tenir assujettie et enchaînée à l'État. La plupart des mesures prises par les gouvernements s'inspirent de ce dessein. Les lois, l'administration publique, l'éducation sans religion, la spoliation et la destruction des Ordres religieux, la suppression du pouvoir temporel des Pontifes romains, tout tend à ce but : frapper au cœur les institutions chrétiennes, réduire à rien la liberté de l'Église catholique et à néant ses autres droits [12].

On saisit donc clairement le type de constitution civique contre lequel s'élève la condamnation papale. C'est d'abord le gouvernement fondé sur le principe monistique et totalitaire, d'après lequel l'État, forme sociale suprême de l'existence humaine, domine de son contrôle politique toutes autres sociétés, y compris l'Église. Ensuite, c'est un système socialo-culturel, fondé sur le rationalisme du XVIII[e] siècle, qui entend éliminer de la société européenne tous ses éléments chrétiens traditionnels, et saper ce christianisme qui fut de tout temps sa base même.

A ce programme, le pape oppose celui du « principe chrétien de l'organisation des sociétés civiles ». Ce principe distingue d'abord deux sociétés, deux pouvoirs, deux lois, affirme la primauté du spirituel et la nécessité d'une entente harmonieuse entre ces deux ordres de la société, en vue de maintenir l'intégrité personnelle de l'homme et la paix sociale. En second lieu, ce type d'organisation peut seul assurer à l'Église, dans le cadre de la société, la haute position qui lui revient de droit, et la liberté dont elle doit jouir afin que « la vigueur et la vertu divines de la sagesse chrétienne puisse pénétrer pleinement les institutions sociales, les mœurs nationales, les diverse classes sociales et les affai-

11. *Ibid.*, p. 157.
12. *Ibid.*, p. 158.

es publiques[13] ». Ici encore, il s'agit à la fois d'une tructure et d'une éthique sociales : le pape définit la ubstance spirituelle de la société, telle que l'a façonnée e christianisme, par sa foi et sa morale; et quel doit tre l'aspect politique d'une société soumise aux exigen- es du dualisme de l'Église et de l'État.

Le noyau de cette encyclique est constitué par le splen- lide exposé de la doctrine de Gélase Ier. Le pape fonde ette doctrine sur deux propositions, relevant, l'une de a raison, l'autre de la foi.

I. — La société humaine vient de Dieu, par l'entremise les lois de la nature, comme le moyen et le milieu néces- aires au perfectionnement de l'homme. L'autorité à aquelle est soumise la société a les mêmes origines; les ngagements politiques, qui lient les dirigeants par rap- ort aux dirigés, et les dirigés par rapport aux diri- eants, ont une base religieuse. Les fondements de la ociété résident dans la religion. La société humaine se oit donc d'honorer, par la religion, son propre Auteur, ont la Providence la régit.

II. — L'Église vient de Dieu, par la loi du Christ. Comme une société au droit propre, moyen et milieu écessaires au salut éternel de l'homme. Il existe, à l'in- érieur de l'Église, une autorité spirituelle, centrée dans e Pontife de Rome. Cette autorité spirituelle a libre ouvoir dans le domaine sacré du Christ, de sa parole et le ses sacrements. Elle a un pouvoir législatif, exécutif t judiciaire. Elle doit pouvoir administrer librement, et ans contrainte, tout ce qui porte le nom de chrétien, out ce qui relève du devoir chrétien.

De ces deux propositions, le pape tire immédiatement es deux principes de l'organisation sociale chrétienne :

13. *Ibid.*, p. 155. C'est de cela, déclare le pape, que peut s'enor- ueillir le Moyen-Age.

la distinction formelle des deux sociétés, la primauté et la liberté du spirituel :

Bien que composée d'hommes comme la société civile, cette société de l'Église, soit pour la fin qui lui est assignée, soit pour les moyens qui lui servent à l'atteindre, est surnaturelle et spirituelle. Elle se distingue donc et diffère de la société civile. En outre, et ceci est de la plus grande importance, elle constitue une société juridiquement parfaite dans son genre parce que, de l'expresse volonté et par la grâce de son Fondateur, elle possède en soi et par elle-même toutes les ressources qui sont nécessaires à son existence et à son action. Comme la fin à laquelle tend l'Église est de beaucoup la plus noble de toutes, de même son pouvoir l'emporte sur tous les autres et ne peut en aucune façon être inférieur, ni assujetti au pouvoir civil [14].

[...] C'est donc à l'Église, non à l'État qu'il appartient de guider les hommes vers les choses célestes, et c'est à elle que Dieu a donné le mandat de connaître et de décider de tout ce qui touche à la religion; d'enseigner toutes les nations d'étendre aussi loin que possible les frontières du nom chrétien; bref, d'administrer librement et tout à sa guise les intérêts chrétiens [15].

Vient ensuite un exposé de la doctrine gélasienne — le plus développé, le plus détaillé et le plus harmonieusement équilibré qu'il nous soit donné de trouver dans les sources canoniques. C'est le point essentiel de cette encyclique, comme d'ailleurs de tout ce qu'a écrit Léon XIII sur la question des rapports de l'Église et de l'État :

Dieu a donc divisé le gouvernement du genre humain entre deux puissances : la puissance ecclésiastique et la puissance civile; celle-là préposée aux choses divines, celle-ci aux choses humaines. Chacune d'elles en son genre est souveraine; chacune est renfermée dans des limites parfaitement déterminées et tracées en conformité de sa nature et de son but spécial. Il y a donc comme une sphère circonscrite dans laquelle chacune exerce son action *jure proprio*. Toutefois, leur autorité s'exer-

14. *Ibid.*, p. 150.
15. *Ibid.*, p. 151.

ant sur les mêmes sujets, il peut arriver qu'une seule et même hose, bien qu'à un titre différent, mais pourtant une seule et ême chose, ressortisse à la juridiction et au jugement de l'une t de l'autre puissance. Il était donc digne de la sage Provi- ence de Dieu, qui les a établies toutes les deux, de leur tracer eur voie et leur rapport entre elles. *Les puissances qui sont, ont té disposées par Dieu.* S'il en était autrement, il naîtrait sou- ent des causes de funestes contentions et de conflits, et sou- ent l'homme devrait hésiter, perplexe, comme en face d'une ouble voie, ne sachant que faire, par suite des ordres con- raires de deux puissances dont il ne peut en conscience ecouer le joug. Il répugnerait souverainement de rendre res- onsable de ce désordre la sagesse et la bonté de Dieu, qui, ans le gouvernement du monde physique, pourtant d'un rdre bien inférieur, a si bien tempéré les unes par les autres, es forces et les causes naturelles, et les a fait s'accorder l'une façon si admirable qu'aucune d'elles ne gêne les autres, t que toutes, dans un parfait ensemble, conspirent au but uquel tend l'univers.

Il est donc nécessaire qu'il y ait entre les deux puissances n système de rapports bien ordonné, non sans analogie avec elui qui, dans l'homme, constitue l'union de l'âme et du orps. On ne peut se faire une juste idée de la nature et de a force de ces rapports qu'en considérant, comme nous 'avons dit, la nature de chacune des deux puissances, et en enant compte de l'excellence et de la noblesse de leurs buts, uisque l'une a pour fin prochaine et spéciale de s'occuper les intérêts terrestres, et l'autre de procurer les biens célestes t éternels. Ainsi, tout ce qui, dans les choses humaines, est acré à un titre quelconque, tout ce qui touche au salut des mes et au culte de Dieu, soit par sa nature, soit par rap- ort à son but, tout cela est du ressort de l'autorité de 'Église. Quant aux autres choses qu'embrasse l'ordre civil t politique, il est juste qu'elles soient soumises à l'autorité ivile, puisque Jésus-Christ a commandé de rendre à César e qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu [16].

J'ai déjà fait ressortir ailleurs ce que cet enseignement pporte de neuf à l'exposé médiéval de la doctrine tradi- ionnelle [17]. Léon XIII l'a enrichi, en effet, sur deux oints précis.

16. *Ibid.*, pp. 152-153.
17. *Theological Studies*, X (1949), pp. 220 et suivantes.

Il a, d'abord, mis l'accent sur la dualité non seulement des pouvoirs, mais aussi des sociétés : le Moyen-Age, lui, croyait à l'existence d'un pouvoir double, mais dans le cadre d'une société unique : celle de l'Europe chrétienne. Cette conception médiévale, bientôt tronquée de sa base même, car elle ne tarda pas à perdre son caractère d'universalité, devait ainsi, sans assises profondes, se maintenir pendant toute la période de l'absolutisme royal et confessionnel, pendant toute la période des Églises d'État nationales, qui représentaient en quelque sorte une réaction de principe contre l'époque des Églises fédérales, des *Eigenkirchen* d'avant Hildebrand. L'exposé doctrinal de Léon XIII mettait donc fin à la menace qu'avait fait peser sur la liberté la transcendance et l'universalité de l'Église, la confusion des notions essentielles à leur sauvegarde : confusion de la société ecclésiastique avec la société civile, confusion de l'appartenance à l'Église avec l'appartenance à l'État, confusion de la foi avec la nationalité, de la religion avec la politique, en un mot, confusion du spirituel et du temporel. Cette confusion qui avait ruiné l'organisation médiévale et mis son immaturité en pleine lumière avait trouvé sa plus forte expression dans l'Europe des États-nations.

De plus, cette distinction de deux sociétés mettait fin en principe à la notion médiévale du « bras séculier », qui du pouvoir politique faisait l'instrument du programme spirituel de la société surnaturelle. Désormais le pouvoir politique se cantonne dans la poursuite des fins de la communauté politique comme telle. Comme le dit Léon XIII, le gouvernement séculier n'est pas un « guide vers les choses célestes ». En vertu du caractère distinct — et, partant, autonome — de l'État considéré comme société, le problème politique est confié à la conscience civique, ou, dans un État politiquement mûr, au peuple lui-même, et non pas au pouvoir ecclésiastique. Par le problème politique, j'entends celui, primordial, de la constitution, loi fondamentale qui définit le champ de

obligations politiques, qui assure la garantie des droits naturels et civiques du citoyen (et ceci indépendamment de sa position à l'égard de la religion) et fixe ses limites au pouvoir gouvernemental. La distinction faite par Léon XIII entre les deux sociétés constitue la base de ce sur quoi il insiste : la transcendance de l'Église par rapport au pouvoir politique.

La deuxième nouveauté qu'apporte Léon XIII à la thèse gélasienne c'est que, du fait que « tout homme est à la fois citoyen et chrétien », découle la nécessité de relations ordonnées » entre les deux pouvoirs. D'après la conception médiévale, ces relations s'établissaient sur le fait qu'il n'y avait qu'une seule et unique société, à la fois Église et État. Certes, la pensée de Léon XIII se développe dans le même sens : mais c'est un développement original, riche en conséquences nouvelles : Pie XII en a tiré quelques-unes. Mais ceci devra faire l'objet d'une autre étude.

Je n'avais d'autre propos, en écrivant cet article, que d'apporter la preuve que la doctrine de Léon XIII insistait surtout sur ce que j'ai appelé — pour des raisons de commodité, et aussi pour souligner son caractère de vénérable antiquité — la thèse gélasienne[18]. La nature même de l'ennemi : le monisme totalitaire de l'État, exigeait cette mise en lumière; mais celle-ci ne répond pas seulement aux nécessités de la polémique : elle constitue aussi un apport doctrinal. En veut-on la preuve? Deux propositions sont centrales, pour Léon XIII, dans son exposé de la thèse : la société humaine et l'autorité qui la gouverne viennent de Dieu, par l'entremise de la nature; l'Église et son autorité spirituelle viennent de

18. Il existe sept documents dans lesquels Léon XIII énonce des passages importants de la doctrine gélasienne : *Arcanum* (1880), *Nobilissima Gallorum Gens* (1884), *Immortale Dei* (1885), *Officio sanctissimo* (1887), *Sapientiae Christianae* (1890), *Praeclara Gratulationis* (1894), *Pervenuti* (1902). On trouve en outre dans son œuvre de nombreuses citations plus brèves.

Dieu, par l'intermédiaire du Christ. De ces deux propositions, Léon XIII tire les trois principes suprêmes qui règlent les relations de l'Église et de l'État : la distinction entre deux sociétés, ayant chacune son pouvoir et sa loi, la primauté de la spirituelle, et la nécessité d'une certaine harmonie entre les deux. Nous avons là une véritable doctrine, permanente et absolue. Cependant cette doctrine a été lancée dans l'Histoire, en même temps que l'Église elle-même : avec cette conséquence que nous avons maintenant des traités de droit public. Dès lors, reste à savoir ce qui, dans ces traités, est de l'histoire, et ce qui reste encore doctrinalement valable. Mais avant d'envisager cette question délicate, il convient de mettre en relief la doctrine indiscutable.

On trouve, dans *Immortale Dei*, deux autres thèmes importants. Celui de la liberté, et celui de la « religion publique », c'est-à-dire, à mon sens, la place de la religion dans la vie publique et son action sur la société. L'encyclique envisage ce second thème sous deux chefs : celui du culte public et celui de la préoccupation religieuse officielle, laquelle a elle-même deux aspects, l'un direct, l'autre indirect. Je laisserai de côté, ici, le thème de la préoccupation religieuse, qui ne saurait être traité qu'à la lumière de l'ensemble de l'œuvre de Léon XIII. Je me bornerai donc à quelques commentaires sur le thème de la liberté, qui convient mieux à notre sujet.

Il est évident que Léon XIII ne condamnait pas « le nouvel ordre politique et social » pour autant que s'y incarnent un principe et une méthode de la liberté politique parfaitement acceptables dans la mesure où ils ne représentent que l'extension de la doctrine chrétienne du consentement général et de la participation populaire. Au contraire, le pape réaffirme ces anciennes doctrines politiques de la chrétienté — rapidement, sans doute, car ce n'était pas là le but de son encyclique, mais avec une netteté vigoureuse. S'il condamnait le nouveau type de politique, c'était parce qu'il incarnait le principe du tout

itarisme, l'unité absolue de la société et du pouvoir, et a primauté du politique sur le spirituel. Cet article avait pour propos de bien préciser ce fait, car les interprètes l'*Immortale Dei*, même catholiques, ont une tendance difficilement excusable à le passer sous silence.

Aussi bien, l'encyclique s'attaque à une conception rationaliste de la liberté, qui la fait reposer sur l'autonomie absolue de la raison humaine, et sur son corollaire, l'égalité absolue de tous les hommes. Cette conception n'est que l'un des aspects caractéristiques du monisme social, ennemi numéro un de l'Église. Le rationalisme prétendait que le seul et unique principe de toute organisation sociale, devait être la « liberté ». Il niait une dualité chrétienne qui affirme comme pôles de l'ordre social la liberté et l'autorité. Selon Léon XIII, la théorie moniste ne peut mener qu'à « l'anarchie ou à l'esclavage[19] » : les événements ont prouvé qu'il était dans le vrai. Nous savons maintenant que la liberté seule ne peut donner naissance à aucune organisation sociale digne de ce nom. Elle doit être soumise à l'autorité, qui, par la loi, agira pour le mieux de ses intérêts.

La théorie moniste de la liberté et de l'ordre découlait d'un autre monisme, la conception selon laquelle la société trouve son origine dans la seule volonté de l'homme — dans une convention, le fameux « contrat social » — et nullement dans la nature. A cela, Léon XIII oppose la théorie chrétienne, où l'on retrouve encore la même dualité fondamentale : la société trouve son origine à la fois dans la nature et dans la volonté de l'homme. Par nature, l'homme est un être libre, par nature également, il se trouve soumis à l'autorité de la société. Le principe de cette autorité, comme celui de la liberté, vient de la nature. En d'autres termes, le droit chez le dirigeant à commander, la liberté d'obéir raisonnablement, chez le sujet, dérivent tous deux de la loi

19. *Leonis Papae XIII*, etc., II, 163.

naturelle. D'autre part, la réalisation concrète de ces engagements politiques sous forme d'institutions, dépend du libre choix du peuple. La loi naturelle ne décide pas dans l'abstrait de la constitution politique de l'État. C'est aux hommes qu'il appartient de choisir le genre de gouvernement qui, selon eux, permettra le mieux, soit à l'autorité de s'exercer, soit à la liberté individuelle de s'exprimer.

Léon XIII se préoccupe particulièrement de ces principes fondamentaux. Il est donc tout naturellement amené à traiter d'une question qui, semble-t-il, relève surtout du domaine des institutions politiques, celle des « libertés modernes » : liberté de parole, de presse, d'association et de religion. Il les condamne catégoriquement. En fait, il les juge d'après un contexte historique assez particulier, dans le cadre de ce nouveau type de politique, issu de la Révolution. Il les condamne parce que la doctrine qui dans l'État moniste les soutient est fausse, parce qu'elles sont orientées vers la destruction, parce que leurs conséquences concrètes sont mauvaises :

> Il faut prendre garde de se laisser tromper par la spécieuse honnêteté de ces libertés, et se rappeler de quelles sources elles émanent et par quel esprit elles se propagent et se soutiennent. L'expérience a déjà fait suffisamment connaître les résultats qu'elles ont eus pour la société, et combien les fruits qu'elles ont portés inspirent à bon droit de regrets aux hommes honnêtes et sages [20].

Du point de vue doctrinal, les « libertés modernes » telles qu'on les trouve, institutions du système politique que vise plus particulièrement le pape, sont contaminées par le vice de leur origine. Car elles sont issues de la conception rationaliste de l'autonomie individuelle — conception éminemment fausse, qui ne peut conduire qu'à « l'anarchie ou à l'esclavage » : l'anarchie intellec

20. *Ibid.*, p. 164.

uelle due à la dissolution du patrimoine commun que eprésentait la pensée chrétienne (Léon XIII met, ailleurs, l'accent sur ce point); et l'esclavage spirituel dû la disparition de la notion même de vérité, dans le lésordre des opinions. De plus, en ce qui concerne « la iberté de religion » et l'idée de « séparation de l'Église t de l'État », Léon XIII ne pouvait pas ne pas penser onstamment que ces deux institutions représentaient, ion pas l'expression du principe et des méthodes de la iberté, mais des armes contre l'Église catholique. Elles onstituaient un élément concret du dynamisme jacobin. En tant que telles, elles étaient donc des institutions de « ennemi », et comme lui condamnables.

Il n'entrait pas dans le plan d'*Immortale Dei* d'envisager pour ces libertés, y compris la liberté de religion, a possibilité d'une existence fondée sur d'autres bases que celles du rationalisme jacobin, à des fins autres que es fins proprement jacobines. De même, l'encyclique aisse de côté le fait qu'un gouvernement par le peuple nraciné dans la tradition démocratique chrétienne, et, à e titre, profondément différent de la « souveraineté du peuple » des Jacobins, exigerait d'une façon ou d'une autre la garantie de ce que nous appelons aujourd'hui des « institutions libres ». Léon XIII n'avait pas, dans ce contexte, à traiter une question délicate : comment peut ouer la dualité de la liberté et de l'autorité (les deux éléments nécessaires à tout ordre social) dans le contrôle, par le gouvernement, de ces institutions mêmes dont il est, constitutionnellement, appelé à protéger la liberté.

Au fond, Léon XIII s'est surtout attaché à établir le principe que la liberté, lorsqu'on la considère comme l'opposé, et non pas comme le complément, de l'autorité, ne peut conduire qu'à l'anarchie ou à l'esclavage — ou plutôt, qu'elle ne peut conduire qu'à l'esclavage, l'anarchie n'étant pas une condition de vie supportable pour l'homme. Pour le reste, Léon XIII se contente de dire que « la liberté incontrôlée de la diffusion des idées ne

fait pas partie des droits du citoyen, puisqu'elle ne fait même pas partie des droits de l'homme ». Cette espèce de « liberté » anarchique ne mérite « ni faveur ni protection »[21], non pas en sa qualité de liberté, mais parce qu'elle est anarchie.

Tout ceci, naturellement, est fort bien vu. Léon XIII n'est pas allé plus avant. On peut difficilement dire qu'il ait résolu tout le problème : bien des aspects en sont restés dans l'ombre, que Pie XII a repris pour les exposer dans son Allocution de Noël, en 1944. Approuver que le peuple — pris au sens vraiment démocratique du terme, et non plus dans son acception jacobine — se gouverne lui-même et prenne une part active à la vie civique, c'est approuver qu'existent ces libres institutions, qui permettent au peuple de donner son opinion sur la direction des affaires politiques, et de diriger et corriger l'action gouvernementale.

JOHN COURTNAY MURRAY, S. J.

(Extrait de *Theological Studies*,
décembre 1952, avec l'aimable autorisation de l'auteur.)

21. *Ibid.*, p. 161.

FRUITS DÉGUISÉS

En souvenir de Monsieur Barenton, illustre confiseur.

Les fruits n'ont point mûri à Versailles dans le verger du Roi.
Ce sont des fruits sauvages, cueillis sur les broussailles.
Peut-être quelques-uns sont-ils vénéneux.
Peu de sucre les déguise.

Autres titres, faisant plus sérieux : Prolégomènes à toute économie chrétienne.
Ou bien : Tractatus theologico-œconomico-politicus.

Mon ami Georges Desfaudes est un docteur grave : il écrit dans *La Vie Intellectuelle*. Il a ainsi rendu probable, donc sûre en conscience, l'opinion selon laquelle il n'y aurait pas une manière chrétienne, ni d'ailleurs une manière antichrétienne, de conduire une locomotive.

Peut-être y a-t-il une manière mahométane et fataliste d'aborder une section de voie en mauvais état; une manière bouddhique et contemplative de s'arrêter devant un signal... il faudrait voir cela avec les théologiens de ces religions.

Certains de mes amis pensent qu'il existe un corps de doctrine qui s'appelle l'économie chrétienne, et qui, partant des principes de l'Évangile, prenant en charge

au passage quelques faits d'expérience (tenus pour aussi nécessaires que les conjonctions des astres) dit le droit : voici ce qu'il faudrait faire...

Je ne tiens nullement ces amis pour hérétiques; mais je ne voudrais pas qu'ils désespérassent de mon salut éternel si je leur dis que je ne suis pas d'accord avec eux.

— Et pourtant, dira-t-on, elle se meut... tel cours de la Semaine sociale de Dijon pouvait-il être écrit par un autre qu'un chrétien, ou à la rigueur par un homme dont les ancêtres ont absorbé le christianisme par tous leurs pores ?

— Dans une religion du Livre, *tout* est nécessairement dans le Livre; mais beaucoup de choses n'y peuvent être que d'une manière furieusement implicite...

Mgr Jacques-Bénigne Bossuet avait sans doute oublié ce dernier point lorsqu'il écrivait une *Politique tirée des propres paroles de l'Écriture Sainte.*

— Économie tirée des propres paroles... Jusqu'où cela peut aller : j'ai vu utiliser, pour le but que l'on devine, la parole : Vous aurez toujours des pauvres parmi vous... On peut rêver là-dessus, et, en joignant à cela la parabole du chameau et du trou d'aiguille, écrire un traité « De la paupérisation des masses considérée comme la seule occasion d'ascèse des riches; chapitre XXXIV du *Plan de Dieu sur le monde* ». On peut aussi tirer l'échelle, avant.

— Économie tirée des propres paroles... Relire l'épître catholique, et voir ce que serait une économie selon saint Jacques. Pas tout à fait semblable à la précédente, sans doute.

— Hypothèse : le chrétien reçoit assurément des

râces, mais pas celle de juger infailliblement de tout, ar référence à quelques textes simples et directs.

▪ Un chrétien ne se définirait-il pas plutôt par un type de réactions » ? Ce qui conduirait à penser que s'il a une économie chrétienne, c'est un peu comme il y a ne peinture française : Fouquet, Chardin, et aussi Braque.

Que ces réactions soient les meilleures réactions umaines possibles, nous n'en doutons pas; encore moins ue les Français de l'excellence de leur peinture, puisque ous sommes chrétiens par choix.

— Ouvrage à ne pas écrire : Des principes de l'éco- omie chrétienne.

Erreur à ne pas commettre : Un chrétien est un homme bsolument comme tout le monde.

▪ Autocritique et *mea culpa*. J'ai pensé jadis qu'on ouvait élaborer une économie neutre en elle-même, dont ertaines « conditions aux limites » seraient posées par ne morale. C'est une incompréhension complète de la norale, qui apparaît ici comme un ensemble d'*interdic- ons* tombées du ciel, et de l'économie, qui apparaît omme une science *naturelle* indépendante de toute socio- gie, c'est-à-dire en fait de tout choix humain. Alors ue la vraie morale est *intérieure* à la fois à la morale ratique, et à la sociologie, et à l'économie.

Autant dire que ma position était absurde, et anti- hrétienne. Je plaide une circonstance atténuante : je suis é au XIX^e^ siècle.

— Il est tout à fait clair qu'un échange entre deux ndividus doit, pour être le meilleur possible, donner aux eux échangistes le plus de satisfaction possible.

Clair aussi que si l'on peut produire autant en dépen- ant moins, cela est excellent.

Clair enfin que chaque consommateur est le meilleur juge de sa propre satisfaction, et chaque artisan de la mise en œuvre de son travail.

Comment peut-on ne pas être marginaliste, et libéral?

Mais il n'est pas moins certain qu'un comportement absolument libéral (qu'il soit archéo ou néo) conduit à d'étranges désordres... que l'on fasse, si besoin est, un tour en banlieue pour en juger : voir les maisons, regarder vivre les hommes.

Faut-il dire que le libéralisme est bon pour chacun, et mauvais pour tous? Il le semble bien...

On a beaucoup dit que l'économie libérale instituait le règne du consommateur, et que tout était bien ainsi.

Admettons-le — à ceci près que les « effets de domination » introduisent, à côté de S. M. le client, quelques principicules assez honnêtement apanagés.

Mais le consommateur est producteur. Sera-t-il donc son propre esclave? Étrange situation... On ne lui laisse guère comme alternative que de s'instituer « consommateur de loisir », *id est* de mourir de faim...

Et s'il préfère sacrifier une partie de son pouvoir de consommation pour travailler non pas moins, mais d'une autre façon? dans une autre atmosphère? Cela n'est pas prévu...

Règne du consommateur (1748 après J.-C.) :

« Le sucre serait trop cher, si l'on ne faisait travailler la plante qui le produit par des esclaves » (*Esprit des lois*, XV, 5).

On a même dit de l'économie libérale, qui instaure le règne du consommateur, qu'elle était en cela chrétienne. Faut-il penser que le chrétien consomme, mais ne travaille point?

Une économie instaurant le règne du producteur serait tout aussi insuffisante : à quoi rime de travailler pour produire ce que l'on ne consomme point ?

Cette éventualité n'est pas aussi chimérique que l'on peut croire; on conçoit très bien une civilisation d'ingénieurs qui cherchent à battre des records statistiques. L'investissement est chose admirable : bâtir quelque ouvrage très grand, qui servira peut-être (à quoi ?) dans un avenir lointain, et qui, en tout cas, est aujourd'hui un but en soi. Ce but peut très bien devenir sacré; je ne dis pas que la pyramide de Chéops ait été bâtie pour le plaisir de battre un record, et que le pharaon ait inventé après le s'y faire enterrer... mais ce processus est aujourd'hui fort imaginable.

On me dira que la consommation finit toujours par se créer à long terme : la Tour Eiffel a aujourd'hui mille usages, sans compter celui de la regarder...

Mais cette dernière suggestion nous entraînerait sur le terrain de l'esthétique, où je ne veux point aller; car je crains qu'on y puisse démontrer tout, et également le contraire de tout.

Protagonistes d'une semblable civilisation : l'homme d'affaires qui entasse Pélion sur Ossa et holding sur société; l'ingénieur qui rêve de battre un record technique; le planificateur qui aime aligner de belles statistiques; le ministre qui aime couper des rubans tricolores; et aussi bien l'équipe de choc du barrage de Stakhanov-sur-le-Don.

A la vérité, nous ne sommes pas en France menacés aujourd'hui par les excès des bâtisseurs. Au contraire, semble-t-il.

Dire à un ingénieur qu'il ne faut pas faire la plus belle machine possible, mais celle qui tout compte fait est la plus économique, c'est le contrister beaucoup.

Et si cela les amuse, dira-t-on ?

Je crois que, là, il faut répondre qu'ils n'ont pas le

droit de s'amuser, même à ce jeu austère, tant qu'il y a des hommes qui meurent de faim et qui souffrent.

— Corriger une quantité globale sans « trop » toucher aux relations entre les quantités élémentaires qui la composent, ces dernières étant innombrables et inconnaissables. Ce problème, qui est au moins sous un certain angle celui de l'économie moderne, se présente mal. Toutefois, il ressemble à celui du forgeron : former une pièce à coups de marteau pilon, et ne pas déchirer la fine texture moléculaire. Il y a, et depuis longtemps, des gens qui forgent assez bien; c'est encourageant.

— L'économique et le social. Entendus l'un comme l'ensemble des faits précis et méprisables, l'autre comme l'ensemble des faits très dignes et très vagues; pour ne rien dire de l'humain, qui désigne généralement la catégorie de la sensiblerie. Et on fait des dosages : je donne beaucoup à l'humain, tant pis pour l'économique...

Tout cela n'a absolument aucun sens, et le cœur n'est pas moins humain, ni moins noble depuis qu'on compte ses battements.

Il reste, au fond, qu'il est désagréable, parce que difficile, de comparer une chose mesurable à une autre qui ne l'est pas. Mais tant qu'on ne mesurera pas tout, qu'on n'aura pas créé les unités d'amour, de charité et de souffrance, reliées au système M.K.S., avec étalons déposés au Bureau international des Poids et Mesures, il faudra bien se résigner à de tels arbitrages; la vie en est tissue.

En fait, la souffrance humaine, la joie humaine, les fins les plus nobles sont constamment arbitrées contre de l'argent. Noter en passant que ce vil métal (qui est d'ailleurs du papier) représente du travail, c'est-à-dire la peine d'autres hommes.

— Écrire un traité : de la prostitution et de la simo

ie considérées comme les branches maîtresses de l'éco-omie politique.

Si cela te scandalise, lecteur indigné, ô mon frère, exa-nine sous cet angle toutes les décisions politiques, et nême tes actes les plus ordinaires, de la dernière quin-aine.

Ni cet excès d'honneur, ni cette indignité.

L'économie classique, même sous sa forme « néo », ne ésout pas tous les problèmes — et ne se montre nulle-ient apte à donner, comme le croient quelques-uns de es tenants, une réponse à toutes les questions que pose u peut poser l'organisation de la planète. Ce n'est pas ne raison pour la déclarer vide de sens et pour enfouir u plus profond des bibliothèques tout ce qui a été écrit epuis Adam Smith.

C'est aux théologiens embarrassés que l'on attri-ue l'habitude de tenir fermement les deux bouts d'une haîne, sans avoir une vue bien précise de l'état des mail-ons intermédiaires.

Il semble que l'on pourrait leur adjoindre les écono-istes embarrassés — c'est-à-dire ceux qui ne se débar-assent pas des difficultés par d'outrageuses simplifica-ions.

Car il y a l'économiste débarrassé; celui qui s'est oupé une main. N'importe laquelle.

Pourquoi exige-t-on de l'économie, qui met en jeu es mille préférences de millions d'hommes, qu'elle soit imple et accessible à tout un chacun? Personne ne eproche à la mécanique céleste (qui ne sait pas encore raiter entièrement le problème des trois corps) d'utiliser es tables de logarithmes à quinze décimales.

On n'a peut-être pas accordé assez d'attention au etit livre où M. Kenneth Arzow démontre — en em-

ployant la logique de la théorie des ensembles — qu'il n'est pas en général possible, en partant des préférences d'un certain nombre d'individus, de bâtir une liste de préférence « sociale » représentant, sous des conditions de cohérence qui apparaissent vraiment comme minima, quelque chose qui puisse ressembler à une espèce de « volonté générale ». La règle de la majorité n'y suffit pas, on le sait de reste dans les pays parlementaires; la règle du marché non plus, on commence à le savoir dans les pays libéraux. Il serait très intéressant de pousser plus loin cette étude et de voir quel est le minimum de cohérence entre les volontés individuelles qui rend possible par un processus non dictatorial l'élaboration d'une « volonté générale ». On pourrait alors écrire : ici est la frontière de la Liberté; étant entendu qu'en deçà règne l'incohérence.

Je suis fort agacé par les gens qui affirment détenir le plan de Dieu sur le monde. Avec les croquis de détail et les cotes, sans doute.

Moïse a été en somme bien peu favorisé : un décalogue seulement.

On vous dit couramment que l'homme qui travaille complète la Création, et continue ainsi l'œuvre du Créateur. Sans doute. Encore faut-il voir comment. Il n'est pas évident que l'élevage de vipères, la multiplication et la diffusion du bacille du choléra, ou la construction de chambres à gaz perfectionnées, fassent partie de l'*opus Dei*. Avec les sept œuvres de la miséricorde, on est semble-t-il, plus sûr.

Je ne connais pas la Chine, mais la France est à coup sûr un pays charmant. Il y règne un admirable goût de l'égalité, qui ne le cède qu'à la passion pour la faveur.

Ce pays est si délicieusement conservateur que le

évolutionnaires n'y ont qu'un mot à la bouche : maintien es avantages acquis... (pour leurs amis bien sûr!).

~ Vous y pouvez créer la Fédération nationale des orteurs de chaussettes. Soyez président, ayez un vice-résident, un secrétaire (de préférence général), et du apier à lettres. Cela suffit. Vous susciterez la crainte, ière de la subvention, chez les trusts du textile; et vous erez reçu avec déférence par les ministres.

Vous pourrez donner en passant votre avis sur la uerre d'Indochine, et, avec un peu de chance, vous erez un jour « pressenti ».

~ Dans cet heureux pays, la prétention la plus ab-urde, dès qu'elle est écartée, ouvre le droit à compen-ation.

~ Grandeur et servitude du service public :

Les choses ne sont que par l'idée qu'on s'en fait. Un harcutier a-t-il une Cadillac, c'est un grand commer-ant; un fonctionnaire, c'est un prévaricateur. Et pour-ant, les contribuables français mangent du jambon, et s se disent cartésiens.

~ Sens anglais et sens français.

Quand le chef perd le contrôle de son affaire, on ins-tue des contrôles. Ceci ne remplace pas cela.

La multiplication des contrôles à tous les échelons est aveu de l'incapacité de juger les résultats, et de l'inca-acité de choisir des chefs.

Ces temps-ci, l'État avoue beaucoup.

PIERRE QUEVREMONT.

LES TROIS RELANCES

1° *L'année 1952.*

La caractéristique majeure de l'année 1952 a été le maintien du niveau des prix. L'indice des 213 articles qui, en raison de ses prérogatives légales, fait figure de porte-drapeau parmi toutes les statistiques, est resté à peu près constant pendant toute l'année et jusqu'à aujourd'hui : 146,0 en février 1953[1] contre 148,5 en février 1952. S'il cotait 149,1 le minimum vital interprofessionnel garanti devrait être augmenté de 5 % au moins. Il a donc joué le rôle de gendarme durant toute l'année.

En réalité, quelques mouvements légers se dessinent au sein de cet indice. Les produits industriels ont baissé régulièrement et lentement depuis un an pour se retrouver maintenant à 6 % au-dessous du niveau de l'année dernière. Les prix des produits agricoles, par contre, ont été plus irréguliers : celui de la viande s'étant élevé pendant l'été, en raison des maigres ressources fourragères et de la fièvre aphteuse et étant resté pratiquement à ce niveau sur l'étal des bouchers quand le bétail baissait dans les campagnes. Les services enfin furent en légère hausse.

Il est assez curieux de constater que cette stabilité s'est accompagnée d'un déficit budgétaire nettement plus élevé que celui des années précédentes. Si l'on compte non seulement le budget proprement dit, mais les

1. Il sera aux environs de 145,0 à 145,2 fin mars, ce qui représente une baisse réelle à l'époque classique de la soudure de la viande.

échéances du Trésor, le déficit compris dans son sens le plus large a été de l'ordre de 800 milliards de francs en 1952, alors que dans les trois années précédentes, il n'était que de 400 milliards environ.

Comme les conditions de notre commerce extérieur ne se sont pas très sensiblement modifiées, il faut bien admettre que si l'État a demandé 400 milliards en plus au Crédit, les entrepreneurs en ont demandé 400 milliards en moins et, probablement, leur discrétion est-elle encore plus grande. En d'autres termes, industriels et commerçants ont réduit leurs investissements et, surtout, ont liquidé leurs stocks au lieu d'en constituer. Cet arrêt brutal de la demande de biens d'équipement a été la conséquence du retournement psychologique intervenu pendant l'année.

Vers la fin de l'année, il est apparu toutefois que, même en tenant compte de l'État, les acheteurs étaient moins nombreux : les carnets de commandes diminuaient et certains signes de ralentissement de l'activité apparaissaient dès octobre. Mais la légère reprise de l'industrie textile compensait à l'automne les difficultés de l'industrie mécanique, si bien qu'au total l'allure de l'économie prise dans son ensemble ne s'était pas sensiblement modifiée.

2° *Le mauvais début de 1953.*

Au commencement de l'année 1953, les influences saisonnières ajoutèrent leurs effets à l'évolution normale de cette récession. La production industrielle était restée l'année précédente légèrement supérieure à celle de 1951; mais, avec un indice de 143, les résultats de janvier 1953 apparurent à 5 % au-dessous de janvier 1952. Incontestablement donc, l'activité était en baisse : un tel résultat étant trop net pour être mis en doute. Dans ce total, d'ailleurs, deux postes sont seulement à incriminer : les industries chimiques, dont le chômage d'hiver économi-

sant le courant électrique (elles en sont grosses dépensières) n'est pas inquiétant en soi, et la fabrication des matériaux de construction, dont l'activité a diminué de près du tiers depuis l'année dernière.

On ne connaît pas encore les résultats de février et de mars. Les indices rapides, notamment la consommation d'électricité, laissent prévoir une baisse moins forte qu'en janvier, mais néanmoins effective. Dans son ensemble, le premier trimestre de l'année aura une production industrielle de 3 à 5 % environ inférieure à celle de l'année dernière.

La situation du marché du travail traduit cette situation. Le chiffre des chômeurs inscrits était de 75.215 au 1er mars, ce qui représente un nombre réel de chômeurs voisin de 350.000. Certes, le maximum saisonnier se situe en mars et il faut attendre le printemps pour savoir comment la situation évoluera. Par ailleurs, la moyenne des heures de travail hebdomadaires, qui avait avoisiné 45 heures dans toute l'industrie et le commerce en 1952, s'établissait en janvier à 44,5 heures, soit 1 % au-dessous du niveau de l'année dernière. L'emploi de la main-d'œuvre pendant l'hiver 1953 apparaît donc au total de 3 % inférieure à celle de 1952.

3° *Le commerce extérieur.*

Cependant, le commerce extérieur se maintient toujours aussi péniblement. La tendance serait plutôt, à la fin de l'année, une amélioration légère qui se maintient jusqu'à présent. Si l'on considère l'ensemble des exportations et des importations, on constate même un léger excédent les cinq derniers mois; mais ce sont les territoires d'outre-mer qui en sont bénéficiaires et nos besoins de devises continuent à n'être pas satisfaits. Les difficultés de trouver des clients sur le marché français sont néanmoins une des causes de la légère reprise des exportations, ainsi que les mesures de remboursement des

charges fiscales et sociales. Cependant, tant que le niveau des prix français restera ainsi élevé, il semble impossible de rétablir une situation d'équilibre : et encore, cette dernière condition n'est-elle pas suffisante puisque l'Angleterre et les États-Unis opposent des restrictions à l'entrée de nos produits.

4° *Les deux diagnostics.*

Devant cet état de chose, deux écoles de thérapeutes nous proposent des diagnostics. D'après la première, le niveau du chômage n'atteint pas encore un degré suffisant pour constituer un commencement de crise. Un chômage minimum est selon eux nécessaire dans une économie en plein emploi, pour permettre à la main-d'œuvre de passer d'une profession ou d'une entreprise à une autre; certains économistes anglo-saxons ayant évalué à 3 % ce minimum de main-d'œuvre mobile, le nombre de personnes cherchant du travail actuellement en France atteint seulement ce chiffre fatidique. Il n'y a aucune raison pour qu'un chiffre correspondant à des structures étrangères soit valable pour notre pays et il n'est pas sûr que, dans une nation qui manque chroniquement de bras, 350.000 chômeurs soient une nécessité.

Par contre, il faut reconnaître que la température internationale n'est pas à la crise. Les divers indices retraçant l'économie des États-Unis confirment une expansion. Il en est de même des divers pays européens qui nous entourent; contrairement aux pronostics pessimistes de l'été, l'économie anglaise marque une légère reprise. La production italienne est remontée de 3 % par rapport à 1951. Le chômage a diminué en Allemagne au mois de janvier, cependant que l'industrie sidérurgique outre-Rhin atteignait une production record.

Le deuxième diagnostic est celui d'une insuffisance des acheteurs. On a vu qu'en 1952 les entrepreneurs avaient reconstitué leur trésorerie, de même que certains consom-

mateurs; l'effet de leur abstention aurait été plus fort que les 400 milliards supplémentaires dépensés par l'État. Au total, une diminution de la production avait répondu naturellement à une diminution de la demande.

Les plus pessimistes voient alors commencer une spirale infernale comme au commencement des années 1930. Puisque la production diminue, des revenus amoindris se porteront sur le marché et la production de la période suivante diminuera encore devant ces acheteurs moins nombreux. De période en période, la production industrielle et même la production agricole finiront par être touchées. Aussi, ceux qui craignent une crise réclament-ils d'urgence que l'on apporte une relance dans l'économie, c'est-à-dire que l'on réintroduise dans le circuit des francs supplémentaires.

5° *Les trois relances possibles.*

Pour ces injections d'argent frais, il y a trois méthodes possibles : le crédit, les salaires et les finances publiques.

Le crédit est l'objet des demandes de la plupart des entrepreneurs, pour lesquels il représente une aide immédiate. Pour faire aboutir leurs revendications, ils assurent que le crédit ne cache aucun danger d'inflation. En réalité, quelle que soit la manière par laquelle la masse monétaire s'augmente, le résultat est bien le même. Mais les autorités monétaires de tous les pays, et les françaises en particulier, n'aiment pas un développement trop grand du crédit. En outre, il est difficile de le développer suffisamment pour être efficace.

Cependant, une bonne relance ne peut se faire sans le maniement des leviers du crédit, car ceux-ci ont l'avantage sur les autres méthodes de pouvoir être manipulés avec un relatif doigté. On peut, en effet, limiter au secteur en crise l'aide nécessaire; il est vrai que ces secteurs eux-mêmes, distribuant de l'argent supplémentaire à leurs salariés et à leurs fournisseurs, répercuteront sur

l'autres formes de l'activité le pouvoir d'achat qui leur est distribué, mais, dans l'ensemble, redonner à une activité son niveau de l'année précédente ne paraît pas à déconseiller. C'est pourquoi l'exportation, le logement, les appareils ménagers, les produits nécessaires à l'agriculture peuvent être l'objet des attentions du Gouverneur de la Banque de France.

La deuxième méthode est celle de l'augmentation des salaires; elle donnerait, d'ailleurs, des résultats plus importants que la précédente : 5 % des salaires, en effet, correspond à une augmentation de revenus d'environ 20 à 25 milliards de francs par mois. Comme, par ailleurs, la récession de 3 % de l'activité diminue la masse des revenus d'environ 25 milliards par mois, on voit qu'une augmentation de 5 % des salaires suffirait largement à ranimer l'économie. En tout état de cause, elle ne saurait pas être remplacée par le développement du crédit qui ne peut, dans l'état actuel des choses, atteindre un montant aussi important.

Malheureusement, il n'est pas sûr que cette mesure n'entraîne pas une hausse des prix; bien des industries n'ont pas de marges de bénéfices leur permettant d'absorber la hausse des salaires : les entreprises nationalisées seraient les premières forcées d'augmenter leurs prix. Or, la première condition pour que des revenus plus importants raniment l'activité est qu'il ne fassent pas monter les prix. C'est déjà difficile d'obtenir un tel résultat, quelle que soit la cause de ces revenus; cela semble impossible si elle a pour origine une hausse généralisée des salaires.

L'expérience que nous avons des années 1930 nous a même montré qu'une hausse des prix et des salaires était la meilleure méthode pour pouvoir se maintenir en état de stagnation, malgré un déficit budgétaire. Le franc avait trouvé alors une allure « de croisière » pour sa dégradation. Les revenus, plus importants en valeur nominale, ne correspondaient pas à un pouvoir d'achat

accru et notre économie se traînait lamentablement en conjuguant les inconvénients de l'inflation et ceux de la crise. C'est pourquoi une augmentation des salaires, pour si tentante qu'elle soit, ne semble pas, dans l'état actuel des choses, pouvoir être l'origine d'une reprise sérieuse. En outre, notre commerce extérieur serait définitivement compromis par la différence accrue entre les salaires français et étrangers, mesure de la parité actuelle des changes.

Le troisième procédé de relance est le déficit budgétaire. Il est très sévèrement critiqué par les financiers orthodoxes et par les autorités de la Banque de France qui doivent en faire les frais. Certes, la Dette publique n'est pas tellement importante en France et ce n'est pas son augmentation qui fait frémir d'horreur le Gouverneur de la Banque de France; c'est l'impossibilité pour l'État de consolider ses dettes, c'est-à-dire de les avoir sous forme d'emprunts à long terme. De son côté, l'économiste répudie cette forme brutale de relancer l'économie, car on ne sait pas très bien où vont les revenus supplémentaires résultant d'un déficit budgétaire.

Malgré tous ces inconvénients, le déficit budgétaire a une qualité, celle d'exister, et il ne semble pas qu'il la perde de si tôt. Depuis un an, le solde des opérations du Trésor se traduit par la mise sur le marché d'environ 50 à 60 milliards par mois d'argent liquide. C'est d'ailleurs grâce à cette relance, bien involontaire, que le gouvernement de M. Pinay a évité la crise; il a compensé ainsi l'abstention du renouvellement des stocks et de l'outillage des entrepreneurs, ainsi qu'on a dit plus haut. Mais si l'on peut repousser indéfiniment le renouvellement d'un outillage et, même, la constitution d'un stock, on ne peut pas, sans cesse, vider ses magasins; il arrive un moment où l'on est bien obligé de se réapprovisionner pour vendre; c'est pourquoi il est peu probable que l'abstention des entrepreneurs soit aussi grande dans les mois qui viennent que dans les mois précédents. A ce moment

là la relance du Trésor, pour involontaire et honteuse qu'elle soit avec ses 60 milliards mensuels, agira pleinement; on peut être sûr qu'elle se produira, à la condition que les prix n'augmentent pas.

A cet égard, d'ailleurs, la prudence avec laquelle les ministres dépensiers engagent leur budget, si elle satisfait le ministre des Finances en repoussant ses besoins de trésorerie, n'est pas sans inquiéter le ministre des Affaires économiques qui voit se retarder l'effet automatique de relance du déficit. En outre, les dépenses ainsi repoussées risqueront de s'abattre comme une masse en juin-juillet et de secouer l'équilibre précaire du niveau des prix.

C'est pourquoi il est plus opportun que jamais de surveiller le niveau des prix. La masse des disponibilités à court terme est, à cet égard, inquiétante. En effet, la confiance accordée au gouvernement Pinay n'a été qu'une demi-confiance. Devant l'évolution de la conjoncture, consommateurs et entrepreneurs ont accepté, et acceptent encore, de retarder leurs achats et d'exécuter les projets d'investissements; mais ils gardent par devers eux les sommes qu'ils ne dépensent pas, sans les immobiliser, et refusent de les investir en épargne à long terme, que ce soit dans un emprunt d'État ou dans des emprunts privés. C'est pourquoi la stabilité monétaire de l'année dernière, en raison du déficit budgétaire accru qui l'accompagne, représente, en 1953, un risque d'inflation subit et considérable dans un climat de légère dépression. Si, pour une raison quelconque, la position d'acheteur semblait préférable, ceux qui voudraient l'adopter auraient des disponibilités accrues dont l'apport cumulé sur le marché ferait rapidement sauter le niveau des prix. Il se pourrait que l'année 1953 finisse sur une tout autre note que celle qui avait donné le ton à son début.

JACQUES DUMONTIER.

LA JEUNESSE D'ALLEMAGNE ORIENTALE

Antérieur au grand exode qui a fait passer ces dernières semaines des milliers d'Allemands de tous âges de la zone orientale d'Allemagne à la zone occidentale ce reportage montre dans quelles conditions psychologiques il a eu lieu.

Les chemises bleues : enthousiasme, mais aussi doute et déception.

La jeunesse c'est l'espoir et la fierté du régime de Berlin-Est. Le gouvernement offre aux jeunes de grandes possibilités d'apprendre, d'avancer, de remplacer les anciens cadres de l'économie et de l'administration. Il leur offre aussi une idéologie donnant réponse à tout et, ce qui a toujours été important pour la jeunesse allemande, la possibilité d'appartenir à un ensemble, de se sentir les coudes. La jeunesse s'habille des chemises bleues de la F.D.J. (Jeunesses communistes), descend dans la rue lorsque le gouvernement l'appelle, acclame les chefs du régime et est prête à se battre pour les défendre. Ce schéma est entièrement valable pour la jeunesse scolaire, très nombreuse, qui touche des bourses, pour les ouvriers-étudiants internes. Mais pour la jeunesse des usines il ne l'est qu'à première vue. Le jeune ouvrier, lui aussi, est membre du groupe F.D.J., mais il vit d'un salaire souvent restreint, l'injustice et l'exploi-

ation sont encore les compagnes de l'ouvrier et son ilieu adulte est hostile au régime.

Les rassemblements de 1950 et de 1951, les rues, les laces, les cafés de Berlin fourmillant de chemises bleues 'était un spectacle saisissant. On était tenté de tirer des onclusions rapides. Mais c'est un fait qu'en 1951 plu- ieurs centaines de milliers de jeunes sur le million et emi amenés de province allèrent voir l'Ouest de Berlin, algré l'interdiction, et cette année le rassemblement a u lieu à Leipzig, loin de la tentation occidentale...

a Faculté ouvrière et paysanne.

Le local F.D.J. de l'université Rumbold à Berlin-Est 'est une petite salle de cours transformée pour les esoins de la cause. Un journal mural, des portraits, des ots d'ordre, des revues et des livres édités par le parti ccentuent seulement l'atmosphère qui règne dans les ouloirs et dans les autres salles.

Mon compagnon est un étudiant de vingt-six, vingt- ept ans, visage raviné, expressif et intelligent. Il y a uatre ans encore il était tourneur dans la ville de Bran- ebourg après avoir été un an soldat et deux ans prison- ier de guerre. En 1948 il était accepté à la Faculté uvrière et paysanne de Berlin; en 1951 il passait le bac- alauréat et, depuis, il étudie la chimie à l'université de erlin.

« J'avais juste terminé l'école primaire avant guerre. nsuite j'ai lu beaucoup; j'ai toujours voulu étudier mais ne l'ai jamais pu. A la Faculté ouvrière-paysanne tout 'allait pas à souhait lorsque je suis entré : il n'y avait ême pas de bancs. Beaucoup de professeurs étaient des ourgeois hostiles; on manquait d'autres. Je me rappelle première leçon de mathématiques, le professeur entre t, sans mot dire, commence à écrire des équations au ableau noir : « Ceux qui ne comprennent pas cela n'ont

rien à voir ici. D'ailleurs nous sommes de trop, jusqu'à la Noël beaucoup auront abandonné. » Ce n'était pas une exception, ils ne voulaient pas se mettre à la portée des jeunes ouvriers. Mais il y avait aussi d'autres professeurs dévoués qui donnaient leur temps libre pour nous aider. Tous les trois mois siégeait une commission d'épuration qui renvoyait ceux qui ne pouvait suivre le rythme. Et c'était extrêmement rapide. Si j'ai tenu, c'est par ambition, par honte de l'échec.

« On a constaté que ceux qui étaient renvoyés, c'étaient justement les jeunes ouvriers. Car, malgré tout, il y avait alors une majorité de non-ouvriers à la Faculté ouvrière-paysanne : des fils de bourgeois ou d'artisans arrivaient à s'y faufiler. Beaucoup avaient fait des classes de lycée et les taisaient : c'étaient les plus brillants. Dans ma classe nous avions commencé à quarante-cinq et nous sommes arrivés à treize au baccalauréat, au bout de trois ans. C'est la statistique officielle ceci, et en fait elle est fausse, car sur treize, seulement cinq étaient parmi ceux du début; les huit autres étaient venus entre temps d'autres universités. Le déchet est encore presque aussi grand à la branche scientifique de la Faculté ouvrière-paysanne.

« A partir de 1950 cela a beaucoup changé : l'admission a été plus rigoureuse; il y a eu effectivement une majorité d'ouvriers. Mais ce n'était pas les meilleurs. Je suis bien souvent allé dans les usines, envoyé par l'école pour recruter des jeunes ouvriers. Je me heurtais à une grande indifférence et méfiance de toutes parts. Les jeunes ne voulaient pas venir : « Mathématiques ? chimie ? physique ? allemand ? histoire ? botanique ? C'est bien trop pour moi », entendait-on. Mais sur ce terrain j'arrivais encore à les convaincre : « Les fils de bourgeois ont pu étudier et vous non ? » leur disais-je. Mais il y avait la question de l'argent. Les bourses étaient alors de cent cinquante marks et souvent ils gagnaient en usine le double : « Travailler pour la moitié, du matin au soir

: n'avoir même pas un jour de libre; non, je ne suis pas ou! » Les vieux camarades, les dirigeants du syndicat s poussaient dans ce sens. Une fois j'étais allé à un rand dépôt de chemin de fer. Le secrétaire syndical vait rassemblé les jeunes à l'avance : « Comprenez votre ıtérêt. Restez ici! Vous pourrez avancer, moi j'étais ıvrier et maintenant je suis sous-chef d'atelier. » C'était esprit traditionaliste, la prudence petite-bourgeoise, la éfiance de l'ouvrier envers l'intellectuel, l'hostilité au ourage, à l'esprit de tenter l'inconnu. Lorsque j'arrivais ans une usine je m'arrangeais pour que ce soit dans le adre d'une assemblée syndicale. On me plaçait à la fin : l'ordre du jour. C'était au bout de deux ou trois eures de discussion : « Le collègue a aussi quelque chose vous dire. » Tous étaient déjà fatigués. Et pourtant il llait recruter; j'en avais l'ambition. Au dépôt de emin de fer je n'y étais pas arrivé du tout. Je suis parti : jour-là le cœur ulcéré. Ensuite on a mis au point un ouveau système : la direction et les organisations de usine : syndicat, parti, F.D.J. devaient désigner eux-êmes les candidats. J'avais à me tenir en contact avec ux. Mais je me heurtais alors à l'égoïsme d'entreprise. es meilleurs, les plus capables, on les gardait, on les ersuadait de rester. On désignait les moyens ou ceux ont on voulait se débarrasser. C'était souvent ainsi non toujours.

« Et malgré tout il suffit de regarder en arrière pour rendre compte des progrès accomplis. On avait commencé en 1947 avec un étage d'un immeuble bombardé. aintenant tout l'immeuble est magnifiquement remis à uf. En 1948, nous étions deux cent cinquante, maintenant deux mille, et la grande majorité ouvriers. Aux ttres ils sont bien plus nombreux encore : le programme y est moins chargé et la proportion de déchets oitié moins grande. Aux lettres et sciences sociales le sage des universités a commencé à changer grâce aux udiants des Facultés ouvrières-paysannes.

« Le gouvernement dépense beaucoup pour nous. Les bourses ont été augmentées dernièrement. Dans la classe du baccalauréat nous avons fait un voyage. A Weimar nous sommes restés cinq jours : visite des musées, des théâtres. C'était très nouveau pour les jeunes ouvriers. Nous n'aurions pas pu nous permettre cela autrement. Et déjà tous mes collègues le prennent comme si c'était bien entendu.

— A votre avis que donnera cette génération de jeunes ouvriers-intellectuels lorsqu'elle aura terminé l'école? demandais-je.

— C'est là le problème essentiel, mais pourquoi serait-elle moins capable que les autres? »

Je quitte mon nouvel ami, remarquable de franchise, de simplicité, d'intelligence. Il a la manière de s'exprimer et l'allure d'un fils du peuple qui simplement s'est cultivé. Je sais, il est parmi les meilleurs de son milieu. Quel dommage qu'il soit arrivé à dire, par exemple, pendant la conversation que les théories de l'hérédité de Mendel sont nazies et que les seules valables sont évidemment celles de Nitchourine-Lyasenke.

« Le groupe F.D.J. à la Faculté ouvrière-paysanne, me dit-il en guise de conclusion, est très solide et tous ses membres sont profondément convaincus. »

Les trois étages de la vérité.

J'allais avoir bientôt un exemple de la méfiance ouvrière envers les intellectuels. Nous sommes au « Restaurant libre » *Adria*, en secteur soviétique de Berlin, local type nouveau riche où l'on peut dîner officiellement sans tickets. J'ai comme commensale une jeune ouvrière communiste de vingt-trois ans, Inge. Elle est grande, paraît vigoureuse et dans son milieu elle se meut avec l'assurance de ceux qui ont déjà beaucoup vu. Elle est du parti, des Jeunesses, et exerce une responsabilité syn

licale dans son entreprise : une petite fabrique d'appareils électriques.

Elle avait hésité à entrer à l'*Adria* : « Je suis trop mal habillée, c'est trop élégant ici. » Précédemment, devant le *Presse-Café* elle avait eu la même réaction : « Ce n'est pas pour moi, ce sont surtout les intellectuels qui y ont. — Mais il y a toujours les mêmes différences qu'avant, alors ? — Oui, malheureusement. Des camarades du parti qui sont montés seulement jusqu'à la direction de l'arrondissement vous donnent encore à peine la main. »

Inge est originaire d'une petite ville de Silésie. Son père était un mineur communiste. Lorsque les Russes sont arrivés, en 1945, il a hissé le drapeau rouge. Mais il y avait encore des S.S. dans sa rue : ils l'ont fusillé sur place, devant sa famille. Inge a été évacuée par les Polonais. Des mois et des mois elle a eu faim. En 1949-1951 elle a travaillé dans une fabrique de pain à Leipzig. Elle était à la direction du groupe F.D.J. Le mot d'ordre était de constituer des « brigades de jeunes activistes ». Avec quatre autres jeunes filles F.D.J. elle s'est engagée à servir le grand four, de nuit, comme les hommes : « Ce n'est pas un travail de femme », leur a-t-on dit. « Nous allons vous montrer que si. » Au début, raconte Inge, on tenait à peine à cause de la chaleur, ensuite nous sommes arrivées à produire plus que l'équipe normale et nous avons obtenu des primes. Les autres équipes ont augmenté aussi la production alors. Mais à ce travail le cœur a flanché. Au bout d'une année le médecin m'a dit qu'il ne répondait de rien si je continuais. J'ai dû quitter la boulangerie et prendre un travail plus facile. »

Inge a suivi un cours de six mois sur l'histoire du parti bolchevique, d'après le manuel officiel. Malgré la fatigue elle y est allée régulièrement trois soirs par semaine. Elle se le rappelle avec reconnaissance : « J'ai énormément appris. Cela m'a ouvert tout un monde :

les révolutions à partir de 1848, et puis 1905, 1917... Je n'avais aucune idée de cela. »

Il y a un curieux mélange chez mon interlocutrice. Parfois elle raisonne comme le font ses camarades dans la cellule du parti : « Je ne comprends pas nos ouvriers. En France, en Italie on doit lutter pour obtenir la moindre chose. Ici tout leur vient tout prêt : on donne des bourses aux jeunes, on construit, il y a des baisses de prix; ils prennent tout comme si cela devait être. Leur liberté non plus, ils ne l'ont pas conquise : l'U.R.S.S. la leur a donnée. » Mais peu après Inge parle comme une ouvrière pauvre qu'elle est et qui ne gagne que quarante-cinq marks par semaine, à peine de quoi vivre : « J'ai encore vingt-cinq pfennig en poche, de quoi prendre le tramway. Je n'ai mangé que du pain ces deux derniers jours pour pouvoir m'acheter une robe d'été. Je n'ai même pas pu payer la moitié encore : elle est très simple et elle coûte soixante-cinq marks! Ces chaussures m'ont coûté cinquante marks au « magasin libre » et elles sont en peau de porc et prennent l'eau. Nous touchons des bons de chaussures par l'entreprise : il y en a trois par mois pour nous et nous sommes quatre-vingt-dix. Il nous faut attendre plus de deux ans! »

Parfois Inge se laisse aller jusqu'à critiquer le régime dans son ensemble : « Je me dis souvent qu'il vaudrait mieux vivre à l'Ouest. C'est trop âpre, trop tendu, ici. » Elle écoute la radio américaine de Berlin « Nias » quoique ce soit interdit. Il y a quelques jours elle a eu en main un tract de l'Ouest. Il représentait simplement Staline en 1928 et en 1951. Sur la première photo il était tel qu'on nous le montre maintenant, sur la seconde c'était un vieillard pitoyable. » Et Inge se demande : « Pourquoi ne nous montre-t-on pas Staline tel qu'il est? » Et peu après : « Pourquoi les Polonais nous ont-ils chassés comme ils l'ont fait? » Pourtant Inge est communiste. Elle a toujours sa carte de la F.D.J. et du parti sur elle et les montre fièrement. Elle raconte avec

ie ses rencontres avec des jeunes communistes étran-ers pendant le rassemblement de la jeunesse en 1951 et le entretient depuis des correspondances. Elle se rap-elle avec émotion les séances du deuxième congrès du arti où elle a pu prendre part.

Nous avons terminé le repas. L'addition effraye ma ommensale : le plat principal servi à chacun de nous oûte près de huit heures de son travail.

Le cas de Inge — les superpositions dans sa con-cience — sont typiques : on rencontre rarement en Alle-agne orientale un militant communiste de plus de vingt ns chez qui il n'existe pas deux ou trois étages de sincé-ité : l'un pour la large réunion; l'autre pour le petit roupe de camarades du parti; enfin le troisième pour les mis intimes. Faut-il voir là un manque de vérité, consé-uence du manque de liberté? Sans doute, oui. Sur un lan plus large les « sincérités successives » de Inge 'expliquent pourtant par la fragilité de sa situation : lle est ouvrière intégrée à son milieu et elle appartient n même temps au parti communiste, c'est-à-dire liée au roupe social dirigeant, séparée des ouvriers, pensant utrement qu'eux et, dans la mesure où elle approuve a politique du parti, exposée à l'antipathie des ouvriers.

Une jeune ouvrière hostile au régime.

Gisèla travaille dans un petit atelier de couture de la anlieue berlinoise. Elle a vingt ans, une figure et des anières de gamine des faubourgs, faisant des grimaces, iant, parlant exprès de travers — de la vraie gaîté eune. Elle ne sait parler que l'argot berlinois; ce qu'elle a appris à l'école, elle l'a oublié. Mais elle connaît à mer-eille l'univers des immenses casernes ouvrières de Ber-in. C'est son monde : quelque chose de très complexe t de complet : on ne peut même pas dire que son horizon oit étroit.

« Nous sommes dix dans l'atelier, raconte-t-elle. Il n'y a que trois femmes âgées parmi nous. Je gagne un mark de l'heure. L'autre jour nous avons eu du bruit avec ce « singe » du syndicat qui est venu regarder les livres. Il en a le droit, il est de la commission de contrôle d'arrondissement. « Êtes-vous syndiquées? a-t-il demandé. — Personne! — Pourquoi? — Nous n'avons pas d'argent. » Ils vous font payer 80 pfennig par semaine et ne vous défendent même pas. « Vous êtes tous comme une famille ici entre vous? — Oui! »

« Êtes-vous aux Jeunesses communistes? demandais-je à Gisèla. — Au F.D.J.? Oui, mais je n'y vais plus. Au groupe de rue il n'y a personne qui soit bien, ils sont pour les Russes et parmi eux on recrute les policiers. — Pourquoi n'aimez-vous pas les policiers populaires? — Pourquoi? Achetez donc une livre de margarine à l'Ouest, à Berlin, où elle est moins chère, et vous verrez, s'ils vous attrapent à la frontière : ils vous la confisquent. Et que sont-ils pour faire les grands? Des paresseux! Il n'y en a pas un qui sache travailler. Ils touchent seulement de bons salaires et de bonnes cartes d'alimentation. Demain, si on le leur demande, ils nous tireront dessus. »

Gerd entre l'Est et l'Ouest.

Le cas de Gerd, jeune gars de vingt et un ans, est autre que celui de Gisèla, car, lui, il veut rentrer à une école de police maritime. Il est marinier actuellement, et son métier ne lui plaît pas. L'année précédente il est passé clandestinement en Allemagne occidentale : « Je pensais pouvoir mieux vivre là-bas », dit-il franchement. Il essaya de se faire engager dans la marine marchande : il n'y réussit pas. Il fut chômeur à Brême. Puis il revint clandestinement en Allemagne orientale. On l'arrêta pendant dix jours, puis on le relâcha. Il est revenu au

D.J., mais il est suspendu à cause de sa fugue. Il peut utefois assister aux réunions du groupe. Il y a dans la aison F.D.J. un tableau noir sur lequel sont marqués ; suspendus : « Ce sont en général, raconte naïvement erd, des camarades qui ont dit quelque chose de faux, mme du mal sur la Russie. » Gerd veut se réhabiliter. est très actif au sein du groupe F.D.J. Il s'est engagé suivre un cours politique de six mois. De sa réadmis-on aux Jeunesses dépend sa rentrée à l'école de police aritime.

n F.D.J. de seize ans.

Comme il arrive souvent dans les cas semblables, les us convaincus sont les plus jeunes. Parfois je rencontre ns le train allant vers le Nord de Berlin des groupes F.D.J. de seize à dix-huit ans. Pour aller chez eux, ns la banlieue, ils doivent traverser le secteur français la ville. Il arrive que pendant la traversée de l'Ouest public leur envoie des quolibets. Ils ne répondent pas ais chantent :

Que nous importe la haine qui nous entoure,
Nous ouvrons des voies nouvelles.

s ont la foi...

J'ai fait la connaissance de l'un de ces jeunes. Il a ize ans, ses idées sont bien arrêtées et peu nombreu-s... Pourtant il est intelligent, il pose des questions, intéresse aux grands problèmes. Lorsqu'il apprend que suis français : « Et que cherchez-vous ici à Berlin ? - Je travaille. — Vous travaillez ?... ha, parce qu'il y a aucoup de Français ici maintenant... Et quel est l'état esprit en France ? Est-on pour la paix ou pour la uerre ? — Pour la paix, bien sûr. Qui peut être pour la uerre ? — (Du ton dont on attrape quelqu'un qui ignore ne chose importante.) Sauf ceux qui y gagnent. — C'est

vrai... Et que faites-vous? Vous travaillez? — Je suis apprenti mécanicien. Je fais équipe de nuit en ce moment. — Savez-vous qu'à l'Ouest le travail de nuit des jeunes est interdit? — ...? ... Chez nous aussi, mais pour les plus jeunes... ceux de quatorze ans. — Vous lisez Johannes Becher[1], je vois; vous l'aimez? — Oui. — Vous connaissez Bert Brecht? — Oui. — Entre lui et Becher qui préférez-vous? — Becher; il montre le chemin de l'avenir, Brecht ne fait que critiquer le capitalisme. — Est-ce que vous pensez que tout est mauvais à l'Ouest? — Il y a à l'Ouest plus de marchandises que chez nous. Les Américains les amènent. Mais les Berlinois de l'Ouest doivent payer lourd. — Savez-vous qu'en France je peux lire librement tous les journaux que je veux, aussi bien ceux du S.E.D. que la *Pravda* si j'en ai envie? — ... Ça je ne le crois pas. — On peut critiquer le régime en France. Personne ne vous fait rien. — Que la population ne vous fasse rien, je le crois, mais autrement... Avez-vous été un peu dans notre république (Avec fierté et défi.) Avez-vous vu la Stalin-Allée — Oui, on construit beaucoup là-bas, mais vous pensez qu'à Berlin-Ouest on ne construit pas du tout? — Si mais quoi? Des casernes, une tête de pont américaine des immeubles pour les occupants. — Ce n'est pas si simple... Mais savez-vous que les Français peuvent voyager à l'étranger, en Italie, en Angleterre, s'ils veulent. Pourquoi la jeunesse de la République démocratique allemande ne peut-elle aller en Pologne ou en Tchécoslovaquie, par exemple? — Il y a encore des éléments fascistes chez nous. Ils pourraient aller là-bas faire du mal. »

Le groupe F.D.J. de mon jeune ami marche bien. Cet été ils organisent un camp à la mer Baltique. Y participeront également des policiers populaires. En parlant d'eux il dit « nos policiers populaires ». Et, à une pre-

1. Johannes Becher : poète officiel du parti.

naine rencontre, il est tout fier de m'annoncer qu'il y ura aussi des jeunes Français, Américains, Polonais et chèques.

Certes, les types de jeunes ouvriers sont très divers. resque tous sont membres de la F.D.J.; presque tous ont influencés par les idées officielles. Mais rarement influence est sans partage. Les contradictions du régime font des jeunes ouvriers aussi des opposants virels.

Si les groupes de rue de la F.D.J. marchent mal, si, ar exemple, là « les relations entre garçons et filles ne ont pas ce qu'elles devraient être », comme l'affirme un apport officiel, les groupes d'entreprise, par contre, sont ons. Souvent des équipes de jeunes, en usine, se tuent u travail et réussissent à faire monter le rendement énéral. Cela ne dure pas longtemps ? Certes : quelques-ns flanchent au point de vue santé; d'autres se lassent, ar la vie est dure, d'autres enfin, une minorité assez nportante pour colorer l'ensemble, avancent, se qualient, sont envoyés dans des écoles d'aides-ingénieurs, tudient. Le régime les aide et on les donne en exemple, nais les autres existent également... Tous, il est vrai, ortent dans la rue, chantent et claquent des mains levant la tribune officielle de manifestations. Si on y egarde de plus près on trouve une grande disparité armi eux : c'est celle même de la société d'Allemagne rientale. Car s'il est possible d'influencer, de « colorer » ne jeunesse, il n'est pas possible de l'arracher vraiment le son contexte social.

S'il fallait trouver un dénominateur commun pour la eunesse d'Allemagne orientale, ce serait évidemment la hemise bleue. Mais cela serait relatif, car elle habille ussi bien l'enthousiasme, la conviction, la volonté de éussir que la déception, le doute et l'esprit de débrouillage.

BRUNO STERNBERG-SAREL.

LE RÊVE DE LA CROIX

(*The Dream of the Rood*)

Les Français ignorent presque tout de la littérature re gieuse de l'Angleterre et de l'Irlande du Moyen-Age, et n'y a guère lieu de s'en étonner : les langues médiéval ne seront jamais que l'apanage de quelques initiés. Même l éditions des textes originaux que nous ont fournies — depu un demi-siècle — d'excellents philologues, ne sont pas fait pour le grand public cultivé. Mais, nous pouvons nous attri ter d'une ignorance que des traductions viendraient aiséme combler. Il en existe, certes, et de tout premier ordre, m pour un nombre d'œuvres extrêmement limité; combien d'a tres, par contre, dorment encore dans les recueils savants manuscrits encore indéchiffrés.

Les poètes de langue vulgaire — quelle que soit le patrie — ont tous puisé à la même source : Écritures et Pèr latins: aussi, les thèmes sont-ils communs à toute la ch tienté médiévale : Création, Sacrifice d'Abraham, Nativit Crucifixion. Il n'en est pas peut-être de plus beau et de pl fréquemment exploité que ce dernier : comment le poète ch tien ne serait-il pas tenté de chanter la croix, signe tangib de notre rédemption par le Christ, signe même de no Dieu ? Ce sont le *Vexilla Regis* et le *Pange Lingua*, de hymnes que la liturgie romaine a conservées, c'est aussi *Rêve de la Croix* que nous présentons ici, œuvre d'un connu qui mérite bien de figurer à côté de Venance Fortun même s'il n'atteint pas à la puissance d'évocation de s génial prédécesseur : il y a place, en effet, au Moyen-Ag

pour la somptueuse cathédrale et pour l'humble église de village.

L'originalité de l'œuvre n'est point dans la matière. Toutes les grandes idées traditionnellement liées à l'image de la croix s'y retrouvent : l'alternance souffrance-gloire, le symbole de la torture et de la mort les plus odieuses devenant la théophanie par excellence, le bois de mort d'où jaillit la vie éternelle.

C'est plutôt par l'expression que le poème s'impose à notre admiration. Derrière l'imagerie chrétienne, on retrouve maints trace d'esprit païen. Le Christ est appelé « le jeune héros », la croix se plaint de n'avoir pu « écraser ses ennemis ».

Ces instincts guerriers ne sont pas exceptionnels, toute la littérature saxonne et scandinave en est pétrie. L'on songe, par exemple, au récit biblique de Judith devenu, sous la plume du poète anglais, essentiellement un prétexte à descriptions sanglantes.

Le *Rêve de la Croix* nous révèle ainsi la psychologie d'un peuple dont les formes de sensibilité s'expriment dans un moule littéraire plus grossier que les nôtres : le vers allitératif, qui servira d'armature, six siècles plus tard, au chef-d'œuvre qu'est *Sire Gauvain*.

Mais il y a plus. L'auteur du *Rêve* a su dépouiller la langue poétique de son temps de tous les clichés qui l'encombraient et il est parvenu ainsi à nous donner une vision simple et émouvante, tout empreinte de respect, de naïveté et de ferveur.

Le lecteur — se souvenant de l'époque où fut composé ce poème — ne se formalisera pas de telle ou telle gaucherie, de telle ou telle répétition que le traducteur ne peut ou ne veut éviter. Qu'il ne s'étonne pas davantage de l'inégalité des mètres; inégalité existant dans l'original, d'une part; et obligation pour nous, d'autre part, de couper parfois le vers saxon pour ne pas dépasser sensiblement le décasyllabe ou l'alexandrin. Qu'il admire plutôt la vie que le poète a su insuffler à l'arbre de Rédemption, en le laissant s'exprimer lui-même. Puisse-t-il, enfin, y retrouver — en mil neuf cent cinquante-trois — la foi qui inspira son auteur, il y a quelque douze siècles.

LE RÊVE DE LA CROIX

(Poème anglo-saxon anonyme parfois attribué à Cynewulf, probablement composé en 725)

Je vous conterai l'admirable rêve
Qui me vint au milieu de la nuit
Pendant que les hommes étaient endormis.
Il me sembla voir un arbre éblouissant
Se dresser vers le ciel, revêtu de clarté,
Croix rayonnante incrustée d'or,
Les bras ornés de cinq des pierreries
Qui scintillaient sur le sol alentour.
Des anges étaient là qui la contemplaient;
Ces saints esprits, joyaux de la création,
Les hommes sur la terre, tous les corps glorieux,
Ce n'était point pauvre gibet qu'ils admiraient :
Qu'il était beau l'arbre de victoire! Et moi,
J'étais souillé, blessé par mes péchés.
J'ai vu un arbre rayonnant de gloire,
Richement paré, rehaussé d'or, où, comme il sied
Scintillaient des pierreries.
Et cependant, par delà l'or, j'entrevoyais
L'effort de tous ces malheureux
Qui le firent saigner, jadis, au côté droit.
La peine me saisit tout entier et l'effroi,
A cette vue si étonnante;
Lors, je vis l'éclatante croix
Dépouiller vesture et couleur :

Tantôt elle était ruisselante d'eau,
Puis inondée de flots de sang;
Tantôt des joyaux l'ornaient à nouveau.
Longtemps je demeurai accablé de tristesse
A contempler la croix du Rédempteur.
C'est alors que se mit à parler
Le bois très précieux :
« Il y a bien longtemps, je m'en souviens pourtant,
Que je fus abattue au seuil de la forêt,
Déracinée, saisie, travaillée
Pour être vue de tous et porter des criminels.
Puis, sur l'épaule des soldats
Je fus menée jusqu'au Calvaire,
Et c'est là qu'on me fixa.
Lors, je vis le Roi des hommes
Brûlant de se river à moi,
Contre la voix du Seigneur je n'osai
M'élever ni m'abaisser,
Quand je sentis trembler la terre :
Tous, j'aurais pu les terrasser, mes ennemis,
Et pourtant point ne faiblis.
Le jeune héros, le Tout-Puissant, s'apprêta,
Ferme et résolu, à monter sur l'arbre d'ignominie,
Brave, à la vue de tous, car il voulait
Etre le sauveur des humains.
Je frémis quand l'Homme-Dieu m'embrassa,
Pourtant, je n'osai pas me courber jusqu'à terre,
Tomber au sol : je devais rester droite.
Croix, je fus élevée portant le Roi de gloire,
Le Roi des cieux, et je n'osai pas m'abaisser.
Ils me transpercèrent de noirs clous :
La marque en est encor visible,
Plaies béantes de la méchanceté,
Mais je n'osai blesser quelqu'un de mes bourreaux.

Ils nous insultaient l'un et l'autre à la fois;
Et moi, je fus tout inondée du sang
Qui ruisselait du flanc de l'Homme
Lorsqu'il eut rendu l'esprit.

Sur ce mont, ah! que n'ai-je pas enduré!
J'ai vu le Dieu des armées étiré,
Les ténèbres avaient recouvert de nuées
Le Corps de Dieu, brillant et radieux,
Et l'ombre s'étendit, livide, sous les cieux.
Toute la création pleura la chute de son Roi,
Pleura le Christ attaché à la croix.
Enfin, de très loin, plein de zèle,
En hâte vers le Prince on vint,
Et moi, je voyais tout cela,
J'étais accablée de tristesse;
Mais je m'offris pourtant, humblement,
Sans défaillir, aux mains des arrivants.
Ils prirent le Seigneur tout-puissant
Et à ses affreux tourments l'enlevèrent.
Quant à moi, les guerriers me laissèrent
Couverte de sang, blessée de traits.
Ils prirent la victime aux membres épuisés,
Montèrent la garde auprès de son corps,
Ils contemplèrent le Roi du ciel,
Et lui, un moment, se reposa là,
Exsangue après le grand combat.
Les soldats commencèrent la tombe
En présence du bois de mort,
Ils la creusèrent dans la pierre
Et y déposèrent le Roi des armées.
Et lors, tristement, dans la nuit
Ils chantèrent la complainte funèbre.
Puis ils durent repartir

Laissant le Roi de gloire
Dormir là, presque seul.

Mes compagnes et moi nous pleurâmes longtemps
Après que la voix des guerriers se fut tue.
Et le froid de la mort
S'infiltra dans le corps, le temple de l'esprit.

Terrible tourment, plus tard, ils entreprirent
De nous faire tomber à terre toutes trois,
Et ils nous couchèrent dans un fossé.
C'est là que des barons, des amis du Seigneur,
M'ont un jour découverte . . . . . .
. . . . . .
Et parée d'or et d'argent.

Tu comprends maintenant, Trouvère bien-aimé,
Ce que les méchants m'ont fait endurer.
Mais le temps est venu où dans tout l'univers
Je suis vénérée des hommes et de la création.
S'ils me prient, fanal bienheureux,
C'est que sur moi le fils du Très-Haut a souffert,
Et pour ce, désormais, je règne sous le ciel.
Je peux guérir tous ceux qui me craignent; pourtant
J'étais objet d'horreur et supplice cruel
Avant d'avoir ouvert aux hommes
Les vraies portes de la vie. »

Paris, avril 1951.
Aire-sur-l'Adour, septembre 1952.

Introduction et traduction :
PATRICK RAY.

RIMBAUD, ETIEMBLE ET QUELQUES AUTRES

Un « mythe » autour de Rimbaud ? Le terme est flou, et René Etiemble, qui sait sa langue, et qui n'aime rien tant que les choses précises, n'a pas choisi ce mot-là sans dessein. Ami des dictionnaires, Etiemble sait très bien qu'une des acceptions de « mythe » inclut l'idée d'inexistence, et qu'on dit, par exemple : « le phénix est un mythe ». Et j'ai le sentiment qu'il ne faudrait pas le pousser beaucoup pour le faire avouer qu'en effet, selon lui, Rimbaud est bien à peu près, dans ce sens même, un mythe. Comme Jésus-Christ. Quelqu'un qui vécut, certes, mais prodigieusement différent de sa « légende »; un pauvre type, comme le parleur galiléen, et autour duquel des illuminés, des habiles ou des niais ont construit toute une mystagogie burlesque. Prudent, Etiemble avance pas à pas et ne découvre point d'un seul coup sa pensée. Il s'en prend aujourd'hui aux contradictions de la fable, s'amusant beaucoup — et nous amusant avec lui — de ce chaos d'ovations inconciliables dont Rimbaud se trouve salué à la fois par des catholiques et de staliniens, des anarchistes et des « honnêtes gens », sans compter les fascistes et M. André Breton. Qu'un retour au bon sens soit effectivement nécessaire, rien de plus vrai, et cette chasse aux fantômes es

salubre. Mais Etiemble a son idée de derrière la tête et il la révèle à demi çà et là, l'édition nouvelle et augmentée (1950) de son *Rimbaud* de 1936 éclairant beaucoup sur ce point son gros livre de 1952. Et l'on se défend mal de penser que la conclusion à laquelle Etiemble nous achemine n'est pas très différente en somme de la sentence fameuse prononcée dès 1893 par François Coppée : Rimbaud, « fumiste réussi ».

Tout se passe comme si Etiemble gardait à Rimbaud une rancune, comme s'il nourrissait envers lui l'aigreur d'un amour déçu. Il l'avait pris pour un rebelle, à la ressemblance de Satan[1] ou de Prométhée. Il le voyait haïssant sa mère et sa « sale éducation d'enfance », expulsant de lui-même avec fureur ce poison chrétien qu'on lui avait fourré dans le corps, mettant fin, par un coup de force de sa volonté, à l'angoisse, où il se débattait, d'un tas de faux problèmes métaphysiques, et s'établissant une bonne fois dans un athéisme hautain et tranquille, sous la lumière de la Science. Et voilà que le gaillard se dérobe, qu'on lui voit de drôles de façons, qu'il a l'air, positivement, de ne plus détester sa mère, qu'il lui donne raison, dirait-on, sur ceci et cela, qu'il veut se marier; et, le bouquet, cette mort catholique, comateuse, bien sûr — du moins c'est probable — mais dont il est à craindre malgré tout qu'elle ne démasque, chez l'individu, « beaucoup de lâcheté »! Allons, il y a eu méprise, quiproquo, erreur sur la personne. Un rebelle à la manque; un Satan en simili. Ces lettres de Rimbaud, à sa mère et à sa sœur, Etiemble se reproche de n'y avoir jadis prêté qu'une insuffisante attention. Elles sont affreuses; elles sont navrantes; « un je ne sais quoi, dans

1. « Nous nous sommes donnés à Rimbaud comme en effet à Satan, jadis, les désespérés... » Etiemble, *Rimbaud*, 1950, p. 245.

cette fichue correspondance » qui vous désespère. Et s'il n'y avait que cela encore! Mais l'œuvre même, l'œuvre poétique de Rimbaud, quand on la lit de près, quel déchet là dedans! Et ces textes encore, qu'on a découverts en 1947 et publiés en 1948 : *en Galilée, à Samarie!* Et cette *Saison en enfer* dont Etiemble disait en 1950 qu'il ne pouvait plus en aimer, décidément, qu' « une partie » (laquelle ?), ce texte encombrant, qui d'ailleurs, depuis la démonstration de M. de Lacoste, « n'a plus le sens qu'on lui prêtait »! « Au fait », ajoute Etiemble, en une petite phrase bien curieuse, « au fait », oui, cette *Saison en enfer*, « garde-t-elle un sens ? » (*Rimbaud*, 1950, p. 254). Pas de plus sûre méthode pour ôter à un texte toute signification intelligible que d'écarter *a priori*, comme irrecevable, celle même, et la seule, dont il est plein, en toute clarté.

Un autre travail, plus utile peut-être que le catalogue dressé par Etiemble des interprétations aberrantes, serait celui des erreurs *de fait* qui continuent d'avoir cours, au sujet d'Arthur Rimbaud, — et de ces résistances (multiples, irritantes) que l'on enregistre à l'égard des réalités établies. Nous ignorons beaucoup, encore, concernant Rimbaud; et il ne serait pas superflu, je crois, de le dire. Partout des commentateurs intrépides, et l'on imaginerait, à les entendre, qu'ils savent de quoi ils parlent, que leur information est sans défaut, que le destin d'Arthur Rimbaud est pour eux sans mystère, que les matériaux sont là, tous réunis désormais, au complet, solides, qu'il n'y a plus qu'à « expliquer »; chacun s'y emploie, avec son génie propre, et le meilleur gagne. On a même vu un colonel en retraite, M. Godchot, donner à ses essais un titre péremptoire : *Rimbaud ne varietur*. Hélas! Que d'ignorances sous ces comportements grandioses! Et comme il serait plus honnête d'indiquer d'abord, avant

toute glose, l'étendue de ce qui nous demeure, dans la vie de Rimbaud, obscur. Je n'ai point passé comme Etiemble vingt années (en chiffres ronds) à recenser les articles, en toutes langues — élégies, effusions et autres évaporations de l'âme — que l'Ardennais a suscités; j'ai tout de même, dans mon coin et pour mon plaisir, suivi de mon mieux depuis trente ans *(grosso modo)* les progrès, certains, qui s'opéraient dans ce que l'on nomme sa « connaissance ». Et rien n'est décourageant, c'est vrai, comme de constater combien ce qui est *acquis* — je veux dire établi, enfin, et prouvé — l'est peu; autrement dit, combien les « historiens » ou essayistes persistent à n'en tenir aucun compte. Exemples : on sait, du moins, à présent, que Rimbaud s'embarqua pour Java, à bord du *Prins van Oranje,* au port du Helder, le 10 juin 1876, et que, deux ans plus tard, le 16 décembre 1878, il est engagé, comme « surveillant d'une carrière » près de Larnaca, dans l'île de Chypre. Qu'à cela ne tienne! M. Daniel-Rops, dans son *Rimbaud* (1934), voit son personnage « à Chypre, *plus tard* à Java » (p. 214); et le même auteur grave assure (p. 66) qu' « on ne trouve *jamais* » ni dans l'œuvre de Rimbaud « *ni dans sa correspondance,* la moindre allusion tendre » à sa mère; alors que le 25 mai 1881 Rimbaud écrivait : « Ma chère maman, je suis heureux de savoir que ta santé s'est remise [etc.] » et qu'il dit aux siens, en juillet : « Je ne vous oublie pas [...]. Comment le pourrais-je? Je pense à vous, je ne pense qu'à vous », et qu'il leur répète, en novembre, à propos de ses petites économies : « Si vous avez besoin, prenez; ce qui est à moi, c'est à vous. » Sans parler de sa lettre du 5 septembre 1870 à Izambard, après sa première fugue, lorsqu'il le supplie, lorsqu'il le conjure : « Écrivez, écrivez à ma pauvre mère, pour la consoler. » Fâcheux, également, que M. J.-M. Carré,

professeur à la Sorbonne, et « spécialiste » attitré de Rimbaud, soutienne, en 1924 (*Mercure de France* du 1er mai), qu'Isabelle Rimbaud n'est habilitée qu'assez mal à discourir sur son frère, attendu qu' « elle ne le vit guère qu'à son agonie »; alors qu'elle avait passé près de lui au moins trois mois en 1873, l'été 1875 et tout l'hiver 1875-1876, plusieurs semaines en 1878, tout l'hiver encore 1879-1880 (elle a seize ans alors) et qu'elle ne l'a pas quitté du 25 juillet au 10 novembre 1891.

Mais comment s'étonner de ces allégations rapides quand on a vu un Thibaudet, après une lecture un peu cursive, à sa manière, du travail de M. J.-M. Carré où se trouvait mise en question, et donnée comme fort improbable, la célèbre histoire de Rimbaud chez les fédérés en 1871, enseigner avec assurance aux lecteurs des *Nouvelles littéraires* qu'entre autres mérites M. J.-M. Carré avait su démontrer « que la participation du poète à la Commune n'était pas une légende ». Et notre Etiemble, lui-même, si minutieux, si constamment sur ses gardes, et impitoyable, à juste titre, aux faux-semblants, pourquoi dit-il (p. 236) que l' « itinéraire [de Rimbaud] d'Antotto à Harrar sera celui que suivra bientôt le chemin de fer français Djibouti-Addis-Abbeba », quand précisément ce qu'on reproche à cette voie ferrée est, négligeant Harrar et sa région plus riche, d'avoir coupé, pour des raisons d'économie, à travers des pays désertiques? Et pourquoi, sinon pour faire plaisir à son « directeur de thèse », M. J.-M. Carré, feindre de tenir pour assez vraisemblable l'anecdote de Rimbaud « pilleur d'épaves » au cap Gardafui, pourquoi écrire (p. 359) : « le présumé pilleur d'épaves », quand c'est « *prétendu* » qu'il faut dire, alors que cette information fantaisiste, fournie par M. Carré en appendice à ses *Lettres de la vie littéraire d'Arthur Rimbaud*, ne repose que sur les souvenirs un

peu troubles (« je suis *presque* certain... ») d'un nommé E. Deschamps, d'Alger, qui *croit bien* avoir connu Rimbaud fin 1878, à Aden, — et qu'il est strictement impossible que Rimbaud, arrivé de Gênes à Alexandrie vers le 29 novembre 1878, qui, d'Alexandrie, écrit aux siens vers le 12 décembre, et qui, dès le 16, est au travail à Chypre, ait pu se rendre, alors, non pas seulement à Aden, mais jusqu'au cap Gardafui, soit vingt-quatre jours de mer, au minimum, aller-retour? Autre chose encore : pourquoi Etiemble veut-il à tout prix nous faire croire que l'on ne sait « rien de sûr » (p. 244) au sujet de cette femme abyssine avec laquelle aurait vécu Rimbaud à Aden en 1884 et 1885? Rien de sûr? Si l'on récuse — et je ne saurais vraiment pourquoi — le témoignage, répété, de son employeur Alfred Bardey : « Il eut [...] une liaison assez longue avec une Abyssine » (7 juillet 1897); « c'est à Aden que la liaison avec l'Abyssine eut lieu » (10 juillet 1897); « l'Abyssine fut renvoyée dans son pays par Rimbaud [qui lui] donna quelque argent » (16 juillet 1897), si l'on écarte — et encore une fois, quelle raison? — ces affirmations, très objectives, d'un témoin direct, reste, en tout cas, la lettre même d'A. Rimbaud à Franzoj, document irrésistible, et dont Etiemble ne souffle mot : « Excusez-moi, mais j'ai renvoyé cette femme sans rémission [etc.][2]. » J'ai peur qu'Etiemble *n'aime pas* ce document-là, car il a sa religion faite sur les mœurs d'Arthur Rimbaud, et l'Abyssine lui est importune.

Qu'il avait donc, pourtant, cet Etiemble, écrit de bonnes choses, naguère, sur les lois d'une saine critique! « Le malheur, disait-il, parlant des commentateurs de Rimbaud, presque tous, le malheur est qu'ils aiment

2. *Table Ronde*, nº 25, janvier 1950.

Rimbaud moins qu'eux-mêmes, moins ses idées que leurs préjugés, moins son art que leur école ou leur drapeau[3]. » Mais sans doute est-ce une entreprise terriblement difficile, et peut-être surhumaine, que d'écrire et de travailler sans passion. Etiemble, et c'est bien pour cela qu'on ne s'ennuie jamais avec lui, est un passionné, et sa passion lui joue des tours, tandis qu'il se croit préservé, l'œil au guet, de ces erreurs qu'il se complaît à énumérer chez autrui. On ne vérifie jamais assez les assertions qu'on aventure sans avoir sous la main la référence, le texte-preuve. On se tient pour moralement sûr de la chose; c'est là que nous attend la trappe. Je l'ai appris à mes dépens. Et voici, chez l'infaillible Etiemble, si puissamment armé mais trop prompt, deux cas, exemplaires, de contre-vérités loyales, absolues tout de même. Il est persuadé, et il le proclame (p. 242), que Claudel s'associe à la « fable familiale », érigée en dogme chez les Rimbaud-Berrichon, lesquels niaient avec horreur l'homosexualité du poète dans ses rapports avec Verlaine. Il se trompe. Claudel déplore au contraire la sottise acharnée, sur ce point, du malheureux Paterne. Et, de même, erreur grossière d'accuser M. Daniel-Rops d'une sympathie « bruyamment affichée pour les aviateurs [fascistes] qui massacraient les Éthiopiens » (p. 181). M. Daniel-Rops, qui collaborait à la *Critica fascista* de M. Bottaï, se refusait en conséquence à signer un manifeste d'écrivains français condamnant les crimes italiens, mais il n' « affichait » rien « bruyamment ». Cher Etiemble, quelle méconnaissance, ici, du sujet!

« Pour nous, qui acceptons la vérité quelle qu'elle soit... » Ainsi parlaient, en 1936, Etiemble et Yassu

3. Etiemble, *op. cit.*, p. 11.

Gauclère; et des propos, comme ceux-là, ne sont pas de ceux qu'on accueille avec indifférence. Tout est là, en effet; et c'est la règle, imprescriptible, que l'historien (d'histoire littéraire, ou d'histoire tout court) doit avoir inscrite dans le cœur. En présence d'un fait que nos recherches nous apportent, ne nous demander qu'une chose : est-ce bien sûr? contrôlé? irréfutable? et ne tenir nul compte du plaisir ou du déplaisir que nous procure cet élément d'intellection. Tout le gros livre d'Etiemble est maintenant sous nos yeux pour nous révéler à quel point, de toutes parts, cette règle-là, touchant Rimbaud, est systématiquement violée. Chacun le tire vers son clan; chacun l'annexe à ses options. Et parce que Claudel, qui l'aime et le vénère, en veut à Enid Starkie d'avoir publié les mots que l'on sait, trop éloquents, d'une lettre adressée par le négociant Ilg au négociant Rimbaud, le 23 août 1890 (« *Quant aux esclaves, je ne puis m'en occuper; je n'ai jamais acheté d'esclaves et je ne veux pas commencer; même pour moi je ne le ferai pas* »), l'infortunée Enid Starkie, sous la plume de Paul Claudel (1942), n'est qu'un « bas bleu anglais », qui « divague »; n'affirme-t-elle pas, « *sans aucune preuve* », écrit Claudel, qu'en Éthiopie Rimbaud s'est « livré au commerce des esclaves »? Monstrueuse calomnie! Mais la lettre de M. Ilg (d'où Mrs Starkie s'est bornée, notons-le bien, à tirer cette conclusion sage, et impossible à contester, que Rimbaud, pour le moins, *songeait* alors à pratiquer la traite des nègres)? La lettre? Connais pas. Effacée. Abolie. Vouée aux flammes. Elle n'existe plus. Aucune « preuve ». Pas la moindre! Et de ce Rimbaud marchand d'esclaves, qu'on ne s'avise plus de nous reparler.

Ainsi va la vie, et l'Histoire. Mais je suis parfaitement résolu à n'en point prendre mon parti. Et je voudrais

compter sur Etiemble — qui d'entre nous est sans péché ? — pour ne pas détruire seulement ce qui doit, et au plus vite, être détruit; pour construire aussi, avec patience et lucidité, l'image d'un Rimbaud conforme à ce qu'il était, non dans ses simulacres, mais dans sa vérité. On y arrivera, pour peu qu'on le veuille tout de bon.

HENRI GUILLEMIN.

N.D.L.R. : En raison d'un retard accidentel, nous avons dû publier l'article du P. Niel : « De Hegel à Marx [1] », sans les corrections de l'auteur.

1. *La Vie Intellectuelle*, mars 1953, pp. 69-75.

Les Signes du temps

Après la mort de Iosif Vissarionovitch Staline

A propos de cette mort, les uns ont pensé à l'homme qui avait réussi, matériellement réussi, pratiquement réussi, et ils ont célébré sa grandeur; d'autres ont vu disparaître celui qu'ils avaient coutume d'appeler leur grand maître et à qui ils apportaient chaque année des cadeaux, en qui ils avaient une foi aveugle. Il y eut aussi les journalistes. Quelques-uns ont gardé la tête froide en essayant de déchiffrer l'événement, mais le plus grand nombre a sacrifié à l'*événement*, à la grande *sensation*. Et cette prose sensationnelle était très pénible à lire. Je me demandais ce que ces journalistes avaient attendu pour découvrir le plus grand homme du siècle et pour se précipiter à ses pieds dans un élan d'admiration et d'amour? Serait-ce vrai que le monde entier attend un dictateur, que le monde entier l'appelle du plus profond de son cœur? Ou y avait-il dans cet encens que certains hommes d'État et certains diplomates ont également manié sans pudeur le simple désir d'exploiter un événement et en même temps comme un signe au futur dictateur que des fidèles l'attendent? Quoi qu'il en soit, j'ai essayé pour ma part d'être près du sentiment de mes camarades soviétiques. Et j'ai revu le Staline que j'avais connu par eux durant mon séjour à Makeevka (Donbass).

Et j'ai revu d'abord une sorte d'icone gigantesque élevée sur la route conduisant aux mines du trust qui

porte le nom de Kaganovitch. Le portrait du dictateur se trouvait à une centaine de pas d'une maison aux proportions agréables, au style simple et dont la vue me faisait du bien longtemps avant d'apprendre que les habitants de Makeevka l'appelaient toujours et malgré un nom officiel qui indiquait son usage bureaucratique, la maison des Français. (Elle avait été construite par une société française vers 1890, je pense.) Staline figurait dans un uniforme d'un vert éclatant. Ses joues étaient roses. Il portait les insignes de généralissime. J'ai vu passer devant ce portrait d'autres mineurs, beaucoup de mineurs, et aussi des fonctionnaires, des officiers. Mais j'ai été toujours étonné de constater que j'étais seul à regarder le généralissime.

Ce fait, j'ai pu le vérifier par la suite en d'autres endroits. Les citoyens soviétiques ne *le* voyaient plus, car il était partout présent, dans les rues, sur les places; son nom sortait des haut-parleurs et son nom était imprimé presque chaque jour en gros caractères sur la première page des journaux. Chaque événement et chaque chose portait son nom, mais les citoyens ne le voyaient plus et je ne les ai pas entendus le nommer. Il était visible au point de devenir invisible. C'est sous forme d'adjectif que j'ai entendu prononcer son nom. Les mineurs appelaient l'ail *le lard stalinien;* pour le maître, ils avaient un autre nom. Ils l'appelaient le *gouligane,* ce qui peut se traduire par gangster ou bandit. Ou encore par usurpateur. En effet, ces mêmes mineurs pensaient beaucoup de bien de Lénine. Mais le culte du maître les avait laissés indifférents au point qu'un de mes camarades me demanda un jour où j'avais loué Staline si je n'étais pas par hasard juif. (Chose étrange, mes camarades ouvriers étaient animés d'un sentiment antisémite très violent et ils voyaient, en principe, dans chaque Juif un ami de Staline.)

J'ai eu souvent l'occasion de réfléchir à cette définition selon laquelle Staline serait avant tout un *gouligane.* Et

j'ai essayé de comprendre les arguments de mes camarades. Voici en quelques mots le résultat de cette réflexion. Pour le peuple russe, la révolution devait en premier lieu le laver de tous les péchés du passé. La classe dirigeante ne méritait que de disparaître parce qu'elle était responsable du terrible retard du pays par rapport à l'étranger. Retard cruellement vécu pendant la guerre de 1914, retard qui mettait le pays pratiquement à la merci du premier colonisateur venu. Voilà pourquoi le sentiment populaire avait été pour Lénine, qui ouvrait la porte sur l'avenir. Et cela valait la peine de lutter et de mourir. Ensuite vint Staline et avec lui le temps des grandes épreuves et des grandes déceptions. Il y avait brusquement trois sortes de citoyens : ceux qui étaient dans les camps, ceux qui en sortaient et ceux qui allaient y entrer. Il y avait de nouveaux maîtres : ceux du parti (et de la police) et ceux de la nouvelle classe de riches — les ingénieurs et les directeurs et les inspecteurs. Mais il y avait aussi autre chose qui était encore plus difficile à porter, l'humiliation constante de sentir qu'on était toujours en dessous de l'étranger, qu'on n'avait pas de *culture*. Chose difficile à comprendre pour des Occidentaux qui dans toute leur histoire ont été toujours des colonisateurs. Toute la propagande nationaliste et chauvine d'aujourd'hui n'a rien changé à ce sentiment profond du citoyen soviétique qui lui dit qu'il n'a pas encore accédé à la culture. J'ai entendu des femmes au marché faire cette constatation et j'ai aussi entendu le ministre du charbon dire la même chose. D'où vient la persistance de ce sentiment malgré les grands progrès de l'industrialisation, malgré le plus beau métro du monde, malgré la victoire sur Hitler ? Eh bien, il me semble que ce sentiment si tenace vient en premier lieu de la frontière infranchissable, autrement dit de l'absence de liberté; et, en second lieu, de la découverte de l'Europe par des millions de soldats aussi bien que par une grande partie de la population mise en

présence de produits occidentaux. Cette découverte a confirmé l'infériorité russe. (Aujourd'hui encore, il suffit que du tissu polonais ou tchécoslovaque arrive dans un magasin de Moscou pour attirer tout de suite une foule d'acheteurs qui s'arrachent littéralement le petit stock disponible.)

Pour tous ces hommes qui souffrent d'appartenir à un monde sans culture, Staline est un *gouligane* parce qu'il a trompé l'espoir que Lénine avait fait naître.

A un autre point de vue encore, Staline apparaît comme un *gouligane*. Son pouvoir avait un caractère clandestin. Nulle part dans la constitution soviétique ou dans les statuts du parti n'était inscrit le poste d'un maître tout-puissant. Par la ruse et l'assassinat il avait conquis cette situation sans d'ailleurs oser la légaliser. (Ce fait ôte tout sens aux discussions des journalistes sur la *succession*. Légalement, il n'y a pas de succession, car, par rapport à la constitution soviétique, la situation du maître tout-puissant était *illégale*. Il est non moins vrai que la structure actuelle exige en Union Soviétique un maître tout-puissant, mais celui qui voudra le devenir sera obligé de conquérir sa place à la manière de Staline en prouvant par cette conquête même qu'il est aussi fort que Iosif Vissarionovitch.)

Mais quel était le secret de la force de Staline ? C'était son sens de la force. Un sens qui naît et se développe chez l'opprimé. Et le jeune Djougachvili était doublement opprimé : en tant que fils d'un cordonnier et en tant que fils d'un peuple colonisé, le peuple géorgien. Aussi quand il eut cessé de voir dans l'Église un instrument de libération nationale, il s'enfuit du séminaire pour prendre le nom de guerre de Koba en s'identifiant à un héros de la résistance géorgienne contre l'oppresseur russe. Puis, il se joignit aux socialistes parce qu'il voyait en eux l'ennemi le plus efficace du régime tzariste, son premier souci demeurant d'ailleurs la libération des

peuples colonisés, comme le montre son ouvrage : *La question nationale*. Et cependant, après la révolution, vint le jour où, délégué par le Politbureau auprès du Collège de la Tchéka, il eut à portée de main l'instrument de la puissance : faire arrêter et exécuter n'importe qui n'importe où. Alors ce Géorgien devint plus moscovite qu'un Moscovite. Ce phénomène d'identification se retrouve chez un grand nombre de dictateurs. Sans rappeler Napoléon, il suffit de nommer des contemporains comme le Sudète Hitler ou Kemal Ataturk, fils de la minorité turque de Salonique. Et Staline ne put jamais oublier son origine, car son accent effroyable blessait les oreilles musiciennes des Russes et lui interdisait toujours de se rendre maître des foules par la parole à la manière de Lénine ou de Trotzki. Son sens de la force, son expérience de la clandestinité lui fournit la technique du pouvoir. Il sut toujours reconnaître la diagonale du parallélogramme de forces composé d'un côté par le parti et de l'autre par la nouvelle classe des techniciens. Quand il liquidait la déviation de gauche, il rassurait la nouvelle classe de techniciens; quand il liquidait des droitiers, il retrouvait la confiance du parti. Son dernier écrit publié, *Les Problèmes économiques du socialisme*, illustre parfaitement cette méthode du pouvoir. Pour la comprendre, il faut se souvenir des structures sociales de la société soviétique. A la base se trouve la classe ouvrière et la classe paysanne, classes disciplinées, musèlées, la première par le syndicalisme d'État, instrument de contrôle et de surveillance, la seconde par l'organisation des fermes collectives. Une structure proprement militaire crée dans les unités ouvrières et kolkhoziennes de nombreux petits privilégiés, surveillants, contremaîtres, etc., qui ont le choix de se sentir solidaires de l'une ou de l'autre des deux forces dirigeantes : le parti et la nouvelle classe de techniciens. A l'origine, le parti était le moteur de la révolution, l'organisateur de la victoire dans la guerre civile, l'organisateur de l'économie planifiée. Mais dans

la mesure même où l'économie planifiée réussissait, dans la première période, grâce à la collaboration d'ingénieurs américains et allemands, le nombre de techniciens ne cessait d'augmenter et leur rôle en tant que « créateurs » de l'économie devenait de plus en plus important. Face à cet élément dynamique et créateur, le parti se voyait repoussé dans un rôle passif et bureaucratique. Il lui restait, il est vrai, cette véritable armée d'occupation qu'est le M.V.D. et qui représentait, en outre, grâce aux vingt millions de travailleurs concentrationnaires, une force économique de premier ordre, force mobilisée aux grands travaux dits historiques : canaux, barrages, etc.

Le parti se sent de plus en plus menacé dans son existence, — il suffirait, en effet, que les grands techniciens de l'armée, de la police et de l'industrie s'entendent pour qu'il disparaisse, — aussi le parti a-t-il besoin de succès attestant sa vitalité. Le premier objectif dans ce sens est la réhabilitation des notions de révolution, de socialisme et de communisme. La guerre a montré que ces notions avaient cessé d'être efficaces, car les hommes n'étaient plus prêts à mourir pour elles, et Staline, toujours avec son sens de la force, avait su s'en remettre au simple patriotisme russe défendant la Terre qui appartient à Dieu seul. Il avait effacé son propre nom des drapeaux de la garde[1].

En même temps, le parti a dû capituler vis-à-vis de l'armée en acceptant non seulement la suppression des « commissaires politiques », mais aussi celle de l'Institut où ils étaient formés.

Le patriotisme a survécu à la dernière guerre. Il est devenu un nationalisme grand-russe dont le revers est un antisémitisme baptisé tantôt d'anticosmopolitisme ou d'antisionisme. Et le parti, avec une mauvaise conscience

1. Cf. *La Vie Intellectuelle*, 1952, n° VII, p. 124 sq., « La question soviétique ».

visible, a dû assumer ce nationalisme qui comportait, par exemple, la révision de la question des nationalités (60 % de la population de l'Union Soviétique). En 1950, le colonialisme tzariste fut officiellement réhabilité et proclamé « phénomène historique progressiste ». Plus que jamais la question qui se posait au parti était de savoir comment il redeviendrait la locomotive de l'histoire. Les signatures de l'appel de Stockholm, les Congrès de Vienne et d'ailleurs, l'exploitation proprement coloniale des républiques populaires, tout cela représentait des succès certains. Ils restaient cependant insuffisants, car ils ne faisaient pas oublier que la révolution ne peut trouver aux yeux des peuples de l'Union Soviétique son contenu qu'en faisant revivre l'espoir qui fut celui de l'époque de Lénine. Tant que l'homme de la rue sent que l'Union soviétique n'a pas de culture, que la culture reste l'apanage de l'étranger, malgré toute la propagande que l'on peut faire contre l'étranger, le parti n'aura pas retrouvé ce qui a fait à l'origine sa raison d'être. Voilà pourquoi les économistes du parti ont commencé à échafauder toutes sortes de théories, et ces échafaudages n'ont au fond point d'autre sens que de permettre au parti de retrouver la direction de l'économie soviétique en lui soumettant du même coup la classe des techniciens, plus nombreuse et plus forte que jamais. Là, il y avait et il y a toujours menace de conflit. Staline le savait mieux que personne. Aussi dans *Les problèmes économiques du socialisme* met-il les économistes très rudement à leur place en leur expliquant que l'on ne crée pas de lois économiques, que ces lois existent et qu'il faut les connaître pour les appliquer. Voilà la nouvelle classe de techniciens pleinement rassurée. La direction de l'économie ne lui échappera pas. Mais *quid* du parti ? Quelle tâche lui assigner ? D'une manière assez vague quant aux détails Staline renvoie le parti à la campagne et lui demande de socialiser l'économie des kolkhoses afin de créer de la sorte la base du communisme.

L'avenir de l'Union Soviétique dépendra de l'issue du conflit latent entre le parti et la nouvelle classe de techniciens et de l'apaisement de la tension croissante entre le peuple grand-russe et les populations non russes.

L'homme qui voudra à la force de ses poignets conquérir la place qui fut celle de Staline devra s'appuyer à la fois sur le parti et la nouvelle classe, sans oublier de satisfaire d'une manière ou d'une autre les aspirations à l'indépendance des peuples non russes. Problème ardu entre tous, voire insoluble en raison de la place prise par le nationalisme grand-russe. Il serait profondément erroné de croire que l'accroissement du standard de vie au cours des prochaines années consolidera le régime et facilitera la réponse au désir fondamental de ne plus être inférieur à l'étranger. Tout au contraire, le progrès matériel accentuera encore la différence profonde qui existe entre la volonté de créer une culture égale ou supérieure à celle de l'étranger et l'absence de liberté sans laquelle toute création dans l'ordre de la culture reste aléatoire.

Plus moscovite qu'un Moscovite, Staline a su appliquer les méthodes d'Ivan IV et de Pierre Ier en créant une nouvelle classe dirigeante, mais, selon une constante de l'histoire russe, il ne sut le faire qu'en usant de tous les moyens de contrainte mis à sa disposition par la technique. Le désir séculaire des peuples de toutes les Russies, le désir d'être librement ce qu'ils sont et non contraints et forcés, ce désir Staline n'a pas essayé de le satisfaire, malgré les promesses contenues dans l'idéologie révolutionnaire. Voilà pourquoi les mineurs de Makeevka l'appelaient le *gouligane*. Il faut ajouter qu'un ingénieur soviétique se vantait de ce que son maître était généralissime. Et cet ingénieur me déclara même qu'il n'y avait que trois pays réellement sérieux au monde, l'Union Soviétique, la Yougoslavie et la France. A ma question, il m'expliqua que la France était dirigée par

un général[2], la Yougoslavie par un maréchal, mais que la Russie avait un généralissime. Cet ingénieur se sentait solidaire de Staline-chef militaire. Il était fier de la victoire de 1945, et sa sympathie allait à l'armée qui avait troqué le qualificatif révolutionnaire : *rouge,* contre celui de *soviétique*. A partir de 1947, l'éclipse des maréchaux prestigieux fit mentir certains espoirs secrets de la nouvelle classe des techniciens. Il semble qu'aujourd'hui certains espoirs soient à nouveau permis.

Faire des pronostics au sujet de ce que la presse appelle la succession de Staline me paraît vain. En revanche, il y a lieu de marquer fortement la volonté révolutionnaire de la classe des techniciens dont les meilleurs éléments ont conscience que le parti représente pour eux un frein et que le rythme de l'évolution soviétique pourrait être infiniment plus rapide sans le corset bureaucratique. Jamais peut-être dans l'histoire une diplomatie a eu une tâche aussi importante à résoudre que la diplomatie occidentale aujourd'hui. Il s'agit de rassurer non le futur *gouligane,* mais ceux qui veulent livrer la grande bataille de la *koultoura* afin de se sentir les égaux de l'Occident. Il faut malheureusement constater que par une ignorance coupable, les manifestations occidentales à l'occasion de la mort de Staline ont prouvé une fois de plus aux citoyens soviétiques que le monde préfère un bourreau heureux à ses victimes. Et je ne parle pas ici des chrétiens de Russie qui, à tort ou à raison, ont vu dans leurs tyrans, qu'ils aient nom Pierre le Grand ou Staline, *quasi figura Antichristi,* comme disait saint Thomas d'Aquin.

JEAN ROUNAULT.

Tout s'est passé comme si l'actuelle équipe dirigeante du Kremlin avait prévu la mort de Staline. Avec une rapidité

2. A ce moment le général de Gaulle était au pouvoir.

surprenante, une décision capitale du dix-neuvième Congrès du parti a été annulée. En effet, Staline avait remplacé le *politburo*, depuis longtemps simple paravent de son pouvoir personnel, par un *praesidium* de vingt-cinq membres où des *jeunes* du parti avaient pris place. Les voici expulsés. Le nouveau *praesidium* ne compte que dix membres. Le cabinet de guerre de Staline revient avec Malenkov, *primus inter pares*. Une série de mesures donnent satisfaction à la classe des techniciens. L'armée réapparaît en la personne des maréchaux Joukov et Vassilievski. Krouchtchiov, théoricien des super-kolkhozes et du socialisme à la campagne, reçoit de l'avancement, en apparence, mais il perd la région de Moscou. Andréiev, son adversaire, qui défendait contre lui une formule proche de l'exploitation familiale des kolkhozes, réapparaît. Enfin, Malenkov, Russe de Sibérie, est bien vu par les techniciens. Physiquement déjà il inspire confiance à ceux pour qui l'embonpoint est un symbole de leur classe. Ensuite, tout le monde sait en U.R.S.S. qu'aucun chef du parti n'a aussi violemment attaqué les bureaucrates du parti, qu'aucun n'a un sens aussi précis des besoins réels de l'industrie. C'est que Malenkov a été, durant la guerre, le réorganisateur de l'industrie aéronautique. Et la compression des ministères est une petite réforme administrative désirée depuis longtemps par les *natchalniki*.

Avec Béria à ses côtés, Malenkov n'a, pour le moment, rien à craindre des jeunes du parti.

Reste la question de la guerre et de la paix. Là encore l'équipe du temps de guerre fait preuve de réalisme. Elle affirme sa force par l'agressivité de ses avions (en réalité, c'est une réaction de faibles, réaction née du complexe d'infériorité, mais personne ne semble s'en apercevoir) et son désir de paix par des déclarations assez sensationnelles qui, à l'intérieur de l'U.R.S.S. rassurent les bureaucrates beaucoup plus efficacement que les victoires du mouvement de la paix et découragent en même temps les opposants, surtout dans les républiques populaires où c'est de la guerre que beaucoup attendent leur libération.

La coexistence pacifique ne serait assurée que le jour où les classes dirigeantes soviétiques se sentiraient pleinement les égales de l'Occident et de l'Amérique. Actuellement, elles sont seulement en train de se prouver à elles-mêmes leur supério-

rité à laquelle elles ne peuvent malheureusement pas croire. Il s'ensuit que la guerre froide continuera. Une politique de paix occidentale devrait avoir comme but de montrer sans cesse aux Russes à quel point, et sur plus d'un plan, nous les considérons déjà nos égaux, à quel point les vraies valeurs russes sont reconnues par nous. Il faudrait apprendre le russe dans nos écoles au même titre que l'anglais et l'allemand. Et il faudrait surtout montrer aux Soviétiques que nous comprenons leurs vrais problèmes qui ne sont pas ceux dont ils parlent le plus souvent. En même temps, nous devons nous garder de nous laisser tromper par eux, de faire des concessions qui, à leurs yeux, seraient des *capitulations* et les induiraient à conclure que l'Occident est un fruit pourri qu'il suffit de faire tomber.

Le 23 mars 1953 : La situation reste assez fluide au Kremlin. Un communiqué officiel du 20 mars signale que Malenkov renonce, en faveur de Khrouchtchev, à la place de premier secrétaire du Comité central. Qu'est-ce à dire, sinon un retour du parti, assez mécontent de voir Malenkov, qui s'appuie sur la classe des *natchalniki*, prendre une place trop importante. En ce moment, l'équilibre entre le parti et les *natchalniki* semble réalisé. Mais c'est un équilibre éminemment instable. Les ouvertures pacifiques, faites à l'Occident, en sont une preuve. Devant cette situation Washington et Londres hésitent. Paris a d'autres soucis. En réalité, tout se passe comme si le Kremlin redoutait de voir l'Occident jouer la carte des forces révolutionnaires en Union soviétique. Et c'est pourquoi d'ailleurs ses ouvertures de paix s'adressent à l'Angleterre, qui vient de prouver à l'égard de Tito qu'elle a toujours un certain sens des situations de force.

Mais il paraît peu probable que Londres fasse autre chose pour Washington. M. Churchill comme M. Eisenhower attendent tranquillement qu'une conférence à quatre puisse avoir lieu. Faute d'une conception claire de la situation soviétique, l'Occident est condamné à l'attentisme.

J. R.

La succession de Staline

Deux ou trois points sont hors de discussion. Aussitôt après la mort de Staline, on a rétabli sous le titre de *praesidium*, l'ancien *politburo* à peu près tel qu'il existait avant le dix-neuvième Congrès; à la tête du gouvernement, on a placé un véritable « cabinet de défense », tel qu'il en existait un pendant la guerre. Enfin, la hiérarchie actuelle des dirigeants du régime s'établit dans cet ordre : Malenkov, Beria, Molotov, Vorochilov, Krouchtchev, Boulganine, Kaganovitch, Mikoyan, Sabourov, Pervoukine (ordre donné dans la *Pravda* et les autres journaux du 6 mars). On notera simplement ici que Vorochilov, le chef d'État, et Krouchtchev, ont le pas sur deux des quatre vice-présidents du Conseil, Boulganine et Kaganovitch.

Toutes les personnalités dont il a été question ci-dessus sont, à l'exception de Pervoukine, plus ou moins connues du public occidental. Il en est de même de Joukov, qui revient au premier plan, après une longue éclipse et une rentrée qui fut discrète pendant plus d'un an. La difficulté est plus grande lorsqu'il s'agit d'examiner le cas de ceux qui ont été en apparence victimes de ces remaniements. La difficulté est presque aussi grande lorsqu'il s'agit d'interpréter exactement le pourquoi de ces remaniements.

Une explication semble correcte et valable à la fois pour le parti et pour le gouvernement : la situation extérieure à la mort de Staline et la situation internationale sont telles qu'il y a tout intérêt à confier des pouvoirs étendus à une petite équipe. Un *praesidium* de dix membres et quatre suppléants évite plus facilement les grandes querelles de tendances, qu'un *praesidium* de vingt-cinq membres et dix suppléants. De plus, un nouveau chef de gouvernement qui prend la place d'un homme prestigieux, devenu l'arbitre incontesté, éprouve le besoin de s'entourer des responsables déjà rodés dans une spécialité.

Mais à lire le long communiqué du 7 mars, à comparer les listes nouvelles avec les anciennes, on a l'impression que la réorganisation est le fruit d'un compromis entre tous ceux qui

représentent une force réelle, et que le nouveau chef du gouvernement a dû faire appel à d'autres forces (l'armée notamment) que les siennes propres (l'appareil du parti) pour établir son autorité. Il est nécessaire de juger à partir du dix-neuvième Congrès pour comprendre de quoi il s'agit.

En octobre dernier, on avait assisté à ce qui paraissait être la liquidation pure et simple de l'ex-*politburo*. Ses membres « recasés » dans un *praesidium* géant, noyés parmi des hommes neufs, et privés au surplus depuis 1949 de toute autorité ministérielle, n'avaient-ils pas perdu toute une part de leur pouvoir. Au même moment, le secrétariat dirigé par Staline et en fait par Malenkov passait de quatre à dix membres et risquait, selon certains, de prendre la succession réelle du *politburo*. Or, du moins en ce qui concerne le *politburo*, on en est revenu, à peu de choses près, à la situation d'avant le congrès, les anciens hauts dignitaires n'auraient-ils pas accepté Malenkov qu'à condition d'être rétablis eux-mêmes dans leurs prérogatives ? On peut se le demander.

Que sont devenus, à la faveur de ce remaniement, les promus d'octobre 1952 et qui étaient des collaborateurs directs de Malenkov ? Leur nouvelle affectation ne manque pas d'intérêt.

— Mikhailov (ancien secrétaire du Comité central) prend la direction effective de la région de Moscou, ce qui a une importance considérable dans le parti. L'ancien secrétaire de cette région, Krouchtchev, est devenu le premier secrétaire du Comité central du parti. Nomination très importante, dont on ignore encore les raisons et les conséquences, notamment pour Malenkov.

— Brejniev (ancien secrétaire du Comité central) est nommé à un poste-clef : la direction politique de l'armée, où il pourra éventuellement veiller sur Boulganine, Vassilievski et Joukov.

— Pegov (ancien secrétaire du Comité central) est nommé secrétaire au *praesidium* du Soviet suprême, où il pourra éventuellement veiller sur le nouveau chef d'État, le maréchal Vorochilov.

Seul Béria a, en apparence au moins, une position indépendante et très forte dans l'État réorganisé. Il devient le personnage numéro deux du parti et du gouvernement, et il reprend en main la direction effective des forces de police, ce qui est évidemment un atout maître. Beaucoup de commen-

tateurs estiment que Béria a ainsi rétabli, magistralement, une situation qu'ils jugeaient compromise lors du « complot des médecins ». Mais la situation de Béria fut-elle récemment compromise ? Jusqu'à plus ample informé nous en doutons. Le jour même où elle annonçait le « complot », la *Pravda* signalait que Staline assistait à l'opéra avec Malenkov, Beria, etc.

Depuis 1949 Béria ne s'occupait plus lui-même des affaires ministérielles. Enfin la police n'a pas été mise en cause, à l'occasion de ce complot (elle a même été félicitée); c'est le ministère de la Santé qui fut le plus attaqué pour son manque de vigilance.

BERNARD FÉRON.

La conférence de Rome marque-t-elle la fin d'une Europe?

On mesure l'enthousiasme d'une salle de spectacles, d'une Assemblée électorale, avec un appareil nommé « applaudimètre ». On va d'ici à quelques jours mesurer les conséquences de la conférence de Rome grâce à une machine dont le cadran donne un résultat considérablement grossi. Il faut de nombreuses opérations secrètes pour en déterminer le montant exact. On nomme cette machine : « voyage à Washington ». Le mois de mars tout entier a séparé ces deux événements, mais le second était bien le seul point de conjonction des arrière-pensées qui animèrent les ministres des Affaires étrangères des six puissances de la communauté européenne du charbon et de l'acier, réunis à Rome du 24 au 28 février.

M. Van Zeeland a le premier accompli le pèlerinage aux sources, le 17 mars. Il a été suivi le 24 de MM. Mayer et Bidault. Quant au chancelier Adenauer, c'est au début d'avril qu'il passera l'océan. Ce voyage, qui après son accession à la Chancellerie est le plus beau jour de sa vie, il l'a soigneusement préparé, autant en orchestrant des campagnes de presse

en Allemagne et aux États-Unis, qu'en envoyant d'autres hommes politiques allemands lui préparer les voies, et surtout en n'omettant aucun moyen, subtil ou bas, pour faire retomber sur la France la responsabilité de tous les atermoiements dans la création d'un instrument militaire européen hors duquel les États-Unis ne voient aucun salut pour eux.

A Rome, de quoi s'agissait-il ? Officiellement, d'examiner un projet hollandais d'intégration économique de l'Europe des Six. Le plan Schuman n'en était qu'une amorce, disait le bon M. Beyen, ministre des Affaires étrangères néerlandais. Il fallait tout de suite construire les plans d'un marché commun de toutes les matières premières, de toutes les industries. Plus cette intégration serait vaste, amenant la création d'une monnaie unique, plus rapidement l'Europe verrait se lever l'aube du nouvel essor auquel elle était promise. Nouvel essor qui résulterait de la mise en exploitation commune de l'Union française, puisque la France était seule à posséder ces terres vierges où l'émigration italienne et allemande, les techniciens allemands, trouveraient enfin les débouchés vainement cherchés ailleurs, au Moyen-Orient ou en Amérique du Sud. L'Eurafrique était là, ou presque. On renvoya M. Beyen à ses rêves. De qui s'était-il fait le porte-parole ? Du gouvernement britannique vraisemblablement qui montrait une fois de plus comment le maniement de l'outrance réduit à rien les constructions les moins audacieuses mais d'où la Grande-Bretagne est exclue.

Cette affaire classée, on consacra un jour et demi à l'armée européenne, ce cadavre que M. Bidault avait voulu « sortir du placard » et que, tel le veau gras en ses cortèges solennels, il avait adorné des couleurs réversibles des « protocoles additionnels ». Que signifiaient ces protocoles ?

Pour le Parlement français, le gouvernement se conformait aux promesses de sa déclaration ministérielle : la France établirait des modifications au traité d'armée européenne, de façon à laisser aux unités françaises leurs qualités spécifiquement nationales, à abolir toutes les entraves qui pourraient, sinon interdire, du moins retarder leur emploi outre-mer.

Pour nos partenaires, et surtout pour les Allemands, nous voulions purement et simplement réintroduire par un biais le principe de la discrimination entre les contingents européens, principe exactement contraire à l'égalité supranationale sur

laquelle était fondée la machinerie complexe édifiée par les techniciens diplomatiques et militaires du comité intérimaire.

Jamais les deux visages de Janus n'ont pu se faire face. Comment alors parviendrait-on à concilier les deux interprétations également plausibles du sens des protocoles additionnels ? On n'y parvint pas. M. van Zeeland, qui présidait, s'entremit entre le chancelier Adenauer et M. Georges Bidault, dont les échanges de vues furent au moins glaciaux, pour que le communiqué final reflétât une unanimité factice. Et, dans les faits, les ministres renvoyèrent au comité intérimaire le soin de trouver le compromis impossible si l'un des deux camps ne cédait pas.

Mais la discorde était dans notre camp. M. Alphand avait compris que la France devait cesser de faire des protocoles une condition *sine qua non* à la ratification du traité, puisqu'il apparaissait clairement que nos associés n'en tiendraient pas compte dans les débats de leurs parlements nationaux. M. Bidault, au contraire, tenait, — mais ce souci s'inscrivait dans ses préoccupations de politique intérieure, — que nous ne devions pas changer une virgule à la rédaction de ces fameux protocoles, devenus dans l'intervalle des « textes interprétatifs ». Le Comité intérimaire devait aller très vite. Nous écrivons ces lignes le 20 mars. Depuis vingt jours, l'absence volontaire des principaux représentants allemands au comité en a paralysé les travaux.

Cette carence est un stratagème du chancelier. Elle lui a permis de soumettre le projet de loi sur l'armée européenne en troisième lecture au Bundestag sans avoir à faire état des textes français. Elle fera mieux ressortir encore à Washington que la France montre vraiment trop de « mauvaise volonté » et ne sait qu'imaginer pour retarder la naissance de cette Europe qu'on croit liée à un instrument militaire.

A Rome, les forces qui tendaient à vider de tout son contenu idéal la communauté européenne, telle que l'avait pensée M. Robert Schuman, ont fini par triompher. Ce ministre, pour lequel on peut n'être pas tendre parce qu'il n'a pas embrassé d'un égal intérêt tous les champs auxquels aurait dû s'appliquer son activité, a du moins été le seul homme d'État véritable de France depuis 1945. Il avait des « conceptions » globales dont il pensait lui-même et disait dans l'intimité que leur application serait l'œuvre de deux générations.

Ses partenaires et ses successeurs les ont transformées en « combinaisons » hétéroclites dans leurs rouages et dans leurs fins.

Et ces combinaisons mêmes ont été démontées à Rome et jugées incohérentes. Une armature leur sera substituée dont on ne pressent que peu de choses encore mais le chancelier Adenauer ne doit pas être à court de suggestions concrètes qu'aimera écouter le président Eisenhower à qui, quelques jours avant, les Français seront, une fois de plus, venus demander de l'argent. A la conférence de Rome, les Français et leurs idées vaguement métaphysiques ont été pesés sur la balance du dynamisme européen, de l'utilitarisme militaire, et trouvés légers. De plus en plus, désormais, le chef du gouvernement allemand, quel qu'il soit, infléchira à son gré le fléau de cette balance.

François Courtet.

Offensive générale contre l'idée européenne

Incontestablement, l'armée européenne a transformé plus ou moins provisoirement la route vers l'Europe unie en une impasse assez critique. Désireux d'entourer le réarmement allemand avec un maximum de garanties et d'éviter à tout prix l'entrée directe de l'Allemagne dans l'organisation atlantique, les hommes d'État français, de Jules Moch à Pleven et Schuman en passant par Bidault et Paul Reynaud, se sont trop audacieusement et aussi trop imprudemment attaqués à la parcelle la plus nationale et la plus réservée de la souveraineté, celle concernant l'armée. L'idée européenne paie à présent cette grave erreur psychologique due à la primauté un peu légère que la politique moderne accorde à la tactique et à la construction juridique.

Ne faudra-t-il pas en conclure que l'intérêt de l'idée

européenne exige l'abandon du projet d'armée européenne ? Les défenseurs de l'unité européenne ne feront-ils pas bien en libérant leur idéal d'une emprise trop militaire et nécessairement compromettante ? La logique pure justifierait à ces deux questions une réponse affirmative. Malheureusement, la politique obéit à d'autres lois, plus complexes et aussi plus malhonnêtes. Les adversaires de l'armée européenne pensent, en effet, beaucoup moins à la défense de la souveraineté militaire qu'au sabotage même de l'idée européenne. Dans leurs espoirs, l'échec de l'armée européenne aura de telles répercussions que toute la construction européenne s'écroulera et ne pourra plus être reprise pendant longtemps. Un de leurs porte-parole, qui est d'une sincérité et d'une honnêteté réconfortantes, le sénateur gaulliste Michel Debré, l'a clairement fait entendre en déclarant à une conférence de presse, organisée par le porte-parole du comité des forges, le député Pierre André, que l'armée européenne en tant qu'instrument militaire lui semble peu dangereuse, mais qu'il la combat parce qu'elle prépare en réalité la fusion des nations européennes, et non pas une alliance entre États nationaux restant souverains et indépendants.

Les arguments contre l'armée européenne sont contradictoires et ne semblent guère être plus convaincants que ceux de ses défenseurs. L'aliénation de souveraineté consentie par la France dans le cadre du Pacte atlantique est pratiquement plus grande que celle qui reste encore à redouter de l'armée européenne. Ce n'est pas l'existence d'un commissariat supranational sans droit de veto pour les États-membres qui importe réellement, mais la création d'un état-major commun et l'intégration de l'ensemble des services y compris la fabrication d'armement. Or, cette intégration serait acceptée par l'ensemble des adversaires de l'armée européenne qui y voient la principale garantie contre une politique militaire indépendante de l'Allemagne. La différence entre une alliance

militaire de type moderne avec état-major et services logistiques communs et la communauté européenne de défense envisagée n'est donc pas très grande. Comme toujours, on se bat pour des mots et des notions théoriques; comme toujours aussi, on pense derrière les coulisses à des choses qu'on ne voudrait pas avouer directement en public.

L'armée européenne est ainsi devenue le grand bouc émissaire de toutes les tendances antieuropéennes, qu'elles soient communistes, neutralistes, progressistes, capitalistes, réactionnaires ou maurrassiennes. Les milieux économiques français comprennent trop bien la signification d'un marché unique européen pour ne pas se défendre avec la plus grande vigueur. Le plan Schuman apporta la dissolution du puissant cartel de l'acier, ce que les maîtres de forges n'ont pas encore pardonné à son auteur. Leur espoir intime est l'isolement de la communauté du charbon et de l'acier par l'arrêt de la construction de l'Europe et son écroulement ultérieur, car une telle institution n'est concevable que comme avant-garde et guère comme solution isolée. L'élargissement progressif du marché européen aboutira fatalement à la destruction d'autres cartels français et à la disparition de l'atmosphère de vase clos, qui permet à l'ensemble de l'économie française de s'aligner sur les producteurs les plus faibles et les plus défavorisés. Être contre l'Europe est pour ces milieux une auto-défense contre le courant d'air économique.

Reste à savoir s'il est utile et intelligent de laisser enfermer la construction européenne dans le dilemme de la communauté de défense. Il devrait être possible de séparer l'aspect militaire de la question de son aspect politique, c'est-à-dire poursuivre l'unification politique du continent tout en choisissant pour l'organisation de la défense des formules plus simples, choquant moins les susceptibilités de la souveraineté militaire. Si les deux opérations sont énergiquement menées de pair, ce chan-

gement de tactique n'équivaudrait à aucun abandon sur le terrain européen. Il faudrait évidemment qu'un homme d'État français prenne l'initiative dans ce sens.

En ce qui concerne enfin le réarmement allemand, qui est à l'origine de toutes ces difficultés et peines, il est généralement reconnu comme nécessité inévitable par tout le monde en dehors des communistes et de quelques neutralistes. On a dû passer par la construction un peu artificielle de l'armée européenne pour arriver à ce résultat jugé impossible par les hommes d'État français il y a trente mois, lors de la première demande américaine d'une contribution allemande à la défense. Au début, les adversaires de l'armée européenne condamnaient simultanément le réarmement allemand, aujourd'hui ces mêmes adversaires considèrent en majeure partie la reconstitution de la Wehrmacht comme le moindre mal. Ce renversement des positions est fort curieux. N'éclaire-t-il pas brutalement la mentalité d'une époque qui néglige l'essentiel pour l'accessoire et qui sacrifie presque chaque jour la réalité politique à des apparences juridiques et tactiques ?

ALFRED FRISCH.

Tâches militaires françaises au Viet-Nam et en Union française

La poursuite de la lutte au Viet-Nam pose, dans son aspect militaire, des problèmes qui dépassent le plan technique. Le principe, esquissé dès 1948, énergiquement appliqué depuis 1951, de la création d'une armée vietnamienne destinée à assumer graduellement la charge essentielle du combat, signifie pour l'armée française une modification plutôt qu'une diminution ou

qu'une cessation de ses responsabilités. Or l'aisance avec laquelle nos structures militaires et le comportement de nos officiers s'adapteront à ces nouvelles missions, constituera en quelque sorte un test de notre aptitude à remplir le programme qu'implique le terme même d' « Union française ».

Nous ne mentionnons donc que pour mémoire les problèmes qui se posent pour les autorités vietnamiennes elles-mêmes, mise au combat de l'ensemble des énergies de la nation, amalgame des combattants issus des diverses « sectes armées » et d'autres origines militaires, constitution de cadres, etc., le gouvernement Nguyên-Van-Tam s'applique avec vigueur à les résoudre. Mais cet effort ne prendra tout son sens que si, conjointement, l'armée française apporte à la jeune armée vietnamienne ce que, *pour le moment*, celle-ci ne peut encore tirer de son propre fonds; une gamme complète de techniciens et de conseillers, un complément en cadres surtout supérieurs, un contrôle financier.

Le problème des techniciens et des conseillers semble le moins épineux : ces spécialistes sont sincèrement souhaités et assez largement fournis. Il ne dépend que d'eux d'être admis et écoutés : ici doivent prévaloir des qualités humaines, le tact, la discrétion, l'art de proposer et non d'imposer ses services. Beaucoup de Français, surtout parmi les jeunes, ont réussi et réussissent encore à se rendre, de la sorte, selon l'expression même de l'un d'entre eux, « indispensables en s'effaçant ».

Le problème des cadres est déjà plus ardu; il met en jeu, en effet, sur le plan militaire, l'autorité directe alors que nous avons renoncé à celle-ci sur les plans politique et administratif. Cependant, aux échelons subalternes, les choses s'arrangent le plus souvent : l'épreuve du feu assure la camaraderie, l'estime réciproque, la consécration immédiate des vrais chefs; déjà se nouent, de la sorte, de solides amitiés de soldats entre Vietnamiens et Français. Mais l'armée vietnamienne aura de moins en

moins besoin de cadres subalternes français. En revanche, à mesure qu'elle se développe, il lui faut davantage de cadres supérieurs qu'elle ne peut improviser. Chefs de bataillons, commandants de régiments et de brigades, officiers d'état-major devront en grande proportion être fournis par la France, pendant longtemps encore. Mais les choses ici se compliquent : l'épreuve bienfaisante du feu joue plus rarement, de plus loin, ou pas du tout; les personnalités plus mûries sont moins souples, moins aptes au dépaysement psychologique, parfois même moins généreuses. Pourtant il serait plus nécessaire encore, pour faire accepter une autorité d'échelon plus élevé, que ces officiers supérieurs ou généraux, prêtés par l'armée française, s'incorporent plus profondément, plus réellement, à l'armée vietnamienne.

Les magnifiques exemples d'adaptation psychologique et morale, voire de mimétisme, prodigués de tous temps par nos cadres des troupes d'Afrique, marquent la voie qui devrait être suivie; mais cette voie est moins aisée qu'au Maghreb dans un pays dont la vieille civilisation et la langue difficile ne semblent pouvoir être assimilées que lentement, surtout par des hommes déjà âgés. D'autre part, les traditions des troupes coloniales sont moins favorables à ce mimétisme des cadres que celles des troupes d'Afrique — dont une bonne part, il est vrai, sert aujourd'hui en Extrême-Orient et y conserve ses dispositions habituelles. Peut-être faudrait-il envisager, pour marquer cet effort d'un symbole qui le faciliterait, l'adoption de l'uniforme vietnamien par les cadres français ainsi prêtés? En tout cas, ce problème d'une adaptation psychologique est primordial, si nous manquons à le résoudre, la collaboration militaire dans l'Union française, la solidarité des armes qui doit constituer un des nerfs essentiels de cette institution en devenir, risquent de ne jamais prendre la forme profonde et durable qui assurerait la solidité et la souplesse de l'édifice.

Enfin, le problème d'un contrôle financier des forces

vietnamiennes ne saurait, si délicat qu'il soit, être éludé. Il nous faudra même, ici, solliciter de la part de nos associés vietnamiens une souplesse d'adaptation et une générosité analogues à celles que, ci-dessus, nous exigions des cadres supérieurs français appelés à servir dans l'armée du Viet-Nam. On ne peut le dissimuler : la mise sur pied, à un rythme accéléré, d'une force aussi considérable que l'armée vietnamienne en cours de formation, constituerait, dans tous les pays du monde, l'occasion d'innombrables faits de gabegie, de prévarication et de concussion; à plus forte raison dans l'atmosphère de l'Asie du Sud-Est. Et les cadres vietnamiens, dans l'ambiance de leur propre pays, sont moins aptes à résister à ces tentatives et à les contrebattre que ne pourraient l'être des cadres européens. C'est dire que le contrôle financier de l'armée vietnamienne, indispensable si l'on veut éviter de renouveler au Tonkin une expérience Tchang Kai-Tchek, ne semble pouvoir être assuré que d'un contrôle technique, pour le compte du gouvernement vietnamien. Mais l'indispensable indépendance d'un tel contrôle risquera cependant d'éveiller des susceptibilités nationales. Il faudra que nos alliés et associés vietnamiens prennent sur eux pour les dominer.

Sur le plan, technique en quelque sorte, de la lutte en commun, la nouvelle solidarité de l'Union française impose ainsi des devoirs nouveaux, des efforts d'imagination et de volonté, des sacrifices réciproques. La tâche urgente de construction de l'armée vietnamienne nous permet de clairement apercevoir quelques-uns de ces nouveaux devoirs concrets d'aspect peut-être surprenant (signe que la période coloniale est bien dépassée). De l'accomplissement de ces devoirs dépendra non seulement l'issue de la lutte au Viet-Nam, et la relève complète des forces françaises, mais l'avenir même de l'Union.

Est-ce à dire que, même s'il est fait face intelligemment et courageusement à ces nouveaux problèmes, le

succès des armes franco-vietnamiennes puisse être escompté dans un avenir rapproché ? Il est difficile de faire, en pareille matière, des précisions. Il faut cependant souligner, dans le Sud, les rapides progrès de la pacification, qui permettent d'envisager à plus ou moins bref délai la passation complète de ce théâtre d'opération à l'armée vietnamienne. Les choses sont moins avancées dans le centre vietnam. Au nord enfin, des opérations de grand style, absorbant des forces considérables, contre le gros des divisions vietminh, doivent se conjuguer avec la pacification du delta du fleuve Rouge, singulièrement plus ardue en raison de la proximité du front. Dans ces conditions, une relève complète du corps expéditionnaire français ne peut être escomptée avant de longs mois; mais elle cesse d'être du domaine de l'irréel, ce qui est **déjà beaucoup.**

GEORGES LUZY.

Quelque chose au Chili...

Le général Peron s'est donc rendu au Chili, quittant ainsi le territoire de l'Argentine pour la première fois depuis son accès au pouvoir. Deux discours retentissants ont exprimé le sens que le gouvernement argentin entendait donner à ce voyage : avant son départ, Peron a renouvelé ses propositions d'union latino-américaine; à son retour, il a demandé aux Argentins de considérer désormais les Chiliens comme leurs compatriotes.

Beaucoup de bruit pour rien! Le Chili s'est bien gardé d'attribuer à la visite de Peron une aussi vaste portée. Les offres d'union latino-américaine n'ont pas trouvé d'écho à l'ouest de la Cordillère, dans la presse encore moins que dans les sphères gouvernementales. Certains journaux ont à peine signalé la venue du dictateur argentin. Le seul résultat con-

cret de la visite est la signature d'un accord instaurant une union douanière et développant les relations ferrovières entre les deux pays. Premier pas vers une union plus complète ? Peron le voudrait; mais l'opinion chilienne ne l'envisage pas ainsi. Au reste, cet accord ne fait que reprendre les termes d'un accord antérieur, rejeté jadis par le parlement chilien.

Quant au gouvernement d'Ibanez, il attendait surtout de Peron un appui électoral. Devenu président de la République chilienne, le général Ibanez, dont les sympathies pour le justicialisme sont connues, cherchait un parlement où ses partisans fussent en majorité. La venue du leader justicialiste devait aider sa propagande électorale. Nouvel échec; les élections qui viennent d'avoir lieu donnent la majorité aux partis antigouvernementaux.

Bref, le voyage se solde par deux échecs. Ibanez n'a pas l'enthousiasme de Peron envers le projet d'union sud-américaine; la position du président chilien est moins forte qu'elle ne l'était à la fin de 1952. Le Chili n'est pas prêt à entrer dans l'orbite de l'Argentine; il est probable, étant donnée la composition du nouveau Parlement chilien, que celui-ci rejettera l'accord d'union douanière que les Chambres argentines se sont, elles, empressées de ratifier.

Peron mettra-t-il une sourdine à sa propagande ? Il ne le semble pas, et l'on attend prochainement un nouveau discours [1] sur sa visite au Chili. Est-ce à dire qu'il compte sur des éléments chiliens plus enthousiastes et moins réalistes qu'Ibanez ? Il se pourrait, et l'on doit se demander s'il ne se prépare pas quelque chose au Chili...

Le Brésil, qui, jusqu'à présent, avait feint de ne pas entendre les déclarations de Peron, a, cette fois, fait connaître officiellement et par la bouche du ministre des Relations extérieures, son opposition à une fédération sud-américaine.

JEAN BOANERGE.

1. Ce discours a été prononcé le 21 mars devant les Chambres argentines réunies. Le général Peron a renouvelé ses appels à l'union de l'Amérique latine.

Naissance de la couleur

Jean Renoir est bien gênant. Son « fleuve » avait surpris mais il n'avait pas convaincu; sa force était par trop sa faiblesse. Essayer d'imaginer *Le Fleuve* en noir et blanc était alors difficile, car le scénario, cette histoire d'amour enfantin, manquait de force, mais la couleur sauvait tout. Depuis Renoir s'est enhardi et *Le Carrosse d'or* vient de prouver *Le Fleuve;* dans le carrosse la couleur n'est qu'un élément du succès et non plus l'Élément. Si son histoire se passe en Amérique du Sud, il ne nous en montre que les hommes et il refuse le crédit accordé à l'exotisme; alors que dans *Le Fleuve...*

Il est bien gênant de montrer que l'univers cinématographique de la couleur c'est autre chose qu'un verre de tisane aidant à avaler la pilule. Jusqu'à présent on n'employait celle-ci que pour un film d'exotisme, de reportage, de western, de cape et d'épée, ou bien encore pour un monstrueux récit biblique. Dans les deux premiers cas il s'agissait de rendre le plus fidèlement possible et sans grands efforts ce que l'on voulait faire croire et, pour les autres, on cherchait une féérie de couleurs pour masquer l'incroyable. Quant au reste, le film sérieux, le film à thèse, le film œuvre d'art, il était bien évident que son univers naturel était noir et blanc.

Pourquoi ce choix accepté par tous? Le noir et blanc techniquement, fut une erreur; Niepce, inventeur de la photographie, attendait une image en couleurs. Le cinéma ne disposant que d'une image noire et blanche, le miracle voulu qu'artistes et spectateurs n'en imaginèrent bientôt plus d'autres. Et ce manque de couleurs fut bien pratique. Le théâtre est un art d'abstraction qui peut tout dire, faire tout imaginer même et surtout sans aucun décor, sa vérité naît dans la vérité de la présence du visage humain. Au cinéma, toute abstraction trop forte devient gênante car elle manque de vérité, elle s'ajoute à celle fondamentale : l'abstraction de ce visage d'homme. En effet, si un metteur en scène veut susciter quelque intérêt, il faut que chez le spectateur l'émotion soit supérieure à ses facultés critiques, sinon il ne croit pas. Or celles-ci sont bien plus développées au cinéma car le

visage humain qui, au théâtre, faisait l'élément de base du ragique ou du comique, a été subtilisé au profit de son mage. Dès le début les artistes comprirent et au lieu d'en-gager la lutte de la vraisemblance sur l'unique terrain de la vérité humaine, ils disposèrent un peu partout des détails-décors qui, par une succession rapide, ne donnaient pas l'illu-sion de la simple toile de fond escamotable mais celle de la vie. Ces détails qui accrochaient l'œil, annihilaient plus ou moins la résistance des spectateurs et leur permettaient de s'identifier au drame, suprême étape de la non-résistance. Mais ces détails sécrétaient leurs propres poisons car si le film voulait se présenter comme autre chose qu'un fait réel ou vraisemblable, le détail devenait accusateur.

Le film en couleurs, par sa propriété de rendre plus réelle l'imitation du modèle, complique ce problème. Sans parler de la période de flottement nécessitée par l'assimilation de cette nouvelle technique, le passage muet-sonore ne se fit pas sans accrocs. Voici venir le temps du détail trop vrai, le spectateur ne peut plus maintenant se retrancher derrière l'arbitraire du procédé; avant, d'une série de notions de détails le spectateur créait une vérité humaine, maintenant plus qu'un petit effort vers le relief et nous aurons le détail. L'homme-image avant était qu'une notion arbitraire d'homme, voici venu le temps de l'illusion complète. On comprend les réticences des artistes et des spectateurs devant la couleur, la dernière limite à l'identification complète du moi avec le héros est en train de tomber. Les Russes l'ont bien compris qui, très tôt, perfec-onnèrent l'ovcolor pour rendre plus vraie l'image fabuleuse du kolkhose ou de la bataille de Stalingrad.

La couleur apporte aussi une nouvelle espérance au cinéma. Si celui-ci reste aux mains de certains techniciens, il risque de devenir du Grand-Guignol : *Le Troisième homme,* mal-gré ses qualités, mis en couleurs deviendrait pathologique-ment obscène. Mais si l'effort de représentation perd de son importance, le cinéma ne va-t-il pas s'orienter vers une plus grande abstraction et s'éloigner de son caractère fondamental, la représentation de l'homme. Il peut aussi, aux mains de certains artistes plus poètes et peintres que littérateurs, deve-nir un plaisir uniquement sensuel, comme *Le Carrosse d'or* l'est en partie.

André Causse.

AZIMUTS

Je me sens aujourd'hui une âme d'Antigone et contribuerais volontiers à donner les honneurs d'une sépulture décente à des morts, à des fantômes morts à la tâche de hanter les revues sérieuses. Certains confrères, pardon, certains maîtres, refuseront qu'ils soient défunts, d'autres interdiront peut-être qu'on les enterre. Si mon autorité n'était si marginale, j'ordonnerais que les directeurs de revues donnent de la place aux jeunes fantômes et envoient ceux qui ont fait leur temps dormir ailleurs leur provisoire dernier sommeil. Ce feu pour le Droit-naturel-des-fantômes-défunts-à-être-enterrés, je l'ai senti en relisant dans *Theological Studies* (septembre 1952, pp. 419-432) une note intéressante et documentée du P. Paul Henry, S. J., sur « la philosophie chrétienne de l'histoire ». Le vrai titre de cette conférence donnée à Oxford pourrait être : Unité et diversité des théologies christiano-européano-continentales de l'histoire.

A mesure que j'avançais dans sa lecture, je me sentais pousser au bout des doigts un goupillon; et ce n'était pas un goupillon de chrétienté latine, avare de ses eaux; je rêvais d'un goupillon de chrétienté nordique, une tête de loup à manche court et vraiment hydrophile, capable d'exorciser d'un coup une légion de généralités, et de donner au *Requiescant in pace* une efficacité définitive.

Bien sûr, l'homme est un animal qui généralise. Il s'épargne ainsi beaucoup de peine et s'offre des plaisirs passionnés. Interdisez les généralités, et cesseraient ces échanges qui alimentent les revues et les Semaines, où il faut voir une si noble expression de l'instinct social. Il y a certes des généralités utiles; celles qu'on fait soi-même. Mais celles des autres sont souvent discutables. Et en particulier je me sens, *servatis servandis*, comme

Don Quichotte devant les moulins à vent, en face de certaines généralisations dites historiques, et qui, passées de bouche en bouche et d'article en article, durcissent en perdant tout contour historique et ne relèvent plus au bout du compte que du portrait de type, forme inférieure de l'art abstrait. Tel est le sort, me semble-t-il, de notions comme la vision hellénique ou judéo-chrétienne du monde, le pessimisme grec, l'optimisme chrétien, l'eschatologisme et l'incarnationisme, l'individualisme grec, le « socialisme » judéo-chrétien. La philosophie de l'histoire, lieu géométrique de ces parallèles, en arrive à se dispenser, me semble-t-il, d'être historique : ou du moins elle fait l'Histoire, sans faire de l'histoire.

Le P. Henry, donc, après une bibliographie soignée des notables chrétiens, catholiques, protestants, orthodoxes, qui, sur le continent, ont traité de la théologie de l'histoire donne les principales lignes de convergence et de divergence de ces théoriciens.

Tous ces auteurs, malgré leurs divergences... admettent unanimement que le christianisme seul a donné et peut donner un sens à l'histoire, et qu'en dehors de la révélation judéo-chrétienne ou de l'Islam (qui est dans une certaine mesure une hérésie chrétienne) il n'y a pas de philosophie de l'histoire... Il peut y avoir une physique de l'histoire qui analyse ses lois et découvre ses constantes, mais il n'y a pas de progrès — on peut dire que le temps n'existe pas, ni dans la destinée collective humaine, ni dans la destinée individuelle. Qui plus est, en Grèce comme en Inde, la philosophie pure, la métaphysique ne sait rien d'un devenir, d'un temps, d'une évolution. Indépendamment du fait chrétien, il n'y a pas d'histoire au sens objectif, c'est-à-dire, il n'y a pas de direction dans le développement des événements ou des structures historiques. Indépendamment de la pensée chrétienne, bien qu'elle puisse parfois être déformée et, de fait, reniée, il n'y a pas de connaissance historique qui puisse être élevée au niveau d'une philosophie de l'histoire, où l'on puisse trouver le sens de l'histoire. Voilà certainement une affirmation imposante et étonnante. C'est une thèse qui réclamerait des nuances et des précisions. Mais je la pose telle quelle parce que, à

tort ou à raison, elle est la conclusion unanime des auteurs que je viens de mentionner (pp. 421-422).

Puis après une brève indication des conclusions qu'en tirent incarnationistes et eschatologistes, le P. Henry développe et nuance les traits essentiels qu'il vient de prêter à la philosophie judéo-chrétienne de l'histoire, en les opposant à ceux qu'il prête à la philosophie grecque. Sa compétence est reconnue. Mon incompétence hésite néanmoins à retrouver dans son schéma le sentiment que m'ont laissé mes anciennes lectures d'une grande variété dans le temps et l'espace grecs. Sans doute il évoque l'art et la littérature historique. Mais peut-être plotinise-t-il la philosophie grecque. Lui aussi me paraît chercher refuge et salut dans l'Idée plutôt que dans la réalité et l'évolution de l'hellénisme. Il y a eu des philosophies nombreuses, depuis les cosmogonies primitives. Et à côté des sagesses des écoles, il y a eu les philosophies des anonymes, les religions mystériques ou gnostiques; relèvent-elles ou non de l'hellénisme et, si non, pourquoi? N'est-ce pas en introduisant dans l'histoire et la géographie grecques une discrimination et une logique qui leur sont étrangères qu'on définit et la philosophie, ou la pensée, et l'hellénisme par tels critères nécessaires et suffisants?

Pareillement c'est faire preuve d'une grande générosité que de prêter au catholicisme ou au christianisme une philosophie de l'histoire, ou une théologie du progrès. La foi chrétienne, la foi juive sont fortement marquées par l'histoire : le P. Lambert le rappelle dans un remarquable article de *La Nouvelle Revue théologique* (mars 1953, pp. 252-282) sur la Création dans la Bible. Mais autre chose la foi dans la maîtrise de Dieu sur l'histoire, la foi dans les interventions passée et future du Christ, autre chose une philosophie chrétienne ou une théologie de l'histoire, capable d'interpréter le présent ou le futur comme elle interprète le passé. Même dans

l'Ancien Testament, se discernent, comme l'indique le P. Lambert, plusieurs théologies de l'histoire qui ne sont pas conciliables sans effort. Et de la révélation prophétique, donnée en surimpression par Dieu qui est le Maître de l'histoire dans les deux sens de Seigneur et d'Interprète, comme le rappelle le P. Henry (p. 427), je crois difficile d'extraire vraiment une philosophie qui puisse concurrencer le marxisme par exemple sur le terrain pratique. Les activités divines et diaboliques sont, pour nous, des mystères, qui se manifestent par des à-coups, des interventions de l'Esprit dans l'Église ou dans les âmes dont il est difficile d'extraire un corps de lois tactiques ou de prévisions spéculables. La seule histoire vraie de l'Église et du Monde, la seule théologie légitime de l'histoire en ce sens, ne sera accessible qu'aux élus de la Parousie.

Et en ce qui concerne la comparaison entre les philosophies de l'histoire, je me demande si l'on ne pourrait pas, entre la philosophie dite grecque et la philosophie dite judéo-chrétienne, introduire un moyen-terme qui serait une philosophie helléno-chrétienne de l'histoire, quelque peu cyclique, elle aussi, et qui fait du Paradis terrestre avec son bonheur adamique, son lieu de référence privilégié. De plus, lorsque l'on oppose les deux susdites philosophies, grecque et judéo-chrétienne, attribuant à celle-là une dialectique : ici-bas et là-haut, à celle-ci une dialectique : présent-avenir, je ne sais si l'on tient compte de certaines spéculations déjà juives sur l'existence actuelle, là-haut, du monde à venir.

Mais je ne puis m'étendre sur ces questions que je soumets à de plus compétents et non sans craindre pour mon échine. J'aimerais, pour terminer, en venir aux divergences indiquées par le P. Henry, lorsque après avoir marqué l'accord unanime des théoriciens continentaux de la philosophie chrétienne de l'histoire, il schématise les deux conclusions pratiques qui les partagent; l'eschatologisme et l'incarnationisme.

Deux théologies de l'action et de l'attitude chrétienne s'opposent ici. La première peut s'appeler « eschatologique » et tient que le chrétien peut et, dans une certaine mesure, doit se désintéresser de la culture et du progrès humain. La raison ultime de cette position est l'incommensurabilité de la transcendance de la Révélation, gratuité pure passivement reçue. Il n'y a pas d'humanisme chrétien. La figure de ce monde passe, il est éphémère. Au premier abord, de nombreuses affirmations du Nouveau Testament vont dans cette direction et nous invitent, suivant le mot de l'Épître aux Hébreux, à n'être ici-bas que des « étrangers et passagers ».

Ici le P. Henry cite quelques-uns de ceux qui insistent surtout sur la rupture introduite par l'Incarnation et la Croix.

D'autres (les incarnationalistes) plus nombreux, spécialement du côté catholique, — et je me range parmi eux, — pensent que le chrétien ne peut être indifférent aux valeurs naturelles, au progrès humain, ils croient que le chrétien a, non seulement le droit, mais aussi le devoir et donc le pouvoir de travailler de toutes ses forces à la construction d'un monde meilleur, la substructure naturelle d'un monde spiritualisé par la Grâce. Il a confiance dans la raison, la pensée, l'action humaine, insérée dans le Christ...

Ici le P. Henry fait appel au Nouveau Testament, en particulier au chapitre 8 de l'Épître aux Romains.

Je crois que dans cette ligne de pensée on doit dire que tout progrès technique, toutes les conquêtes de la science, toutes les expressions de l'humain dans l'art et la littérature demeureront à jamais inscrites dans le corps de l'homme, ce corps qui dans et par le Corps du Christ est promis à la résurrection. Le Cosmos même, qui est comme le corps du corps de l'homme et du chrétien est donc invité à une transformation glorieuse. Cela, me semble-t-il, justifie une morale d'insertion complète dans toutes les tâches qui sont proprement humaines et réservées pour l'humanité. Le chrétien ne peut se désintéresser du monde, parce que ce monde ne disparaîtra que pour être transformé en « de nouveaux cieux et une nouvelle terre », le milieu naturel et nécessaire de son corps spiritualisé et ressuscité... (pp. 431-432).

Si on me demandait dans quelle catégorie je me range, je répondrais que cela n'a pas beaucoup d'importance : mais à m'en tenir aux critères ci-dessus exposés, je répondrais à peu près comme suit :

A) Je ne me sens pas « eschatologiste », car je ne me désintéresse pas de la culture ni du progrès humain dans le sens où j'entends ces grands mots. — Je ne suis pas incarnationaliste car je me désintéresse de la culture et du progrès humain pour autant qu'on affirme une causalité de ces réalités humaines sur l'avènement du royaume de Dieu.

B) Je ne me sens pas eschatologiste, car j'accepte qu'il y ait un humanisme chrétien, au sens où je crois que des saints et des artistes l'ont réalisé, sans le vouloir, chacun à sa façon, et d'une façon contradictoire à celle de plusieurs de ses voisins. — Je ne suis pas incarnationaliste, parce que je crois qu'il n'y a pas d'humanisme chrétien définissable *a priori,* ou même *a posteriori.*

C) Je ne suis pas eschatologiste, car je crois qu'il faut améliorer le sort de nos frères humains, et que c'est « une expression de la charité ». — Je ne suis pas incarnationaliste, car je ne crois pas qu'il faille améliorer le sort de nos frères humains en fonction de la vie chrétienne : les conditions sociologiques n'ont pas grand chose à voir avec la vie théologale, encore qu'elles puissent rendre plus commodes les raffinements juridiques et moralisants nés des expériences de chrétienté.

Mais je suis eschatologiste en ce qui concerne le cosmos, car je ne vois pas exactement ce que veut dire « s'intéresser au monde parce que ce monde ne disparaîtra que pour être transformé en de nouveaux cieux et une nouvelle terre ». Je ne vois pas comment ce monde peut être transformé s'il disparaît, et, d'autre part, mon imagination manque de puissance à se figurer ce que sera ce monde où il n'y aura plus de mer (Apoc., 21).

C'est un peu ma sympathie pour les marins qui m'empêche d'être incarnationaliste : alors que tous les progrès techniques et scientifiques seront, pour le P. Henry (p. 431), inscrits pour toujours dans le corps de l'homme, seuls les pauvres marins d'eau salée et d'eau douce, et saint Pierre avec eux et pas mal d'apôtres, verront leurs efforts frustrés de leur perdurable accomplissement, puisqu'il n'y aura pas même de piscine pour les corps glorieux.

Bref, je dirai que dans l'histoire, dans la réalité concrète il est très difficile de saisir la différence entre l'action d'un chrétien eschatologiste et celle d'un chrétien incarnationaliste. Peut-être les eschatologistes sont-ils plus nombreux parmi les saints, et les incarnationalistes, plus nombreux parmi les théologiens. Il est vrai que l'incarnationalisme est d'une invention récente et qu'il demandera un tel temps pour rechercher ses justifications théorico-historiques qu'il n'en laissera guère pour l'action. Ce qui me plaît, par contre, chez les eschatologistes, c'est qu'il y a moins de mythes, moins de généralités, et qu'ils exposent moins leurs disciples aux dangers de désillusion.

A ceux qu'intéresseraient les sujets récemment traités ici, je signale sans plus, faute de mieux, une série d'articles ou de numéros de revues. *La Nouvelle Revue théologique* nous en propose plusieurs; en décembre 1952 : « Vocabulaire biblique et vocabulaire théologique », du P. Chenu; en janvier : « Eschatologie et engagement chrétien », du P. Didier; « Missiologie et acculturation », du P. Charles; en mars : « L'origine de l'univers selon la science », du P. Mersch; et surtout : « La création dans la Bible », du P. Lambert. — *Documentos* a tout un cahier sur « L'efficacité temporelle du christianisme », dont le meilleur exposé, du P. Congar, a paru dans la *Revue Nouvelle* de janvier. *Économie et humanisme* a également un cahier spécial sur « Aspects de l'U.R.S.S. », et *Lumière et Vie* sur « La crise de la Morale ».

A.-Z. SERRAND.

Chroniques

LES ARTS

Les belles images

Ces « belles images », ne sont-ce pas celles que la trépidante vie artistique parisienne propose abondamment à notre curiosité ? En choisir quelques-unes est une rude épreuve, tant il en serait d'autres méritant quelque louange ou commentaire.

Cependant il y a de vraies « images » : « l'image de Toulouse », au Musée national des Arts et Traditions populaires, nous promène parmi les siècles — la plus ancienne pièce de l'exposition est de 1626, exécutée pour la Confrérie de Saint-Aley, et les plus récentes de la première moitié du XIX^e^ siècle — des graveurs célèbres en leur temps aux ateliers renommés dont les artistes, anonymes, nous sont inconnus, et parmi les sujets très traditionnellement goûtés du peuple de jadis, les images de saints, de scènes pieuses, avec leurs attributs et leur iconographie bien connus, parfois naïvement interprétés; ou les événements qui frappèrent l'imagination, comme cette girafe de 1827, présent du pacha d'Égypte à Charles X et qui voyagea jusqu'au Museum! Toulouse, centre culturel important, — ne vit-on pas voici quelques années une exposition à l'Orangerie sur le thème : l'âge d'or de la peinture toulousaine ? — posséda une riche activité dans le domaine de l'imagerie, sachant emprunter sans copier aux régions extérieures : Notre-Dame-de-la-Treille de Lille, relations avec le monastère de Montserrat, influences italiennes, sachant aussi mettre en relief ses merveilles propres, comme le « Moulin du Bazacle »,

élevé sur la Garonne dans la ville même et que bien avant Rabelais déjà on mettait en beauté sur un pied d'égalité avec Saint-Sernin! Bois de poirier gravé en épargne, coloriage au pochoir ou à plusieurs bois... Intérêt technique, historique, s'ajoute à la valeur d'art de ces œuvres du passé.

Vraies images aussi, du même esprit, mais d'une branche nouvelle : ces coloriages militaires, nés vers 1750, florissants surtout sous les Napoléons, apanage des éditeurs de l'Est et de Paris. Images d'Épinal, mais aussi de Strasbourg, Metz, Wissembourg, Nancy, que le Musée Galliera nous présente sous le titre *Napoléon par l'imagerie populaire,* prêtées par le collectionneur André Dupuis.

Ce sont encore de belles images que les œuvres du peintre Walch (1898-1948), né à Thann et marqué des couleurs vives de sa province, un peu autodidacte, un peu touché par le cubisme, qui concevait d'abord son tableau comme une harmonie abstraite de taches de tons purs et vifs, de lignes simples, rectilignes ou circulaires, et qui entre ces mailles laissait se développer le monde sensible tel que son âme le créait. Paysages, figures, tout est de l'artiste et non de la nature. Séduisant et solide — ne prouva-t-il pas en sculpture sa qualité de plasticien ? — l'art de Walch est de pure tradition française : le cœur d'un poète dans la conception cartésienne de la structure, avec le goût le plus sûr.

Le sens de l'image, nous le retrouvons, sans intention péjorative, dans *Le paysage anglais de Gainsborough à Turner* (Orangerie). Déception pour ceux qui se souviennent de l'admirable exposition de la peinture anglaise des XVIII^e^ et XIX^e^ siècles qui eut lieu en 1938 au Musée du Louvre, elle n'en est, si l'on ose dire, que plus caractéristique. En effet, celle de 1938 s'étendait sur un temps plus long, à des sujets divers et comportait trois cent vingt-huit pièces contre quatre-vingt-dix-huit. Celle de 1953 montre cet aspect particulier du paysage : si de tous temps le Britannique eut le sentiment de la nature, toujours présente dans ses goûts romantiques, depuis Ossian jusqu'à nos jours, illustré par l'engouement dont toujours ont joui les « écrivains de nature », la représentation picturale du monde extérieur, du paysage, ne prit naissance en ce pays qu'au XVIII^e^ siècle. Car la peinture anglaise, très en retard sur celle des pays d'Europe, en était largement tributaire. Les premiers paysagistes — hormis les

« portraitistes de châteaux » — virent la campagne à travers les peintures étrangères. De ceux-ci, Gainsborough suivit Jacob Ruysdael, Wynants, puis Le Lorrain; James Ward, Rubens; John Crome, les maîtres des Pays-Bas; Richard Wilson, Le Lorrain, Le Poussin, Rosa. Ce fut d'ailleurs chez eux une vocation véritable car leurs œuvres laissaient indifférents leurs concitoyens et ils durent vivre du métier de portraitiste. Cependant ces « images d'images » surent prendre un style personnel et original et par un juste retour, non seulement le génie de Turner marqua dans une mesure encore mal connue la naissance de l'impressionnisme en France, mais des peintres de talent comme Stubbs et Ward influencèrent Géricault et Delacroix; Constable eut une part importante dans l'esthétique de l'école de Barbizon; Bonnington passa non sans conséquence une importante partie de sa vie en France. Voilà en quoi cette exposition peut et doit nous intéresser. Et aussi par le fait que le goût anglais qui présida à son choix, assez différent du nôtre, nous fait justement sentir et comprendre par son étrangeté même un aspect authentique et fondamental du caractère de nos amis d'outre-Manche.

Tant il est vrai que les images nous aident souvent à prendre conscience de réalités mal entrevues! Ainsi le salon des *peintres témoins de leur temps* (Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris), sur invitations, nous révéla — en partie à tort, croyons-nous — que le dimanche est pour le Français de 1953 un jour bien ennuyeux. Ce thème imposé n'a donné lieu, pour les quelque cent artistes appelés, à aucun chef-d'œuvre. Nombre de tableaux sont en eux-mêmes satisfaisants; l'ensemble est assez déprimant, ennuyeux. Rien de tonifiant, de joyeux, de reposant ne se manifeste à la visite de ces accrochages monotones. Combien d'artistes sont passés à côté du sujet ? Combien ont dû tricher, lorsque le thème n'éveillait en eux aucune flamme ? Il est symptomatique que le dimanche n'apparaisse chez aucun comme le jour du Seigneur. La seule composition de Rigal, une messe dans un style divionniste très vieillot; l'église de Buffet, celle de Rouault, la procession du dimanche des trépassés de Durel n'apportent rien. Si seulement les plaisirs profanes étaient de véritables plaisirs. C'est d'ailleurs cette outrance qui nous fait affirmer que les peintres témoins de leur temps ont cette fois manqué leur

vocation de témoins; l'exposition du « travail » voici trois ans était tout de même plus représentative et plus dynamique!

N'est-ce pas un crime de lèse-majesté artistique que d'appeler « images » les œuvres du début du *cubisme*, magistralement choisies et présentées au Musée National d'Art Moderne? De 1907 à 1914, de cette époque héroïque interrompue artificiellement par la guerre — et nous verrons quels en furent les heureux effets — aucune œuvre importante n'a été négligée : on en peut même voir quelques-unes très secondaires. Et cependant, ce sont bien des images du monde que souhaitait donner le *cubisme*. Images fidèles, plus fidèles que les autres puisque fidèles à la structure, à l'être profond plutôt qu'à l'aspect superficiel et accidentel. Dans cette exposition on prend conscience de ce que fut, entre 1907 et 1914, la naissance, la découverte de ce que M. Jean Cassou, dans la préface du catalogue, appelle : un des grands styles de l'histoire de l'art. Le catalogue, année par année, donne une chronologie des événements marquants du *cubisme*. On peut y remarquer ceci :

D'abord, le *cubisme* n'est pas né comme une théorie toute armée et casquée du cerveau d'un peintre spéculatif, il a commencé par des œuvres. Ces œuvres, sans doute sont-elles sollicitées par l'époque : les Fauves viennent de jeter leurs plus beaux feux, Cézanne à l'influence déjà grande, vient de mourir en 1906, l'art nègre est révélé à quelques amateurs et esthètes. Sans doute aussi, après la rencontre Braque-Picasso en automne 1907, après le regroupement de nombreux autres artistes autour de cette nouvelle façon de peindre, à la suite des discussions passionnées du Bateau-Lavoir ou de l'atelier de Villon à Puteaux, les artistes eurent-ils besoin de se dire clairement non ce qu'ils avaient cherché, mais ce qu'ils avaient trouvé, tandis que des esprits plus théoriciens construisaient déjà des conséquences plastiques de ces trouvailles.

École, mouvement, il fallait bien que le *cubisme* le fût, par simple effet de la pesanteur qui devait mettre de l'ordre dans toutes les richesses d'hommes et d'idées qu'il brassait. L'existence de ces hommes, de ces idées, engendre spontanément des articulations, des forces d'attraction et de répulsion, toute une structure à la fois gravitationnelle et causale. Mais là n'est pas l'essence du *cubisme*. Nous le voyons mieux, d'ailleurs, parce que la guerre en 1914 le sauva du charançonnage

des théoriciens, lui fit garder quatre ans son vrai visage et son efficacité. Et lorsque reprit, avec la vie artistique de la nation, le fil des expériences antérieures, les hommes sont nouveaux — ou les anciens ont bien changé : la pureté primitive du *cubisme* est sauvegardée parce que ce n'est plus le même, que chacun des éléments humains de cette « rencontre » prodigieuse a évolué dans son sens. Il n'y a plus d'école, elle s'est évanouie en son bas-âge. Il n'y a plus que des conséquences d'école, qui sont étrangement diverses et fécondes à leur tour. C'est au fond parce que le *cubisme* est en puissance depuis toujours dans certains esprits créateurs. C'est une manière de penser l'art, c'est une dialectique. Pour cela, le *cubisme* correspondit au plus réaliste des arts, celui qui veut pénétrer le plus loin dans la structure de l'objet, celui qui veut le réduire à ses facteurs premiers, et en même temps celui qui put apprendre à jouer de ces facteurs pour eux-mêmes, et ainsi promouvoir une branche essentielle de l'abstraction.

L'exposition du Musée d'Art Moderne permet également au visiteur de reconnaître pour son propre compte que tous les problèmes plastiques rencontrés par les artistes ont trouvé là, tant à titre individuel que collectif, des solutions inspirées du nouvel esprit. Elle est profondément instructive, grâce aussi au catalogue clair et analytique, auquel M. Jean Cassou a donné une préface qui constitue un des plus beaux textes qu'on ait écrits sur le *cubisme*. Bien plus que l'illustration d'une théorie, on y rencontre des œuvres et des hommes.

ROBERT VRINAT.

PHILOSOPHIE

Les chemins de la liberté

1. « Christianisme et Liberté », *Recherches et Débats* (Fayard, 1952).
2. « L'entrée dans l'humain », par I. Meyerson, *Revue philosophique* (1952).
3. *Traité du Libre arbitre*, par Yves Simon (Liége, 1951).
4. *La musique et l'angoisse*, par A. Ponceau (La Colombe, 1951).
5. *La phénoménologie*, par F. Jeanson (Téqui, 1952).

« Je me sens libre », dit le philosophe. Quel philosophe ? Un philosophe occidental et, sinon chrétien, du moins vivant dans un bain d'œuvres chrétiennes, répondent les conférenciers du Centre catholique des intellectuels français[1]. Ne nous montrent-ils pas, par l'histoire des civilisations, que ni l'Inde, ni l'Islam, ni l'Antiquité gréco-romaine ne construisent cette notion de liberté humaine que nous tendons aujourd'hui à imaginer comme « une donnée immédiate de la conscience » ? Ne nous démontrent-ils pas simultanément l'équation : zones occidentales de christianisme, égalent zones de liberté humaine ? Leur démonstration rappelle au philosophe, tenté d'oublier les autres civilisations et la sienne afin d'invoquer son « expérience immédiate », la leçon psychologique de M. Meyerson[2] : « L'homme est suite d'œuvres... L'homme est variété... L'homme est les mondes médiats qu'il construit inlassablement... L'homme est l'agent et le produit d'une histoire... »

Agent chrétien et produit occidental, M. Simon[3] ne s'immobilise guère dans la proposition : j'ai conscience d'être libre. « Un philosophe, écrit-il, n'a pas la permission de s'en tenir à des affirmations d'existence. » Viserait-il une variété moderne

le phénoménologues ? Il atteint la même cible qu'atteint M. Meyerson : cette métaphysique qui se satisfait de chanter comme une litanie la formule augustinienne « L'âme est présente à elle-même ». Ne sait-il pas, en bon disciple de saint Thomas, que pour connaître *ce qu'*est l'âme, « il faut une recherche fort difficile et comportant de sérieux risques d'erreur » ? A l'école de la *Somme théologique* et de ses commentateurs, il édifie une notion du libre arbitre, simple et robuste, au moyen de laquelle il abat en trois temps quelques édifices scolaires et vermoulus du XIX[e] siècle. Premier temps : la liberté n'est pas une infraction au Code de la Causalité, mais une « modalité glorieuse des causes privilégiées ». Deuxième temps : la liberté n'est pas irrationnelle, mais fille de la raison. Troisième temps : la liberté n'est pas indétermination, mais « surdétermination » et constitution déerminée du vouloir.

Mais cette conception de la liberté ne menace-t-elle pas de produire un enfant mort-né en un temps où les sociétés pratiquent l'insémination artificielle de Totalitarisme ? Chrétienne, n'avorte-t-elle pas souvent en pays chrétiens et parfois même dans le cœur des chrétiens ? » La liberté est une tâche pastorale », déclare S. Exc. Mgr Feltin qui conclut le travail des collaborateurs de *Christianisme et Liberté*. « C'est, en effet, une tâche de l'Église de la promouvoir là où elle n'est pas... » C'est donc notre tâche de commencer par la recueillir là où elle est. *Là où est l'Esprit du Seigneur, là est la liberté*, confesse notre foi. Mais où casons-nous, dans notre vie, l'Esprit du Seigneur ? Entre onze heures et midi le dimanche ? Où les enfants de la Servitude préservent-ils contre celle-ci, en terres chrétiennes, une petite place civilisée qui ne semble pas trop indigne de notre Hôte évangélique ? Dans la mécanique normale de l'usine ou dans l'anomalie d'une grève ? Dans le sixième d'une existence muette prise par le « métro » ou dans quelques instants de conversation amicale gagnés au bistro » ? Chaque esclave se sauve de l'esclavage comme il peut : un ouvrier parisien cultive son petit jardin de banlieue, un paysan islandais compose des poèmes, un paysan finnois lit des poèmes, des nègres américains chantent ensemble quelques « blues ».

Amédée Ponceau [4] nous fait entendre à travers la musique russe le verbe de la liberté. « Vêtement pour ceux qui ont

froid », asile à la misère; plainte aussi de celle-ci, « voix d
la soif et de la faim ». Écoutez Moussorgsky; écoutez le chan
d'un peuple asservi qu'il retrouve et recueille. « C'est u
vaste refuge offert... où l'âme en frissonnant se glisse, repren
un bain d'humanité, plonge dans la misère commune, s
repaît de consolation... » Chantent, les haleurs de la Volga
Chante, la peine collective des serfs que la musique exprim
et dont cependant elle délivre. Savons-nous encore chanter
Machine chantante, le Français qui ténorise ou tinorossi
s'asservit au disque et à la radio. Il ne fait plus cette musi
que concertante qui répète « Hommes que vous êtes..., l
reconnaissez-vous que vous êtes hommes ? », il se laisse fair
par une musique qui glorifie alors la victoire de sa moell
épinière sur son cerveau. Le locataire du XX[e] siècle se laiss
faire par le cinéma et les journaux comme par le chant de
phonographes. Il se laisse défaire de son humanité par le
instruments mêmes où il peut vouloir la refaire. Homm
contrefait durant ses loisirs comme durant son travail.

Ne comprend-on pas alors qu'un philosophe (occidental) d
l'existence[5] préfère proposer aujourd'hui, plutôt qu'une m
taphysique de la nature humaine (comme M. Simon) ou un
histoire comparée de l'humanité (comme M. Meyerson), « u
effort pratique d'humanisation » ? « Méthodiquement »,
adopte une « attitude morale ». Avec cette attitude, commen
oserait-il proclamer « je me sens libre », alors que des mult
tudes humaines s'abandonnent à l'esclavage et que lui-mêm
tend à se rendre esclave. Il ne se sent devenir libre que s'
consent à libérer les autres en même temps que soi. L'entr
prise où il s'efforce de se « reprendre » personnellement ne s
détache pas d'une lutte sociale, économique, politique pou
la délivrance de ses semblables. « La recherche de mon propr
« salut », écrit-il, — au sens profane du terme, mais sa
doute serait-ce également vrai au sens religieux, — n'e
qu'un leurre, aussi longtemps que d'autres hommes peuve
me reprocher de le poursuivre à leurs dépens. »

Phénoménologue de la libération humaine, M. Jeanson
le courage en même temps que l'honnêteté de vouloir
libérer de sa phénoménologie. Bonne leçon pour de soi-disa
marxistes apôtres de l'Histoire et dont le chanoine Leclerc
nous montre qu'ils considèrent leur marxisme comme une v
rité absolue, non comme une vérité historique [du XIX[e] si

cle][1]. Pendant sa leçon, M. Jeanson présente et simultanément conteste sa propre philosophie. Comment pourrait-il, sans « mauvaise foi », exposer et imposer objectivement une apologie des dispositions « subjectives » ? Définir comme scientifiquement valable des réflexions qui renvoient « chaque conscience à sa propre responsabilité » et qui ne valent que par les consciences qui en répondent ? Mais la « mauvaise foi » aime à loger chez les penseurs : il y a des individus qui se laissent « porter », voire emporter, par des discours philosophiques (« sans courir le risque d'avoir à les soutenir par eux-mêmes ») comme d'autres par les vociférations d'un dictateur; il y en a qui se livrent au didactisme comme d'autres s'asservissent au cinéma. N'entendez-vous pas un adolescent constater qu'*il est existentialiste* avec la feinte impartialité d'un chimiste qui « constate la présence d'un gaz en suspension dans l'air » ? Il sait qu'il l'est et qu'il ne peut pas ne pas l'être. Il ne peut plus agir de lui-même sur lui-même. Il n'a plus qu'à laisser agir cette philosophie qui le « provoque » cependant à agir.

Diffère-t-il du soi-disant chrétien qui, parce qu'il connaît sa liberté et la liberté d'autrui, se sent justifié de ne rien tenter pour attester celle-là et protester de celle-ci ? Littéralement excusé de ne point les refaire. *Fatalement* libre. Que signifient alors pour lui des expressions comme : se libérer, libérer les opprimés, libération de l'homme ? Il a trouvé sans chercher. Si la cité des baptisés ne paraît pas toujours une demeure de la liberté, n'est-ce point parce que ses citoyens prétendent quelquefois posséder cette dernière sans avoir besoin de la vivre ni de la faire vivre ? Les chemins de la liberté ne passent pas par la maison du pharisien : image de Dieu, il n'a pas à Lui « ressembler »; image du Créateur, il n'a rien à créer; image sans péché, il n'a pas à collaborer avec Jésus pour travailler à la restauration d'une humanité défigurée.

MAXIME CHASTAING.

1. *Penser chrétiennement notre temps*, Téqui, 1952. *La Vie Intellectuelle* a publié deux des essais qui composent ce livre.

THÉOLOGIE

Louis Bouyer : *Newman. Sa vie. Sa spiritualité.* Paris, 1952. Éd. du Cerf. 488 pp.

Il faut lire ce livre lentement. Le curieux qui dévorerait à la hâte les pages du R. P. Bouyer serait probablement déçu. Sa course terminée il aurait l'impression d'avoir peu appris. Il aurait salué au passage quelques textes inédits ou rétablis dans leur intégrité première, mais il resterait sur sa faim, regrettant l'absence de révélations sensationnelles et se souvenant d'avoir lu sur le sujet d'autres livres plus détaillés. Celui qui prendra le temps de lire en paix ce nouveau Newman y trouvera ce qu'aucune autre biographie ne nous avait donné jusqu'à présent : le jugement motivé d'un théologien sur l'évolution religieuse de Newman. Plus encore que dans l'information pourtant de tout premier ordre, ou dans la description pourtant si évocatrice, c'est dans l'appréciation des faits et des hommes que réside le meilleur de ce livre.

Le lecteur peut être au début agacé par des jugements durs, mais après quelques chapitres, l'exposé lui paraît si exact et si profond qu'il ne discute plus, il s'instruit, il partage les colères et les émotions de l'auteur. La première partie du livre est remarquable surtout par l'effort tenté d'une description de la vie profonde de Newman et de ce que chaque événement extérieur y ajoute ou en retranche. Il faut noter d'abord une explication nouvelle du « myself and my creator », découverte par le jeune étudiant prodige de ce que l'autonomie radicale du Moi à laquelle il tenait tant devient un complet non-sens devant Dieu rencontré tel qu'il est. Puis une description de la maladie au cours de laquelle Newman, en Sicile, fiévreux mais terriblement lucide, découvre dans l'exercice de sa volonté propre au mépris de la volonté divine, Satan, en même temps qu'il voit dans cet acharnement du diable contre lui la preuve qu'il a une œuvre à accomplir pour le Christ en Angleterre. Enfin les chapitres qui décrivent l'itinéraire de Newman vers le catholicisme constituent un excellent point de départ pour une étude plus approfondie de telle ou telle démarche. L'*Apologia* n'est pas toujours si claire.

La seconde partie du livre est la plus courte, mais la plus incisive et la leçon qu'elle donne mérite de ne pas être perdue.

On y voit par trop bien qu'il existe d'étranges manières d'être idèle à l'Église et que les plus remuants catholiques ne sont as toujours les meilleurs. Newman, au jugement du . Bouyer, se laissa pendant quelques années impressionner ar les jeunes et violents convertis qui l'entouraient à l'Oratoire. C'est l'époque où il critiqua l'anglicanisme en impioyable dialecticien.

Mais, écrit le P. Bouyer, Newman vit que les triomphes de e genre ne payent pas. « Ils sont des rêves dorés qui prolongent dangereusement un optimisme de cour pour la propre atisfaction du peuple catholique. Mais ils ne font que préciiter l'éloignement non seulement du monde incrédule, mais, e qui est autrement plus grave, des âmes de bonne volonté lont l'esprit et le cœur ont le plus d'exigences légitimes. Jeter es pierres les plus adroitement envoyées à ceux qui demanlent à l'Église le pain de la vérité évangélique, c'est remporter une bien piètre victoire. » (*Op. cit.*, p. 371.)

Newman s'engagera de plus en plus dans une autre voie. Il a travailler à l'éducation des catholiques, soit en les pousant à une révision attentive de leur base d'argumentation, le leur position à l'égard de la philosophie et de la mentalité le l'époque, soit en cherchant à former des laïcs capables de prendre leur responsabilité dans l'Église comme dans l'État our affronter à armes égales l'intellectualité incroyante de 'époque. De là bien des conflits avec une super-orthodoxie our laquelle tout ce qui est moderne est mauvais et tout ce ui est laïc à soumettre. Le P. Bouyer dénonce dans cet état l'esprit le reste d'un traditionalisme souvent condamné, en nême temps qu'il donne quelques exemples de la théologie ort bizarre de ces prétendus champions. Newman aura de lus en plus le souci de « montrer à l'Angleterre le vrai isage du catholicisme qu'une faction de plus en plus déraisonnable semblait s'employer à lui soustraire ». On se garlera de penser que Ward ou Faber n'aient été que des médiocres, on ne peut résumer toute leur vie dans leurs rapports avec Newman. Mais on préférerait ne pas avoir à reprocher à ces pionniers leur attitude si peu chrétienne.

Newman a souffert pour défendre des idées aujourd'hui communément admises. Le beau livre du P. Bouyer nous convainc de ce que ces souffrances n'ont pas été vaines.

Michel Ferry.

LITTÉRATURE

Les romans

Qui est Saint-Paulien ? A-t-il vu tout ce qu'il raconte ? A-t-il fait ce qu'il fait faire aux personnages de son récit ? Autant de questions sans réponse (la notice biographique publiée par l'éditeur est d'une discrétion... inhabituelle). Mais nous avons un livre, *Le Soleil des Morts* [1], très médiocre roman et excellent témoignage. Saint-Paulien (puisque Saint-Paulien il y a), qui a ses entrées dans les milieux conservateurs de Madrid, a refait pour son compte — et le nôtre — la guerre d'Espagne. Il l'a refaite sous l'uniforme de la phalange. Je veux dire dans un splendide parti pris franquiste. Grâce à lui, nous voyons de quelle manière les « grands » de ce pays réagirent aux premières nouvelles de l'insurrection nationaliste; nous savons comment ils ont vu le peuple en armes et comme ils ont accueilli les premières victoires de ceux qui jusque-là n'avaient essuyé que des défaites...

Il n'était pas utile que, se voulant romancier, l'auteur imaginât une intrigue, une passion madrilène entre un torero fameux et la fille d'une des plus illustres familles de la péninsule. Le témoignage reste valable. A condition de savoir lire entre les lignes. Somme toute, cet ouvrage pourrait être d'un bon profit aux futurs révolutionnaires espagnols.

Qui est La Varende ? Des milliers de lecteurs peuvent répondre : un romancier épique. Pays d'Ouche, terroir ancestral, domaines normands, hobereau de souche (et le pied pourrit sur place quand la tête fleurit encore), rien n'y manque des ustensiles dont on prépare les authentiques ribotes. Ce n'est pas du toc. La science généalogique n'en vaut-elle pas une autre ? Le style de La Varende brasse une matière hautement romanesque. D'un romanesque dont les clefs se perdent, peut-être (quel jeune romancier se complaît, aujourd'hui, à cette atmosphère d'une saison décadente ?) — mais comme on comprend les afficionados de cette héraldique tauromachie! *La dernière fête* [2] s'inscrit dans les annales roman-

1. *Le Soleil des Morts*, par Saint-Paulien (Plon).
2. *La dernière fête*, par La Varende (Flammarion).

cées des *Manants du Roi*, de *Nez de cuir* et de la biographie de *Guillaume le Bâtard, conquérant*.

Le haut du pavé [3], c'est encore un monde à part, un de ces mondes comme il en reste quelques vestiges dans de vieilles maisons, où l'on vend des boiseries sur lesquelles l'État a quelque chose à voir, car ces boiseries, à l'instar des colonnes et des meneaux, sont « monument historique ». Mais les personnages de ce roman de Michel Robida ne sont-ils pas, eux aussi, des monuments historiques ? Ils vivent, certes, ils conservent (*verbe sans intention maligne*) quelque chose d'encore humain que l'on voudrait voir servir à mieux que des algarades mondaines — à la remise en question, par exemple, d'un passé qui obère le présent. « Mais il était beau de jouer, dit la dernière phrase du roman, pour rien, pour l'honneur. »

Ces problèmes, nous les trouvons posés, dans leur plus vaste échelle, par le héros du roman posthume d'Ernst Wiechert : *Missa sine nomine* [4]. *La Vie Intellectuelle*, sous la plume de J. Steinmann, a longuement parlé de cet auteur de Prusse orientale [5], l'un des meilleurs, sans doute, de la génération qui eut quarante-cinq ans à l'avènement d'Hitler. Wiechert est mort, et c'est alors qu'il achevait cette admirable *Missa sine nomine*. Le héros du roman, le baron Amédée de Liljecrona, a appris après quatre années d'internement que l'homme n'a pas de pire ennemi que l'homme. La haine et le dégoût gonflent l'âme d'Amédée, jusqu'à ce que la simplicité d'un vieux cocher et d'un pasteur vienne à bout de ce désespoir. Ce n'est que cela. Ce n'est que cela et c'est tout le sens de la vie qui apparaît dans cette sorte de testament du romancier prussien. Le titre — étonnant de la part d'un auteur protestant — s'expliquerait en ceci que la messe étant proprement l'acte de transsubstantiation, le roman de Wiechert s'attache à montrer la transformation (lente mais quasi miraculeuse) de la haine en charité.

Terminons par un autre romancier allemand, dont la renommée n'est plus à faire, Erich-Maria Remarque. *L'Étincelle de vie* [6], à propos de quoi on reparlera de *A l'Ouest rien de nouveau*, n'est pas à proprement parler un témoignage :

3. *Le haut du pavé*, par M. Robida (Julliard).
4. *Missa sine nomine*, par E. Wiechert (Calmann-Lévy).
5. *La Vie Intellectuelle*, nº de février 1951, p. 57.
6. *L'Étincelle de vie*, par E.-M. Remarque (Plon).

Remarque n'a pas connu par lui-même l'horreur des camps nazis. Le camp dont il fait ici le lieu du récit est imaginaire, les héros en sont inventés, l'action est le fruit de son art créateur. Si tel ou tel lisait ce que je viens d'écrire, je sais bien ce qu'il ajouterait aussitôt. Ne nous a-t-on pas assez dit, et combien de fois, et dès 1938, qu'on *en remettait,* qu'on créait un mythe de la cruauté hitlérienne, etc. ?

Deux raisons interdisent que ce propos ait quelque valeur. La première, c'est que l'auteur d'un livre aussi puissant que *A l'Ouest rien de nouveau* est à priori tout à fait capable de créer, à partir d'éléments extérieurs, une représentation exacte de la réalité (Remarque s'est entouré, pour écrire son roman, d'une documentation telle que pas un seul des faits rapportés n'ait sa référence quelque part sur la carte géographique de l'univers concentrationnaire allemand). La puissance romanesque a fait qu'une collection de renseignements de première main soit mieux qu'un dossier juridique.

Mais il y a autre chose qui milite en faveur de l'authenticité, et c'est précisément la convergence de tant de témoignages sur les camps. La plupart sont vieux de quelques années (il paraît que les éditeurs, passées les années 1945-1948, ne trouvaient plus où vendre des livres sur un tel sujet), tous portent les mêmes accusations, que résumerait cette phrase du personnage central de *L'Étincelle de vie* : « Il n'y a presque pas de résistance qu'on ne puisse briser, il suffit pour cela d'avoir le temps et l'occasion. »

Et cependant, ce à quoi s'emploient les meilleurs du camp évoqué par Remarque, c'est justement à survivre physiquement, d'abord, mais aussi en quelque mesure, si faible soit-elle, moralement. « Il faut que quelques-uns d'entre nous demeurent... Pour plus tard. Tout cela ne doit pas avoir été inutile... Quelques-uns qui ne soient pas brisés. » ... Avec ce récit de la pire des horreurs, nous sommes au delà du nihilisme, au delà de tous les Gheorghiu et autres bourreaux-témoins de l'Apocalypse. Il n'y a que trois ou quatre livres de la valeur de celui-ci (je parle non seulement du sujet, bien entendu, mais de l'art en tant que couronnement de la vérité humaine), et c'est assez dire ce que l'on doit à Remarque.

MAURICE CHAVARDÈS.

LITTÉRATURETTE

(*Nouvelle revue franco-parisienne des lettres nouvelles.* N° 1.)

La guerre des Trois n'aura pas lieu

Ça pousse, ça pousse. Quand il y aura autant de revues que d'éditeurs, je vous promets un bel encombrement des grands boulevards de la littérature, d'où la nécessité de régler la circulation, d'où une floraison piquante de décrets-lois préfectoraux, d'où l'établissement du dirigisme culturel.

Donc, trois revues de plus, en attendant les autres. Leur nouveauté première ? Elles sont littéraires alors que, depuis quinze ans, il fallait qu'une revue ne fût pas littéraire seulement, sous peine de mourir avant l'âge. Leur nouveauté seconde ? Davantage que revues de personnes, d'hommes, elles sont revues d'éditeurs. Sartre, c'était sa revue qu'il fondait; et Mauriac la sienne, à peu près, avec *La Table Ronde.* Mais la *N.N.R.F.* est la revue de Gallimard, *La Table Ronde* devient celle de Plon et, par delà Maurice Nadeau, directeur des *Lettres Nouvelles,* c'est Julliard qui répond à Gallimard.

La Parisienne, par contre, est la revue d'un homme, celui qui fit « Caroline chérie ». C'est pourquoi elle n'est pas dans le coup, pas plus littéraire ou pas moins que ne doit l'être Martine Carol dans un cocktail d'éditeur. Elle se présente comme un gros paquet de ces petits billets qu'écrivent les journalistes dans tous les journaux quand, n'ayant rien à écrire, ils écrivent tout de même et produisent de la chronique dite parisienne. Petits riens, petits fours, à consommer du bout des dents en levant le petit doigt et en disant : « Ma chère... » Ah! pourtant, j'allais oublier la vedette de *La Parisienne.* C'est Paul Léautaud, qui donne des morceaux de son *Journal,* espèce de scandale roulant sur rails, avec un coup de

sifflet toutes les trois minutes, et attendrissant à force de se vouloir ce qu'il ne peut être : scandaleux. Mais l'énergie et le talent de Léautaud ont quelque chose de neuf, d'intact, de vierge. Oui, l'énergie de qui n'en a pas dépensé pour faire une œuvre; la virginité de celui qui n'a jamais pu faire autre chose qu'un *Journal*.

La *N.N.R.F.*, ah! la *N.N.R.F.*! J'ouvre le numéro 1. Puis le numéro 2. Et le numéro 3. Je lis, je lis, je lis. Et je ne trouve pas ce que je cherche. Je me dis : ai-je la berlue? Rien à faire, je n'ai pas trouvé.

C'est une revue que je cherchais. C'est une anthologie qu'on nous donne. On a ouvert en grand le robinet des Textes-Admirables. La citerne est tout à côté. Pas de relief, ni plaines, ni montagnes. Le recueil obtenu est sans danger et sans risque. Un fleuve. Et tout ce qui y navigue est à hublots et à hélice. Rien que des mastodontes. Et chaque navire a son remorqueur. Que de confort! A s'endormir.

Il reste Maurice Nadeau. C'est sur lui que nous comptons, s'il accepte de vouloir quelque chose et de laisser venir une idée de derrière la tête.

Io lourde

C'est le titre d'un petit livre (« adorable », dirait quelqu'un que je connais) de René Passeron [1]. L'histoire d'Io est connue puisqu'elle est légendaire. Io est cette figure extensible qu'il est à tout instant possible de mythifier davantage et que René Passeron, pourtant démythificateur, emprunte comme un moyen de traverser rapidement les territoires de pensée, les siècles et les idées. Io, jeune Argienne engrossée par un matelot phénicien, vache ou femme sœur de Prométhée, avortée par les bons soins de Zeus, son amant, reine d'Égypte sous le pseudonyme d'Isis, grand'mère d'Epaphos et d'Héraklès, Io est le nom d'un souci de René Passeron.

Io, ce peut être la Femme, l'Histoire, c'est sans doute la Liberté. Le récit qui est le sien est la seule eau claire du livre, car il se perd à chaque instant dans d'autres eaux ou

1. René Passeron, *Io lourde* (Julliard).

dans des sables et le livre devient autre chose qu'il était. Heureux auteur qui, pour faire son langage, glisse sur tant de registres en si peu de pages et qui, en une seule fois, pour faire place nette, expédie toutes les sciures de ses travaux et les dépôts de sa vie : souvenirs, lectures, éruditions, enfin tous les poids morts. Le voici rutilant et léger. Attention au prochain livre.

René Passeron s'amuse et se libère, passant du poème au récit, du journal intime à l'essai, du pamphlet au roman et non pas en allant de chapitre en chapitre, mais tout simplement de ligne à ligne. On ne s'étonnera pas, *Io lourde* étant un filet intérieur, qu'il ramène toutes sortes de poissons. Le mot : *Le sort en est sur la jetée*! — ou la citation (Bachelard, d'Aubigné, Éluard dans une même page) ou l'amusette — *l'eau de Cologne et les Colonnes d'eau* — ou la variation (*mort aux vaches*!) etc. Entre temps, poème sur l'eau, poème sur la vache, encyclopédie caracolante, mots les quatre fers en l'air, phrases tirées à quatre épingles ou le ventre ouvert, tirades, lyrisme, carnet de notes.

De temps à autre, quelques férocités : « Sade est le Bossuet de la nature. » — « Bossuet le Sade de la Providence. » — « Saint-Just et Lénine ont mis Sade au prytanée. » — « Le foie est l'organe de l'échec ontologique. » — « La pensée est creuse quand on la vole au creux du ciel. » — Çà et là, un couplet : le couplet antimaternel, le couplet antisartrien, le couplet marxiste. Enfin, et partout, une science du passage qui permet d'aller de la grossesse à Sade par le biais de la nausée, jusqu'à la guerre de Corée en passant par les enfants, le trop-plein de population et la guerre en Orient. Un appel à Jankélevitch, un appel à Lénine, un mot sur le machinisme, un petit saut des Tsars jusqu'aux S.S., ainsi allons-nous : ventre-à-terre. Énervant, émouvant, surréalisant et communisant, plein à craquer, ce petit livre fait un peu ce qu'il veut. Il serait dommage de l'en empêcher. René Passeron ira loin.

Qu'a-t-il voulu faire ? A travers l'apologie de la libération de la femme, je suppose que *Io lourde* peut passer pour le cantique de la prise de conscience. C'est une bonne manière de débuter. Enfin, ce qu'il y a ici de merveilleux, c'est qu'on croirait lire, plus qu'un livre, un manuscrit non poli et repoli par l'éditeur, c'est qu'on croirait boire un lait non écrémé et saisir au vol un oiseau qui a toutes ses plumes.

Indes aú pluriel

Le phénomène est qu'on parle sans arrêt des Indes, depuis un siècle, cette littérature se comptant par tonnes, et que nous ne sachions rien du sujet. Rien. Nous connaissons beaucoup mieux l'intérieur de nos glandes ou le fonctionnement du Politburo. Entre tant de romain-rollanderies et de lanzadelvasteries, au fil d'un Orient à nébuleuses crachant de la religiosité par les narines, nous nous berçons de rêves. Quant aux reportages, ils nous gorgent de pittoresques multiples où le sucre et le poivre s'entredévorent, si je puis dire. Albert Béguin a donc écrit un livre sur les Indes qui a ce mérite d'être un livre[2]. Figurez-vous que dans ce pays, qui ne parvint jamais qu'à nous donner le spectacle de religions en technicolor, il y a des hommes. Figurez-vous que ces hommes n'ont envie d'être ni des derviches à perpétuité pour amuser la galerie ni des cadavres ambulants qui fournissent au mangeur de poulets occidental sa ration hebdomadaire d'épouvante. Et qu'enfin si les Indes sont au pluriel, d'une terrible complexité à plusieurs tiroirs, il faudrait peut-être se dire qu'elles ne se trouvent pas pour cela en dehors de nos catégories mentales.

Un million de romanciers

Adrienne Monnier a raison de dire que la papeterie marche mieux que la librairie. Tout le monde ne lit pas mais tout le monde écrit. En 1950, l'Allemagne a publié 3.983 romans, les États-Unis 1.907, l'Angleterre 3.697, la Suède 749, la seule Finlande 353, la petite Suisse 685, etc., etc. Je vous fais grâce des calculs, mais en tenant compte de la proportion de romanciers anciens par rapport à celle des nouveaux, du pourcentage des romans écrits mais non édités, j'arrive au résultat suivant : le monde possède, en 1953, un million de romanciers. Vers l'époque où un homme sur deux écrira (pour l'autre)...

Des romanciers, j'en rencontre deux chaque jour, sept cent

2. Albert Béguin, *Les Indes, l'Inde* (à la Baconnière).

trente bon an mal an. Tout le monde veut écrire un roman. Presque tout le monde y parvient. Je n'y vois pas d'inconvénient. Il est bon que les concierges, les chefs de gare et les dactylos empêchent la littérature d'être propriété privée des littérateurs. Il est même urgent qu'ils désintoxiquent l'air intellectuel qui nous fait écrire et suer par tous les pores. Du vécu et du charnu, c'est fort bien. Entre la vie et la littérature, peut-être aucune autre barrière que le papier maculé d'encre.

Écrivains de toujours

Il faut au moins rappeler que la collection « Écrivains de toujours »[3] continue. Il y a eu un *Zola* de Marc Bernard, solide et épais; un *Baudelaire* de Pascal Pia, généreux en coups de sonde et en coups de fouet (mais peut-être insolite dans la collection, Pia étant davantage un spécialiste qu'un amoureux); un bon *Marcel Proust* de Claude Mauriac, et enfin un chef-d'œuvre, un livre qui deviendra fameux, le prodigieux *Montesquieu* de Jean Starobinski, dont il faudrait parler sur quinze pages.

Cette série de livres appelle quelque réflexion. Il semble que l'éditeur qui la publie donne avec elle, la collection « Mises en Scène » et la collection « Peuple et Culture », un instrument capable de modifier, non peut-être les structures, mais assurément l'atmosphère de notre enseignement. Si les professeurs, les instituteurs et les éducateurs voulaient bien s'en apercevoir...

De quelques tirages

Le plus grand succès de librairie de ces deux ou trois dernières années est celui d'*Autant en emporte le vent* : 800.000 exemplaires[4]. Pierre Clostermann et *Les Hommes en blanc* n'atteignent pas la moitié de ce tirage. A noter l'étonnante

3. Éditions du Seuil.

4. Nous apprenons que *Don Camillo* vient d'atteindre le même tirage.

vente des livres de Saint-Exupéry : *Vol de nuit* (268.000), *Terre des Hommes* (233.700), *Le petit Prince* (184.750). *La Condition humaine* dépasse 180.000 et *La Symphonie pastorale* 170.000. *La Peste* est à 174.000 exemplaires; Gide ne faiblit pas : *Les Nourritures terrestres* atteignent 170.000 et *Les Faux Monnayeurs* 116.000. Il est réjouissant de constater que *L'Annonce faite à Marie* se vend presque aussi bien qu'un quelconque prix Goncourt : 170.000.

GABRIEL VENAISSIN.

Victor Hugo : *Souvenirs personnels* (1848-1851), réunis par H. Guillemin (N.R.F.). — Extrait de la page 73 : « Hier, rue de Bellechasse, à une affiche des Ateliers nationaux, un passant avait ajouté, au crayon, un R. Cela faisait : RATELIERS NATIONAUX. » Et de la page 152, ce portrait du bourgeois : « ... Il aimera toujours l'acajou; il trouvera toujours que les condamnés sont coupables, et il sera toujours content quand on leur coupera le cou. » Actualité de Victor Hugo, hélas!

Fredy Teulon : *Sa main toute-puissante,* roman (Éd. du Rocher). — Un intellectuel parachuté au milieu des paysans. Histoire assez banale, mais qui est marquée par le désir de témoignage d'un pasteur protestant.

Joyce Cary : *Missié Johnson,* roman (Plon). — Johnson est noir. Il a cependant pour *patrie* l'Angleterre. Il a aussi une femme : Bamou. Et une raison sociale : employé de l'administration anglaise. Il se croit « homme du gouvernement » et en devient à peu près fou. Morale : ou bien le Noir Johnson est un être inférieur, ou bien la civilisation est un cadeau empoisonné...

Friedrich Sieburg : *Je passais au bord de la Seine* (La Table Ronde). — Où le délicat auteur de *Dieu est-il français?* rapporte, entre autres, le dialogue sensuellement platonique d'étrangers et d'étrangères sur les mérites de « l'amour-à-la-française ».

M. C.

Il arrive souvent qu'une pièce soit desservie par une scène trop grande : *Le Roi de l'ombre* l'est par une scène trop petite. Charles VI et sa cour sur l'étroit plateau du Théâtre de la Huchette, à un mètre du premier rang de fauteuils... comment créer le dépaysement qu'exige l'histoire ? comment établir la relation magique qu'exige la présence de personnages puissamment symboliques ? Le metteur en scène, M. Marcel Cuvellier, a vraiment fait tout ce qui était possible et, si la pièce de M. Jean Loisy méritait un théâtre de dimensions plus normales, elle ne pouvait trouver meilleur interprète.

Le poète de *Feux et Lumière* (Points et Contrepoints, 1952) a, naturellement, une vision poétique de l'histoire, condition première de tout théâtre historique. Il a déjà donné une *Marie Stuart* et une très curieuse Légende dramatique *Jeanne et Péguy* (publiées par Laffont, 1945). La tragique destinée de Charles VI l'a ému et de cette émotion est née l'idée poétique qui s'épanouit en drame : le jour de l'assassinat du duc d'Orléans, avant de sombrer définitivement, l'âme de Charles s'est réveillée pour découvrir brusquement et le remède à la misère des temps et le sens de sa propre vie : alors apparaît en pleine lumière le mystère de l'unité du roi et du royaume, de l'amour qui les lie si intimement que la guérison sera commune ou ne sera pas.

Le roi, seul, voit cette vérité royale. Il essaie de la rendre sensible, exaltante, conquérante... Il ne s'agit pas, en effet, d'habiles calculs, de combinaisons conciliantes, de politique opportuniste, mais d'une véritable conversion à l'idéal d'un royaume chrétien. Qui saurait distinguer ici l'inspiration de la démence ? Que la folie reste le destin du roi !

Peut-être M. Jean Loisy fait-il trop confiance à la culture des spectateurs. « Les souvenirs rajeunissent dans l'homme qui vieillit », dit un de ses personnages : est-ce le cas des souvenirs qui nous restent de l'histoire du XV^e^ siècle commen-

çant ? Il est clair que les précisions historiques du dialogue donnent l'impression de le ralentir dans la mesure même où notre imagination ne sait plus les commenter.

Cette pièce, noblement pensée, est noblement écrite, ce qui ne doit pas être entendu au sens où l'on parle de style noble : le dialogue est simplement celui qu'exige l'idée poétique, c'est-à-dire créatrice du drame. Pour situer *Le Roi d'ombre* dans le théâtre d'aujourd'hui, on la mettra sur le même rayon que les tragédies en prose de M. Thierry Maulnier.

Ce n'est naturellement pas sur ce rayon que l'on rangera celle de M. Robert Ganzo, mais sur celui où l'on conserve *Têtes de rechange* et *Intimité* de M. Jean-Victor Pellerin.

On est bien dur, semble-t-il, pour *Plutôt qu'une autre* et il conviendrait d'encourager les « Mardis de l'Œuvre » quand ils présentent une pièce comme celle de M. Robert Ganzo.

Jean aime Alice, mais, se demande-t-il, « pourquoi celle-là plutôt qu'une autre ? » Question naïve, peut-être, mais pas plus que celle-ci : « Pourquoi y a-t-il quelque chose plutôt que rien ? »

Qu'un homme se demande : « pourquoi celle-là ? », c'est, paraît-il, le fait d'un original qui relève de la comédie, voire du vaudeville. Le poète vénézuélien a trouvé la question angoissante et digne d'animer un drame. Est-il besoin de longuement réfléchir pour le comprendre ?

Ce drame est une action sans intrigue. L'introspection de Jean projette sur la scène les divers Jean qui le constituent, l'homme d'affaires que gouverne la raison, le sentimental en qui vivent et revivent les souvenirs d'enfance, le poète que l'esprit d'aventure entraîne dans un monde imaginaire... M. Jean-Victor Pellerin avait jadis fait quelque chose de ce genre. Il y a là beaucoup plus qu'un procédé, mais un principe de possibilités dramatiques très variées.

La mise en scène de M. Jacques Polieri et le décor abstrait de Zacca conviennent exactement à la représentation de cette tempête cérébrale. Que la pièce laisse une impression de longueur, que la présence d'Alice sur la scène crée une difficulté qu'on n'a pu ou ne pouvait faire disparaître, cela prouve simplement que *Plutôt qu'une autre* est un essai dramatique et l'expérience justifie, pensons-nous, le « théâtre d'essai » qui l'a monté.

La Comédie-Française inscrit à son répertoire l'acte paradoxal de M. Jean Cocteau : *La Voix humaine*. En scène, un seul personnage : une femme au téléphone. L'homme est là, mais au bout du fil. Exercice d'acrobatie dramatique. Pour le rendre plus périlleux, M. Cocteau a choisi la femme dans le théâtre d'Henry Bataille.

Le soir où j'ai entendu *La Voix humaine*, le spectacle était dans la salle en même temps que sur la scène. Mouvements divers, chuchotements, rires étouffés, gloussements ironiques... : la sensibilité d'Henry Bataille ne touche plus; mais ce public qui ne sent plus Bataille paraît ne plus comprendre Cocteau : l'ambiguïté est trop subtile qui met à la fois le cœur en jeu et le cœur dans le jeu; enfin, ce public ne sait plus ou ne veut plus goûter le talent d'une interprète malgré le déplaisir que lui cause la pièce : son impatience emporte tout, même la politesse. Mlle Louise Conte se donne à son rôle et ce don est plus émouvant que le rôle; ses larmes, son angoisse, ce corps à corps avec un personnage physiquement et moralement exténuant, tout cela n'est pas œuvre de métier mais d'âme. On ne défend certes pas *La Voix humaine;* on ne trouve pas mauvaise la réaction de « l'homme simple et vrai », comme disait Jean-Jacques : elle n'implique pas la muflerie.

Une fois encore, M. Henry de Montherlant veut bien nous jeter à la face son mépris. « Je me désintéresse profondément d'eux », dit son porte-parole dans *Pasiphaé*, parlant des hommes.

Ses propos ressemblent étrangement à ceux d'un stoïcien : ce ne sont pas les événements qui nous rendent malheureux, mais l'opinion que nous en avons. Toutefois la résignation stoïcienne est reconnaissance d'un ordre et d'une bonté essentielle du monde. Au contraire, selon M. de Montherlant, « toute la nature est confusion » : c'est bien pourquoi tous les goûts sont dans la nature, même celui de Pasiphaé. Quand « la fille de Minos et de Pasiphaé » nous dit : « Dans quels égarements l'amour jeta ma mère... », c'est elle qui s'égare, son regard est obscurci par cette « fumée honteuse » qui crée la bonne et la mauvaise conscience, la bonne n'étant pas meilleure que la mauvaise.

La raison sera d'accepter d'être ce que l'on est et de faire

ce que l'on a envie de faire. Simple morale du plaisir ? Nullement. Le plaisir ne saurait être la fin ni la récompense de l'acte; la satisfaction du désir se suffit à elle-même. En somme, ça n'amuse pas tellement Pasiphaé d'aller chez le taureau, mais elle agit par pur respect de la loi, comme le prescrit Kant, avec cette nuance dans la traduction : par pur respect de *sa* loi.

On défend encore moins cette prétentieuse fantaisie mythologique que *La Voix humaine*. Du moins a-t-elle le mérite d'être courte et d'accompagner sur l'affiche *Le Jeu de l'amour et du hasard*. De cette représentation de Marivaux, il n'y a qu'un mot à dire : la voir, c'est y envoyer ses amis. Mise en scène de M. Maurice Escande, costumes de Mme Suzanne Lalique, jeu de tous les interprètes... après le dernier baisser de rideau, ce sont les spectateurs qui devraient saluer. Il y a là mieux qu'une réussite : une leçon. La seconde de la saison, l'autre étant celle de *Porgy and Bess*.

Si *Porgy and Bess* était un opéra selon la formule usuelle, il relèverait uniquement d'une chronique musicale. Mais il s'agit d'un drame musical et pas seulement de musique dramatique; drame musical, l'expression est encore bien limitative : le chef-d'œuvre de Gershwin et de ses interprètes noirs représente peut-être l'approximation la plus réussie de ce drame intégral dont rêvait Wagner et qui unirait les divers arts au service de l'action.

La métaphysique wagnérienne du drame intégral et le commentaire musical de la vie quotidienne selon Gustave Charpentier, le mélange romantique des genres et l'esthétique unanimiste de M. Jules Romains se retrouvent ici non pas dans une théorie, mais dans une œuvre qui, miracle de l'art et du travail, s'impose à nous comme une force de la nature. Celle-ci éclaire ce qu'il y a de juste et d'efficace dramatiquement dans des doctrines qui, en tant que telles, sont indéfiniment discutables.

Crown, un géant noir de deux mètres et cent cinq kilos, tue un homme au cours d'une partie qui tourne mal. Sa maîtresse, Bess, trouve refuge auprès de Porgy, mendiant cul-de-jatte. Un grand et vrai amour unit les deux malheureux. Crown revient et enlève Bess... Ces quelques lignes ne font que résumer un programme qui est à l'œuvre réelle ce que

l'indicateur des chemins de fer est aux mouvements des trains.

Imaginez un spectacle réglé comme pouvait l'être la plus minutieuse représentation de Gaston Baty, l'inoubliable *Opéra de Quat'sous,* par exemple, mais sur la vaste scène de l'Empire, avec un nombre trois fois plus grand d'acteurs — je dis « acteurs », car personne n'est « figurant ». Imaginez la poésie de la vie unanime prenant forme ou, plus exactement, formes de musique et de danse, donnant vie à un petit village de pêcheurs noirs de la Caroline du Sud, un village où il y a des enfants et des gens qui meurent, des jours de la semaine et des jours de fête, un village où il y a des passions violentes et des joies simples, où les travaux quotidiens rythment l'existence, un village enfin où les chansons disent et, en la disant, recréent l'âme d'un peuple. Une action qui devient à la fois musique, parole, mouvement, et ceci avec une spontanéité qui jamais ne se laisse aller aux effets faciles ou aux répétitions déguisées en pseudo-variations... Le spectacle eût été parfait si le décorateur avait été le douanier Rousseau.

Henri Gouhier.

CINÉMA

Trois films où le talent remplace le métier

Nous avons assez souvent opposé ici les fabricants de films et les auteurs de films pour ne pas manquer de signaler trois œuvres d'un intérêt certain réalisées par des auteurs dont le nom n'est pas encore consacré au cinéma, mais qui témoignent, chacun dans son genre, d'un sens cinématographique, d'un esprit de recherche, d'un talent pour tout dire que l'on rencontre rarement chez les fabricants de films au mètre. L'un de ces auteurs est Jacques Tati; *Les vacances de M. Hulot* est son deuxième film; mais des années se sont écoulées depuis *Jour de fête* (1947-1949) et la réalisation de vrais films comiques est si exceptionnelle qu'on n'insistera jamais assez sur le talent de Jacques Tati. Les deux autres auteurs sont des nouveaux venus au cinéma. Leurs deux films — deux moyens métrages — sont présentés au même programme; il s'agit du *Rideau cramoisi* d'Alexandre Astruc et de *Mina de Vanghel* de Maurice Clavel. Deux films aux sujets d'un romantisme délibéré tirés, le premier, de Barbey d'Aurevilly, le second de Stendhal.

Le romantisme du *Rideau cramoisi* est à la fois nourri d'un sens du mystère et d'un goût du morbide qui font songer à Edgar Poe. On connaît le thème de la nouvelle : c'est un souvenir de jeunesse d'un brillant officier de cavalerie, dandy et aristocrate. Dans sa première garnison il logeait en ville chez un vieux ménage bourgeois. Un jour la fille de ses hôtes revient habiter chez ses parents, une fois terminées ses années de pension. Les yeux baissés elle semble n'avoir même pas vu le jeune officier. Les effets soigneusement ménagés du récit consistent à révéler comment cette jeune fille timide, dans cette atmosphère de respectabilité bourgeoise, se jettera positi-

vement à la tête du bel officier et comment une nuit elle nourra dans ses bras. Ce qui embarrassera fort notre officier qui ne trouvera d'autre solution que de s'enfuir au grand galop.

Sur ce thème singulier Alexandre Astruc s'est livré à un exercice de style plein d'intérêt et d'originalité. Il a renoncé à la présentation du récit par retours en arrière qu'avait adopté Barbey d'Aurevilly et qui devait tenter tout autre étant donnée la vogue cinématographique du procédé. Il a même renoncé à l'usage de la parole aussi bien à cause de la précarité des moyens financiers mis à sa disposition que par une sorte de coquetterie esthétique. On sait que les contraintes matérielles ne vont pas nécessairement contre la qualité d'une œuvre. S'étant imposé de raconter cette histoire sans faire prononcer une seule parole aux personnages, Alexandre Astruc s'est exprimé en un langage d'images dont la plastique met en valeur le très grand talent de l'opérateur Shuftan. Les éclairages savants et la pénombre volontaire d'où surgissent les personnages s'accorde parfaitement avec les intentions de l'auteur. Pourtant il ne s'agit pas d'un film expressionniste, d'une succession de tableaux composés dont la qualité nuirait à la continuité cinématographique de l'œuvre. Alexandre Astruc avec ce premier essai apporte la preuve qu'il pense cinématographiquement, qu'il sait lier les images d'une séquence et diriger des comédiens. C'est Anouk Aimé qui joue le rôle de l'héroïne silencieuse et d'allure aussi romantique et chlorotique que possible. On peut discuter le choix de cette interprète dont l'aspect glacial souligne l'invraisemblance de l'explosion de passion sensuelle qui fait le sujet du récit. Mais une fois engagé dans le paradoxe que lui proposait Barbey d'Aurevilly, Astruc a eu raison de l'exagérer plutôt que de l'escamoter.

Même si l'on n'apprécie pas la résurrection de ce romantisme très littéraire et l'esthéticisme conscient avec lequel il est transposé sur l'écran *Le rideau cramoisi* reste un film d'auteur, le contraire d'une fabrication en série, un essai plein de promesses et la preuve qu'un incontestable talent cinématographique s'est révélé. Après cet exercice périlleux et réussi, nous attendons d'Astruc le grand film qui confirme ses dons.

Astruc était surtout connu des milieux de la critique ciné-

matographique et de ce qu'on a pu appeler le milieu Saint-Germain-des-Prés. Maurice Clavel est déjà connu comme auteur dramatique. Il fut joué à Avignon par Vilar et à Marigny par Barrault. Il est actuellement secrétaire général du Théâtre National Populaire. Comme Astruc et plus qu'Astruc, il fait partie des enfants prodiges de la nouvelle génération d'intellectuels. Plusieurs auteurs de films se vantent sans grandes raisons d'avoir été philosophes. Le normalien Clavel était agrégé de philosophie à vingt et un ans. Ses références pourraient être des critiques si Clavel faisait un théâtre et un cinéma philosophiques. Mais il a le sens du verbe et celui des images. Capable d'écrire et de faire jouer une pièce en cinq actes et en vers, il s'est révélé avec *Mina de Vanghel* capable de réaliser un film de trois quarts d'heure qui ne doit rien aux poncifs de la mise en film commerciale. Plein d'intentions, de références, de subtiles équivalences et de volontaires correspondances, son film a été évidemment longuement pensé, concerté, je dirai presque combiné, avant d'être réalisé. On sent que chez lui l'intelligence combinatrice prime la sensibilité et peut-être *Mina de Vanghel* révèle-t-il moins de dons spontanément cinématographiques que *Le rideau cramoisi*. Le générique annonce « Mina de Vanghel de Stendhal ». Le dialogue et le texte du commentaire conservent sans cesse un inimitable ton stendhalien. Pourtant les textes qu'entend le spectateur ont été entièrement écrits (plutôt que réécrits) par Clavel. Il ne s'agit pourtant pas d'un pastiche, l'auteur du film a considéré l'œuvre de Stendhal comme un scénario dont il a voulu repenser un équivalent cinématographique fidèle en profondeur mais entièrement libre de ses moyens : la construction et les personnages ont été entièrement remaniés au même titre que le texte et en fonction d'une sorte de synthèse stendhalienne propre à l'auteur.

Le sujet fourni par Stendhal est plus un résumé et un schéma de roman qu'un sujet de nouvelle. Le film présente le même caractère : densité et étagement sur plusieurs plans de chaque scène et de chaque séquence, suppression des transitions, des explications qui va parfois jusqu'à une rupture du fil conducteur. C'est dire que *Mina de Vanghel*, sur une anecdote simple et facile à suivre en première analyse, pose dans le détail des problèmes psychologiques et artistiques intrigants et qui donnent parfois à certains passages du film une allure

de rébus. Le thème est pourtant fort simple dans son romantisme débridé. Une jeune Allemande voyage en France avec sa mère. Elle est reçue dans la meilleure société mais constate par expérience la frivolité des Français qui lui font la cour et la légèreté de leurs sentiments (admirablement symbolisés par une scène où une société choisie écoute sans la comprendre de la musique allemande). Elle conçoit une passion subite et profonde pour un hobereau qui vit habituellement dans ses terres près du lac du Bourget. Pour vivre près de lui, bien qu'il soit marié et ne lui fasse aucune avance, elle se fait engager comme domestique chez celui qu'elle aime. Au cours d'une promenade aussi romanesque qu'il est possible sur le lac de Lamartine, elle deviendra sa maîtresse mais, désespérée, se suicidera peu après.

Odile Versois est l'admirable interprète de ce rôle difficile et sa beauté aussi bien que celle des paysages de Savoie est admirablement mise en valeur par le même opérateur qui a signé les photos du *Rideau cramoisi,* Eugène Shuftan. Le rôle du hobereau sentimental mais fruste, homme d'honneur amoureux de sa femme qui se laisse *in extremis* emporter par la passion, est admirablement servi par la personnalité d'Alain Cuny. Maurice Clavel comme Alexandre Astruc apporte la preuve qu'il est possible à un auteur qui a quelque chose à dire de s'exprimer avec une camera et d'imprimer à un premier film un style qui rompt avec les habitudes et les conventions du cinéma de consommation courante. *Mina de Vanghel* comme *Le rideau cramoisi* n'est pas une œuvre parfaite : elle atteint mieux que la perfection, une vibration vivante de l'expression cinématographique, pleine de promesses pour l'avenir de Maurice Clavel auteur de films.

Si Astruc et Clavel sont incontestablement des intellectuels auteurs de films qui réalisent des œuvres intelligentes, Jacques Tati, qui ne vient pas de la philosophie mais du music-hall, possède de manière aussi incontestable un talent d'auteur et d'acteur comique. Ce talent nous vaut au cinéma, avec *Les vacances de M. Hulot,* une réussite qui n'est pas indigne de celle de *Jour de fête.* Les deux films sont pourtant très différents. Si l'on retrouve dans l'un et l'autre le même sens du *gag* fondé sur l'observation quotidienne, le même goût d'un comique collectif qui ne s'attache pas seulement à la peinture des travers d'un individu, mais à celle d'un village

dans *Jour de fête*, et d'une station balnéaire dans *Les vacances de M. Hulot*, ce dernier film est, plus que le précédent, une variation poétique sur un thème commun où le comique intervient souvent mais ne fait pas à lui seul l'intérêt du film. On a reproché aux *Vacances de M. Hulot* sa construction discontinue par séquences, séparées les unes des autres (plutôt que liées les unes aux autres) par des images de la mer et de la nature qui interviennent en violents contrastes avec les scènes ridicules où les estivants sont lâchés sur la plage. On lui a reproché aussi de ne pas savoir exploiter ses gags et de couper les éclats de rire dès qu'il les a déchaînés. Ces défauts peuvent être aussi bien considérés comme des qualités, car *Les vacances de M. Hulot* n'est pas seulement un film comique. Il tourne en dérision le burlesque des citadins en tenue légère qui s'ennuient et tuent le temps dans la pension de famille et sur la plage où ils sont venus se distraire. Mais il évoque aussi les charmes du ciel et de la mer aussi bien que l'humanité des personnages qu'il vient de tourner en ridicule. Il en résulte une œuvre non pas bâtarde mais double, faite aussi bien de satire que d'attendrissement, de burlesque que d'humanité. Alliance, rare chez un auteur comique, de la cruauté propre à ceux qui font métier de susciter le rire et d'une gentillesse, d'un sens de l'humain, qui apparente dans un tout autre contexte la réussite de Tati à celle du meilleur néo-réalisme italien.

JEAN-LOUIS TALLENAY.

Document

TITO, LES CATHOLIQUES ANGLAIS ET LE VATICAN

La visite de Tito en Angleterre et la réaction des catholiques anglais

La visite que Tito vient de faire à Londres a suscité dès qu'elle fut annoncée une vive réaction des catholiques anglais. Cette réaction ne se borna pas d'ailleurs à une campagne de presse, mais, dès le début, la hiérarchie crut devoir intervenir publiquement, et Mgr Heenan, évêque de Leeds, le même évêque qui avait déjà lancé l'affaire Bevan, prit position contre le projet gouvernemental d'une visite en Angleterre du maréchal Tito. Désormais, le thème de la campagne catholique était fixé; on notera qu'il ne contenait rien de proprement politique : les catholiques anglais ne s'opposent pas à un éventuel rapprochement avec la Yougoslavie, mais, invoquant le droit international et, en particulier, la Charte des Droits de l'Homme reconnue par l'O.N.U., ils demandent au gouvernement britannique de faire du respect de la liberté religieuse la condition *sine qua non* du rapprochement. Et, plus précisément, considérant la situation de Mgr Stepinac comme un symbole, les catho-

liques anglais insistent sur le fait que la liberté religieuse ne pourra être considérée comme rétablie en Yougoslavie tant que Mgr Stepinac ne sera pas rétabli dans toutes ses prérogatives d'archevêque de Zagreb : sa « libération » ne leur apparaît pas comme un « geste » suffisant; ils exigent sa complète réhabilitation.

Ainsi, depuis l'annonce par M. Eden du projet de voyage de Tito à Londres, se sont multipliés, dans la presse catholique anglaise, les articles et aussi — ce qui est très significatif — les lettres de lecteurs, ce qui prouve au passage que l'opinion catholique anglaise fut effectivement profondément émue. La température s'éleva rapidement jusqu'à ce que articles et lettres vinssent suggérer l'organisation au moment de la visite de manifestations catholiques destinées à faire connaître au maréchal Tito la position des catholiques de Grande-Bretagne. Tel est l'historique du mouvement qui, très rapidement, entraînait le catholicisme anglais dans une sorte d'opposition ouverte à la politique étrangère du gouvernement, et il y a là un fait dont on ne saurait minimiser la portée dans un pays où, d'une part, la discrétion des catholiques en matière politique a toujours été une règle, et où, d'autre part, à la différence de ce qui se passe depuis déjà longtemps sur le Continent, les questions de politique étrangère sont considérées comme étant du seul ressort gouvernemental et où l'opinion publique se fait un devoir de n'y intervenir qu'avec le maximum de circonspection.

Ce mouvement devait aboutir à une prise de position officielle de la hiérarchie, qui eut manifestement pour but à la fois d'entériner les réactions de l'opinion catholique et d'en canaliser la manifestation afin d'éviter un conflit entre les catholiques et le gouvernement. Cette prise de position de la hiérarchie britannique, eut lieu à l'occasion du congrès annuel du mouvement « Glaive de l'Esprit », qui se tint à Londres le samedi 6 décembre, sous la présidence du cardinal Griffin. Au cours de ce

congrès, l'affaire Tito fut le principal sujet de la réunion publique tenue au *Rubens Hotel* : M. Douglas Jerrold déclara que l'opinion catholique aurait dû être suffisamment puissante en Angleterre pour faire que l'idée même d'une visite du maréchal Tito fût considérée comme impossible. Mais surtout le cardinal Griffin prit aussi la parole sur le sujet et, considérant comme un symbole la situation de Mgr Stepinac, fit une déclaration dont il est inutile de souligner la portée; nous en donnons ici les principaux passages :

Ce serait peut-être obéir à l'opportunité que nous déclarer satisfait que Mgr Stepinac soit un simple prêtre de paroisse à Krasic où on l'a envoyé après l'avoir tiré de prison il y a un an. Mais nous ne nous lasserons jamais de protester tant que tous ses droits comme archevêque et primat ne lui auront pas été rendus. Et l'affaire ne concerne pas seulement Mgr Stepinac. Il symbolise la persécution de l'Église, dont beaucoup d'évêques et de prêtres sont aujourd'hui en prison. Non. Nous ne nous sommes pas lassés et nous sommes en union avec nos frères persécutés. Et nous nous réjouissons que le Saint-Père ait voulu encourager Mgr Stepinac en l'élevant à la pourpre cardinalice. Par là, honneur est rendu à tout homme, prêtre ou non, qui souffre pour sa foi...

Nous avons été récemment informé que le secrétaire au Foreign Office avait invité le maréchal Tito, qui a cependant publiquement affirmé son appartenance au marxisme-léninisme, à rendre visite à ce pays, au mois de mars prochain. Dire que nous comprenons difficilement comment cette invitation a pu être faite, serait trop peu dire. Mais je ne doute pas que le secrétaire aux Affaires étrangères sache parfaitement quelle peut être la réaction de millions de ses concitoyens à ce projet. Il n'a pas à craindre que son invité subisse de notre part des manifestations d'hostilité ou de violence. Mais nous espérons sincèrement et même nous insistons sur ce point, que, en tant que représentant de ce pays pour les Affaires étrangères, il fera connaître à son invité toute la force de nos sentiments en ce qui concerne la situation religieuse en Yougoslavie. Nous comptons que nos représentants directs, les membres du Parlement, veilleront à ce que le secrétaire d'État présente ces sentiments comme étant ceux d'une partie non négligeable du pays. En fait, ce sont ceux des vingt-six millions de catholiques de tout le Commonwealth. Si le secrétaire d'État agit ainsi alors on peut penser

que quelque bien sortira de cette visite. Si, malgré tout, il estime impossible de la faire personnellement, alors, je pense, il pourrait certainement s'arranger pour qu'une délégation de membres du Parlement fasse connaître à son invité d'une façon plus claire les opinions de notre pays sur la persécution religieuse.

Quant à nous, c'est notre devoir de citoyens de veiller à ce que nos opinions soient connues de ceux qui nous représentent au Parlement. Cette visite pose évidemment une question d'ordre politique et c'est pourquoi ce sera une bonne chose que les hommes politiques saisissent cette occasion pour donner au maréchal Tito une connaissance plus exacte des opinions de leurs mandants. En tant que catholiques, nous nous émouvons non pas tellement de la visite projetée que de la persécution de nos frères en Yougoslavie... Les mois qui viennent vont être difficiles pour tous : mais saisissons cette occasion de prier encore plus intensément pour les persécutés...

En marge de cette déclaration on notera aussi que M. Douglas Jerrold voulant souligner le caractère de la protestation catholique posa la question de savoir si la persécution des chrétiens ne méritait pas la même réprobation que la persécution des Juifs (pour laquelle Hitler aussi invoquait des justifications politiques) et ajoutait, non sans humour, qu'il se demandait si Tito aurait été invité en Angleterre dans le cas où, au lieu de persécuter des catholiques, il avait ordonné une persécution des Juifs et quel sort aurait été celui de M. Eden et du gouvernement s'ils avaient osé inviter Tito dans cette hypothèse.

La déclaration du cardinal Griffin prend le caractère d'une protestation officielle de la hiérarchie; elle est, quoique très modérée de ton, quelque chose de plus grave qu'une simple campagne de presse et d'opinion; on y notera en particulier la gravité de l'appel adressé à la représentation parlementaire. Aussi ne tarda-t-elle pas à avoir une immédiate conséquence : le mardi suivant, 9 décembre, une réunion eut lieu à la Chambre des Communes sur l'initiative du député catholique travailliste

Richard Stokes (ancien ministre du Cabinet Attlee) et qui réunissait avec un certain nombre de députés chrétiens, des deux partis, des représentants des différentes collectivités religieuses et de la presse catholique. Cette réunion, qui doit être suivie d'autres semblables, avait pour but d'organiser une prise de contact entre les responsables et de prévoir les modalités d'une action éventuelle auprès du gouvernement et des membres du Parlement.

La rupture de Tito avec le Vatican

C'est dans ces circonstances qu'est intervenue la rupture officielle des relations diplomatiques entre la Yougoslavie et le Vatican : elle n'a pu évidemment que renforcer l'intransigeance des catholiques anglais, cela d'autant plus que les catholiques anglais étaient accusés par les dirigeants yougoslaves d'être dans cette affaire « ... les hommes de main de la politique antiyougoslave du Vatican ».

D'autre part, il est problable que la rupture de Tito avec le Vatican sera jugée sévèrement par l'ensemble de la presse britannique, pour la même raison qu'elle avait condamné comme une « maladresse politique », l'élévation de Mgr Stepinac au cardinalat. Le vieil esprit de compromis caractéristique de la psychologie politique anglaise réapparaît ici. De même qu'on avait jugé maladroite la « provocation », en quoi consistait, disait-on, l'élévation de Mgr Stepinac au cardinalat, de même on juge coupable de la même maladresse le gouvernement yougoslave lorsqu'il répond à la nomination de Mgr Stepinac par la rupture des relations diplomatiques.

Le *Times*, dans un éditorial consacré à la question, écrit :

Le maréchal Tito avait eu raison de ne pas abandonner son projet de voyage en Angleterre à cause de quelques protestations catholiques. Les intérêts de la Yougoslavie et ceux du

monde occidental demandent également que soit établi un contact plus étroit. Pour la même raison, il a tort maintenant de rompre avec le Vatican. Cette rupture est déplorable et c'est un coup porté aux espoirs qu'on avait d'un meilleur traitement des catholiques en Yougoslavie communiste. Il n'y avait dans le projet de cette visite aucune complaisance pour les actes illégitimes accomplis par les communistes yougoslaves contre les catholiques, il y avait au contraire un espoir qu'une politique plus modérée pourrait découler de contacts plus étroits. Cet espoir est affaibli par la rupture avec le Vatican; il n'est pas pour autant détruit. On peut dire que maintenant la visite du maréchal Tito a encore plus d'importance qu'auparavant.

(Cette dernière phrase est assez mystérieuse, mais il n'est pas interdit de penser que le *Times* entend que désormais la question religieuse pourra intervenir plus ou moins officiellement dans les conversations.)

Le fond du problème

Si maintenant l'on se tourne du côté yougoslave (nous citons en appendice quelques documents caractéristiques), on remarque que les thèmes essentiels sont les suivants :

1) Les catholiques anglais sont les instruments de la politique proitalienne et antiyougoslave du Vatican.

2) Mgr Stepinac ne saurait être considéré comme un symbole valable de la liberté religieuse : il n'a pas été inquiété en tant qu'archevêque, mais en tant que séparatiste croate et collaborateur du gouvernement fasciste d'Ante Pavelitch; à son égard, le gouvernement du maréchal Tito a fait preuve d'une clémence exceptionnelle en le libérant.

3) La liberté religieuse est parfaitement assurée en Yougoslavie, où on ne saurait voir rien de commun avec ce qui se passe, en matière religieuse, dans les démocraties populaires asservies à l'U.R.S.S. Nous allons exa-

miner rapidement chacun de ces trois points pour montrer dans quel contexte se place l'affaire Tito :

1° Ce n'est pas par hasard que la rupture de Tito avec le Vatican venant après la campagne des catholiques anglais coïncide avec un durcissement de la question de Trieste. La preuve en est fournie par deux faits essentiels :

a) Non sans maladresse, un membre du gouvernement de Gasperi, M. Pacciardi, s'est associé publiquement à la protestation des catholiques anglais contre le projet de voyage en Angleterre du maréchal Tito.

De là à supposer une collusion par l'intermédiaire du Vatican entre le gouvernement (démocrate-chrétien) de Rome et les catholiques du Commonwealth britannique (car le Canada s'est mis aussi de la partie) il n'y a qu'un pas aisément franchi par Tito et par ses amis anglais.

b) Depuis la rupture, Tito lui-même a dirigé ses attaques contre l'évêque de Trieste, Mgr Santin, et la presse proyougoslave de Trieste s'associe à cette campagne.

A la lumière de ces deux faits il est clair que, dans l'esprit des dirigeants yougoslaves et peut-être aussi dans l'esprit de certains dirigeants anglais non catholiques (conservateurs aussi bien que travaillistes), le conflit entre la Yougoslavie et le Vatican n'est qu'un reflet du conflit entre la Yougoslavie et l'Italie à propos de Trieste. Il n'est pas difficile, d'autre part, de comprendre comme le soulignait récemment le *Tablet* de Londres, que dans les négociations entre l'Occident et Tito, c'est en effet l'Occident qui est demandeur : il n'y a pas de doute que la question de Trieste sera au premier plan des conversations de Londres; or, la campagne des catholiques anglais est considérée à Belgrade comme une tentative pour faire échouer un éventuel adoucissement de la position anglaise sur la question de Trieste. Ainsi la rupture avec le Vatican serait un nouvel épisode de cette question au moment où, du côté italien, comme le prouvent les déclarations de M. Pacciardi, on tente de profiter des accusations de persécution religieuse portées contre Tito en Angleterre pour amener le gouvernement britannique à rester favorable aux thèses italiennes sur Trieste. On le voit, la question proprement reli-

gieuse se trouve évidemment brouillée par sa connexion avec le problème quasi insoluble de Trieste.

2° La question des rapports entre Tito et le Vatican est, d'autre part, liée à celle du séparatisme croate.

On sait que ce problème fut le problème-clé de la Yougoslavie fondée après 1918 sous l'égide de la monarchie serbe. Tito, qui est lui-même d'origine croate, a tenté de le résoudre en combinant selon l'exemple de l'U.R.S.S. la structure *fédéraliste* de la nation yougoslave avec le *centralisme* caractéristique du parti communiste. Mais le problème du séparatisme croate n'est pas essentiellement un problème de nationalité, c'est aussi et peut-être surtout un problème religieux : la Croatie est catholique, la Serbie est orthodoxe. C'est un fait que la constitution pendant la guerre d'un État croate indépendant fut bien accueillie par les catholiques croates qui avaient non moins incontestablemet souffert quelque peu de la domination serbe entre les deux guerres. Ainsi s'explique, sans doute, les faits que Tito monte en épingle concernant la collaboration de Mgr Stepinac avec le gouvernement de Pavelitch (cf. nos documents cités en appendice). On notera en particulier que l'accusation la plus lourde aux yeux des dirigeants yougoslaves est celle d'avoir donné son appui ou tout au moins son approbation à ce fameux « Comité pour la conversion des orthodoxes » qui en fait, selon les méthodes des oustachis, devint une entreprise de conversions forcées et de répression policière de l'orthodoxie.

Ce n'est sans doute pas non plus par hasard qu'actuellement la politique religieuse de Tito bénéficie du plein appui de l'orthodoxie serbe. De ce point de vue, l'affaire actuelle est un nouvel épisode du conflit entre orthodoxie et catholicisme, compliqué lui-même par le heurt du nationalisme croate et du nationalisme serbe. Tito, qui s'est donné pour tâche d'unifier la Yougoslavie, se trouve devant le même problème que l'ancienne Yougoslavie monarchique; il ne peut, quoique Croate, le résoudre que par une forme quelconque de suprématie serbe et cela signifie qu'il doit éliminer toute influence politique de catholicisme symbolisé par Mgr Stepinac qui est, à ses yeux, un élément de séparatisme : le souvenir de ce qui s'est passé pendant la guerre en Croatie (et qui ressemble aussi à ce qui s'est passé en même temps en Slovaquie sous la direction de Mgr Tiszo) n'est pas fait pour arranger les choses, surtout si l'on songe que les dirigeants yougoslaves étant marxistes, sont bien évidemment incapables de comprendre que puissent se trouver en jeu dans ces problèmes

les questions qui n'ont rien à voir avec les questions proprement politiques; dans le cas de Tito comme dans celui de Staline, il est normal que les questions religieuses ne soient interprétées que comme un camouflage de questions politiques : d'où l'accusation dirigée contre le Vatican de favoriser les deux forces politiques qui menacent l'unité et l'existence même de la Yougoslavie : l'irrédentisme italien et le séparatisme croate, l'un et l'autre gravement affectés par leur récente collusion avec le fascisme de Mussolini ou de Pavelitch.

3° Quant à la question de fait, qui est de savoir dans quelle mesure la liberté religieuse est effectivement assurée en Yougoslavie, il est comme à l'ordinaire difficile de se faire une opinion car, comme on sait, en régime totalitaire la notion même de liberté religieuse est équivoque et flottante.

Certes, il semble que la persécution soit moins ouverte et moins violente qu'en d'autres pays; il ne semble pas, par contre, que la rupture avec l'U.R.S.S. ait sensiblement modifié la politique religieuse du régime. Il est certain, d'autre part, que la libération anticipée de Mgr Stepinac était un geste conciliateur.

Quant au reste, on en est réduit à constater les affirmations contradictoires des témoins. Peut-être même faudrait-il distinguer entre la situation en Croatie et en Serbie. Enfin il est probable que l'anticatholicisme de Tito n'est pas principalement persécuteur au sens le plus brutal du terme, il se manifeste plutôt comme une conséquence en quelque sorte automatique de l'idéologie du régime : c'est ainsi, par exemple, que tout récemment le gouvernement yougoslave faisait du jour de Noël un jour ordinaire; de même l'éducation publique est inspirée directement par le marxisme et vise à enlever aux parents tous droits sur l'éducation de leurs enfants en substituant aux traditions familiales chrétiennes l'idéologie du marxisme « scientifique », selon une méthode qui rappelle singulièrement celle qui est à l'heure actuelle employée dans un autre pays catholique, la Pologne.

Cela n'empêche pas que des témoins de bonne foi puissent affirmer que la liberté religieuse existe bien en Yougoslavie : on notera cependant que ces témoins, même s'ils sont chrétiens, ne sont pas catholiques.

Un témoignage catholique qui n'est pas dénué d'intérêt, car il tend à montrer qu'il existe en Yougoslavie une réelle liberté du *culte*, mais que, néanmoins, l'Église catholique y est aux yeux de l'opinion un centre de résistance au totalitarisme communiste de l'État.

Le cas du cardinal Stepinac

Continuant la série d'articles qu'il consacre aux causes de la tension entre l'Église catholique et le régime de Tito, l'hebdomadaire anglais *Tablet* a publié dans son numéro du 17 janvier un article consacré aux chefs d'accusation invoqués contre le cardinal Stepinac. Cet article solidement documenté présente le plus haut intérêt, en particulier en ce qui concerne l'attitude du cardinal pendant la guerre, et c'est pourquoi nous croyons devoir en donner la substance à nos lecteurs :

Un des chefs d'accusation est que le cardinal « ... a apporté son aide aux activités meurtrières des groupes dénommés *Ustashi-Krizhari* ». Les *Ustashi* étaient les groupes armés à la solde du gouvernemen de l'État de Croatie proclamé le 16 avril 1941. Les *Krizhari* (« Porte-Croix ») était le nom de la jeunesse d'Action catholique qui fonctionnait dans le pays depuis vingt ans. En tant qu'Action catholique, ces groupes étaient naturellement soumis à l'autorité ecclésiastique. Mais dans les années de la seconde guerre mondiale, ce nom fut attribué à l'une des unités des oustachis sans que, naturellement, l'autorité ecclésiastique fût alors responsable de ces groupes. En fait, un prêtre qui fut associé à l'activité de ces groupes de pseudo-Krizhari, du nom de Semicki, a même raconté comment il fut sévèrement réprimandé par Mgr Stepinac pour avoir béni un de leurs drapeaux. Et si on admet difficilement qu'un mouvement d'Action catholique puisse ainsi voir son nom volé par un mouvement politique qui n'a rien à voir avec l'Action catholique, qu'on se souvienne seulement que le nom même d'Action catholique sert en Tchécoslovaquie à désigner officiellement un mouvement de fondation communiste condamné par l'Église. Il n'est pas rare que des organisations suspectes aiment à se camoufler derrière une désignation soi-disant catholique.

D'autre part, le cardinal est accusé d'avoir « ... collaboré avec la puissance occupante et plus étroitement encore avec le prétendu État de Croatie d'Ante Pavelitch ». Or, voici les faits : en mai 1941, Ante Pavelitch se rendit à Rome pour offrir la couronne de Croatie au duc de Spolète; il avait désiré inclure dans la délégation qui l'accompagnait Mgr Stepinac. Si celui-ci avait accepté, il y aurait là un fondement suffisant pour l'accusation de collaboration. Mais, en fait, l'archevêque refusa... En mai 1943, lorsque l'archevêque fit sa visite *ad limina* à Rome, le gouvernement Pavelitch fit des représentations auprès du Saint-Siège en demandant que l'archevêque soit invité à « mettre fin à son attitude d'opposition ». En décembre de la même année, le ministre croate de l'Intérieur se plaignit auprès de Mgr Ramiro Marcone, visiteur apostolique en Croatie, que l'archevêque « n'ait jamais dit en public un seul mot témoignant de son adhésion au régime ».

Quant à l'accusation de collaboration avec les Allemands, elle est insoutenable : pendant la guerre, la radio clandestine de Tito elle-même félicitait l'archevêque pour son opposition intransigeante aux nazis et à leurs protégés. Elle cita, par exemple, le texte du sermon prononcé le jour de la fête du Christ-Roi, en 1943. Cette émission de la radio des partisans fut, à l'époque, reprise par la B.B.C. et le texte en subsiste dans les collections d'enregistrement du temps de guerre de la radio britannique. Pendant la guerre, le bulletin de presse quotidien d'extraits de journaux des territoires occupés par l'ennemi, que publiait le ministère britannique de l'Information, contenait de fréquents témoignages de la « résistance » de l'archevêque. En fait, s'il y eut dans toute l'Europe occupée un prélat dont les paroles furent souvent utilisées par la propagande alliée, c'est bien Mgr Stepinac. Son propre frère fut exécuté le 23 novembre 1943 pour avoir porté aide aux partisans, et quand vint la fin de la guerre, l'archevêque était une sorte de héros national. Il fut fêté par le régime communiste en septembre 1945.

L'n autre chef d'accusation, enfin, est ainsi rédigé :

L'archevêque fit de la presse catholique et, en particulier, du journal *Katholiki List*, organe semi-officiel de l'archidiocèse de Zagreb, un instrument de propagande au service de la puissance occupante, justifiant le terrorisme des oustachis contre le peuple, préconisant les conversions forcées au catholicisme...

Cette dénonciation de la presse catholique néglige de

signaler que le principal quotidien catholique *Hrvastski Glas,* fut supprimé dans les tout premiers jours du régime Pavelitch et que dans les deux premiers mois, le nombre des périodiques catholiques fut réduit des deux tiers. Quant au *Katholiki List,* on le désigne comme étant l'organe « semi-officiel » de l'archidiocèse.

Or, il est peu admissible de présenter l'archevêque comme responsable de ce journal si l'on songe que fréquentes étaient, dans cet « organe semi-officiel », les attaques contre l'archevêque. Il en est un exemple fameux : à l'occasion de la fête du Christ-Roi, à l'automne 1943, prêchant dans sa cathédrale, l'archevêque dénonça la coutume des Allemands de pratiquer des représailles collectives dans les districts où avaient lieu des actions de partisans. Des exemplaires de ce sermon furent imprimés clandestinement et largement distribués, particulièrement en Dalmatie, où quatre-vingt-deux prêtres furent arrêtés et emprisonnés pour les avoir diffusés. Le 3 novembre, l'archevêque fut l'objet d'une violente attaque dans le *Volkischer Beobachter* et le quotidien du gouvernement croate *Hrvatski Narod* l'accusait sous la signature du ministre de l'Éducation de « ... se mêler fâcheusement de politique ». Le reste de la presse croate emboîta le pas et le *Katholiki List* fut parmi les journaux qui dénoncèrent l'archevêque, et tel est le journal dont plus tard on voulut rendre l'archevêque responsable.

L'archevêque est aussi accusé d'avoir reçu au Palais épiscopal les archives du gouvernement Pavelitch : effectivement, à la fin de la guerre, le gouvernement de Pavelitch demanda à l'archevêque, qui accepta. Mais il est vrai aussi que, dès l'installation du nouveau régime, l'archevêque remit ces archives aux représentants de Tito et que, même, il en eut un reçu officiel.

Tels sont les principaux faits parmi d'autres; ils doivent être connus de tous ceux qui, par sympathie pour l'attitude antistalinienne de Tito, ont tendance à épouser aussi toute sa politique et à accepter sans contrôle les accusations et la propagande du régime yougoslave.

Un mémorandum des évêques yougoslaves

A la suite de la réunion qu'ils ont tenue à Zagreb en septembre dernier un mémorandum fut adressé à Tito par les évêques yougoslaves. Cette conférence a été taxée par la presse yougoslave de « réunion politique illégale ». C'est probablement la dernière conférence épiscopale qui a pu avoir lieu dans ce pays. Après cette conférence, plusieurs évêques ont été menacés, d'autres ont subi des interrogatoires.

Vingt évêques étaient présents. La réunion était présidée, en l'absence de Mgr Stepinac, par Mgr Uïcic, archevêque de Belgrade. Nous ne pouvons citer ici ce long document dont on retrouve plusieurs éléments, du reste, dans la note du Saint-Siège. En voici seulement les passages essentiels :

Tout d'abord, les évêques catholiques constatent qu'il n'y a pas en Yougoslavie de véritable liberté religieuse. La liberté de conscience et le libre exercice du culte dont parle la constitution de la R.P.F. de Yougoslavie dans son art. 25, ont été pratiquement réduits à une liberté seulement partielle du culte ou, comme disent nos lois, à la liberté des cérémonies religieuses...

Demander de notre Église qu'elle reconnaisse sa situation actuelle dans la R.P.F. de Yougoslavie comme légitime et le confirmer par un concordat, ce serait demander qu'elle se renie elle-même et qu'elle signe son arrêt de mort. L'Église de la R.P.F. de Yougoslavie est toujours d'accord de traiter et même de faire des concessions, à condition que son statut moral et juridique soit reconnu et qu'on lui assure tous les droits indispensables selon sa nature et son but. Cela signifie : si l'État désire sincèrement des relations correctes avec l'Église, il doit abolir toutes les injustices révoltantes auxquelles sont exposées journellement nos personnalités et institutions ecclésiastiques : la persécution qui a commencé avec le régime actuel de la R.P.F. de Yougoslavie doit cesser.

Jusqu'ici, l'épiscopat a été gagné tous les jours davantage par la conviction que dans la R.P.F. de Yougoslavie on prépare méthodiquement l'extirpation complète de la religion. Cette méthode procède par étapes : quelques-unes d'entre elles

ont déjà été réalisées. Nous nous trouvons probablement devant l'avant-dernière étape. L'athéisme militant est maintenant devant les portes de nos églises : il se prépare à violer le dernier asile de la liberté religieuse...

Nous aimons loyalement notre patrie et nous demandons à nos prêtres et à nos fidèles de voir de bon œil tout ce qu'il y a de positif dans l'ordre social et politique actuel. Avec nos fidèles nous voulons l'intégrité de nos frontières et nous sommes prêts à tout sacrifice pour le bien et la prospérité véritables de notre pays. Mais on ne peut pas attendre de nous que nous participions activement à la vie politique. La politique et la responsabilité qui en découle, nous les laissons à ceux qui sont appelés à l'assumer. Nous nous occuperons du côté religieux et spirituel de notre vie sociale. C'est là notre domaine et rien ne pourra nous empêcher de lui vouer toutes nos forces.

Nous ne demandons pas de privilèges. Nous serons contents si l'on nous accorde ce qui nous revient de droit divin et de droit humain. Nous ne pensons pas seulement à avoir la liberté du culte, mais les libertés qui sont incluses dans la véritable liberté de conscience et la liberté religieuse : ce sont les libertés des écoles confessionnelles, la liberté de la presse catholique, la liberté des organisations religieuses et le droit de disposer des moyens matériels indispensables à cet effet. Ces moyens matériels, nous ne voulons pas les recevoir de l'État : le peuple nous donnera tout cela, parce que le peuple croit à son Église et parce que le peuple aime sa religion.

Si les autorités de l'État reconnaissent ces principes, nous sommes certains, nous, les évêques catholiques, qu'il n'y aura plus de tension entre l'Église et l'État dans la R.P.F. de Yougoslavie. Nous sommes certains aussi que ces relations deviendront d'une insigne utilité pour les deux partenaires. C'est le but que nous poursuivons et pour lequel il vaut la peine de sacrifier quelque chose.

On retrouve ici la même fermeté et le même désir profond de voir réalisées les conditions d'une entente que dans la note du Vatican. Dans le discours qu'il a prononcé au consistoire, le Souverain Pontife a souligné qu'en élevant le cardinal Stepinac à la pourpre, il avait voulu marquer la bienveillance de l'Église à l'égard de « la nation yougoslave tout entière ». Il ajoutait :

Il est en particulier bien loin de la vérité de dire que Nous

avons décrété de faire entrer ce prélat dans votre Sacré-Collège pour offenser, par une provocation, les dirigeants de la Yougoslavie. Et ce choix ne voulait pas davantage être une réponse au langage très violent par lequel on Nous dénigre ainsi que le Siège apostolique. Langage très violent, disons-Nous, que, d'ailleurs, Nous pardonnons de tout cœur et voulons oublier.

Le Saint-Père a manifesté de même ses « sentiments paternels et affectueux à la très noble nation polonaise », lorsqu'il a parlé du cardinal Wyszynski.

Conclusion

Ainsi le projet d'une visite du maréchal Tito en Angleterre avec les réactions catholiques qu'il a entraînées a, non seulement provoqué une crise grave dans les rapports entre la Yougoslavie et le Vatican, mais a encore amené un durcissement de tous les problèmes liés à la révolution yougoslave, en particulier le problème de Trieste et celui du séparatisme croate. Ironie du sort, si l'on songe que la visite de M. Eden à Belgrade et en retour la visite de Tito à Londres, avaient pour but avoué de faciliter, au contraire, l'élaboration d'un compromis acceptable sur les problèmes pendants entre l'Ouest et la Yougoslavie. Il est certain que dans cette affaire l'intransigeance des catholiques anglais a joué un rôle décisif. Il est non moins certain que la politique religieuse du maréchal Tito — même si l'on admet qu'il n'y a pas vraiment persécution ouverte, ce qui n'est pas absolument prouvé — ne saurait être considérée comme acceptable par les catholiques et par le Vatican. Admettrait-on même — ce qui non plus n'est pas absolument prouvé — que le cardinal Stepinac porte un certain nombre de responsabilités en ce qui concerne l'acceptation de la « dissidence » croate pendant la guerre, la prétention du gouvernement yougoslave à considérer la

nomination de Mgr Stepinac comme un « acte favorable à l'impérialisme italien », ne saurait non plus être considérée comme légitime.

Ainsi, même dans le cas d'une « démocratie populaire » dissidente de l'U.R.S.S., se rencontre sous une forme aussi aiguë le problème de la cohabitation dans un même État de l'Église catholique et du totalitarisme communiste : rien ne le montre mieux que le désaccord sur la notion essentielle de *liberté religieuse* conçue par les dirigeants communistes de Belgrade en termes qui paraissent absolument inacceptables aux catholiques des démocraties occidentales depuis longtemps habitués à donner de cette liberté une tout autre définition. Ainsi s'explique sans doute le caractère irréconciliable du conflit qui, par l'intermédiaire des catholiques anglais, a opposé l'Église à l'État yougoslave et a, sinon réduit à néant, du moins, comme l'écrit le *Times*, singulièrement « affaibli » les espoirs conçus par l'empirisme politique du gouvernement britannique à la suite du voyage de M. Eden à Belgrade.

Ce document a été préparé à partir des dossiers du Centre d'Informations Catholiques, 163, boulevard Malesherbes, Paris-XVII^e^.

D. L., 2^e^ trimestre 1953. — Imprimeur, n° 910.
Imprimerie Aubin, Ligugé (Vienne).
Directeurs gérants : A.-J. Maydieu, R.-C. Chartier. N.M.P.P.